



Définir la boussole du
développement pour l'après-2015 :
paroles du terrain

Définir la boussole du développement pour l'après-2015 : paroles du terrain

Coordinateur de la recherche : Dr. Andrea Rigon

Principaux chercheurs : Dr. Luz C. Sevidal Castro, Regina D. Salvador-Antequis, Monalinda Doro, Elsa Maquiling, Jane Ruby Asperin, Ben Boham Okiror, Fredrick Ssemwanga, Paulous Serugo, Martin Nsubuga, Richard Eriau, Judith Kaulem, Denboy Kudejira, Silvia Escobar, Carlos Revilla, Walter Arteaga.

Chercheurs : Pilar Fernandez, Freidrich Feligno Castro, Jussel Gabe, Normallah Sani, Samina Bagumbaran, Jimmy Lubosan, Betty Akano, Sine Paul Oloit, Betty Adio, Peter Ogera, Annet Angenyo, Bruno Okia, Paul Emuron, Michael Imalingat, Valentine Okello, Yvonne Nyanzira, Doreen Kanye, David Mutambirwa, Neyer Nogales, Bruno Rojas, Kathy Illanes, Luis Vargas, Alfredo Cahuaya, Johanne Kuhn, Sergio Rojas, Xavier Courteille, Arturo Quinteros, Pamela Gómez.

Avis de non-responsabilité : Ce rapport s'appuie sur les opinions des personnes ayant participé aux travaux de recherche. Tous les avis qui y sont exprimés constituent la synthèse des points de vue de ces participants et ne reflètent donc pas forcément les positions de CAFOD, de Caritas Internationalis ou des organisations partenaires de CAFOD.

Remerciements

Nous remercions en particulier Neva Frecheville pour sa contribution. Un grand merci à l'ensemble des participants et des partenaires de CAFOD qui ont pris part à ces travaux, à l'équipe *Participate* de l'IDS, à Africa Monitor, aux bureaux régionaux de CAFOD qui se sont impliqués, aux équipes Gouvernance – Plaidoyer des programmes et Politiques de CAFOD, à Amy Pollard, Anne Lindsay, Beck Wallace, Bernadette Fischler, Catherine Setchell, Cecilia Iorio, Christina Chang, Danny Burns, Dee Jupp, Dee McConville, Erika Lopez Franco, Georgia Burford, Graham Gordon, Gweneth Barry, Joanna Wheeler, Joanne Green, Karen Luyckx, Kate Crowley, Kezia Lavan, Louise Davis, Marion Clarke, Masiwa Rusare, Neil Thorns, Pascale Palmer, Sarah Barnett, Sarah Montgomery, Sarah Wykes, Susy Brouard, Thea Shahrokh, Verity Johnson et Vivienne Benson. Merci aux stagiaires, aux assistants, aux chauffeurs, aux photographes et aux personnels administratifs qui ont rendu cette recherche possible.



Sommaire

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
INTRODUCTION	11
1 PERSPECTIVES EN TERMES DE BIEN-ÊTRE	16
2 CHANGEMENTS AU NIVEAU DU CONTEXTE MONDIAL	18
2.1 Déplacement des moyens de subsistance	18
Une nouvelle compréhension du monde	19
2.2 Déplacement des moyens de subsistance	20
Une optique de genre transversale	22
3 TRANSFORMER LES NORMES SOCIALES DISCRIMINATOIRES	24
3.1 Peuples indigènes	24
3.2 Discrédit associé au VIH	25
4 CONFLITS ET CATASTROPHES	26
4.1 Conséquences des conflits	29
5 MOYENS DE SUBSISTANCE ET EMPLOI DANS UN ENVIRONNEMENT INCERTAIN	31
5.1 Stratégies de développement des capacités à faire face et manque d'opportunités	35
5.1.1 Éducation	36
5.1.2 Migration	37
5.1.3 Diversification	38
5.1.4 Moyens de subsistance dangereux et choix difficiles	39
6 GOUVERNANCE, FAVORITISME ET POLITIQUE	40
6.1 Favoritisme politique, accaparement par les élites et corruption	41
6.1.1 Favoritisme politique lié à un soutien électoral	42
6.1.2 Favoritisme personnel	42
6.1.3 Accaparement par les élites	43
6.1.4 Favoritisme politique, craintes et redevabilité	43
6.1.5 Accès à la justice	44
6.2 Secteur minier : gouvernance et justice	45
6.3 Participation politique	48
7 PRESTATION DE SERVICES ET ACCÈS À CEUX-CI	49
7.1 Accès aux soins de santé et qualité de ceux-ci	50
7.2 Protection sociale et sécurité sociale	52
7.3 Qualité de l'éducation	53
7.4 Sécurité humaine	57
7.5 Infrastructure	58
CONCLUSIONS	59
IMPLICATIONS EN VUE D'UN CADRE POUR L'APRÈS-2015	62
Annexe I – Partenaires de COMPASS 2015	66
Annexe II – Méthodologie	67

Résumé exécutif

« Les nouvelles perspectives des participants fournissent des indications inattendues et bousculent les idées reçues sur les politiques qui fonctionnent bien et pour qui »

En 2015, les dirigeants mondiaux seront appelés à prendre des décisions qui affecteront des millions de vies lorsqu'ils conviendront du cadre de référence devant remplacer les Objectifs de Millénaire pour le développement (OMD). Cela fait en effet douze ans que les OMD exercent leur influence sur la politique de développement et

les agendas politiques. Certaines des problématiques sur lesquelles portaient les OMD ont connu de réelles améliorations, de la baisse du nombre de personnes à très faibles revenus à la hausse de l'accès aux médicaments pour les personnes séropositives.

Les décideurs politiques ont pour devoir d'inclure les personnes dont l'existence est la plus difficile et de tenir compte en priorité de leurs intérêts. Le projet de recherche COMPASS 2015 est né de la détermination de CAFOD à veiller à l'inclusion dans le processus politique de l'après-2015 des points de vue des personnes qui vivent dans la pauvreté.

Ces recherches participatives approfondies s'appuient sur les travaux que nos partenaires ont menés auprès de personnes marginalisées ou qui vivent dans la pauvreté. Ont ainsi été recueillis les avis de 1420 participants issus de 56 communautés affectées par la pauvreté dans quatre pays à revenus faibles et moyens (la Bolivie, les Philippines, l'Ouganda et le Zimbabwe).

Le projet COMPASS 2015, dans le cadre de l'initiative mondiale *Participate*, permet d'étudier la manière dont les personnes ont vécu le changement ces quinze dernières années.¹ Son objectif est d'identifier les priorités, les défis, les visions et les aspirations des personnes pauvres ou marginalisées. Alors que le changement s'accélère sur le plan mondial, ce rapport fournit une analyse actualisée des

expériences de la pauvreté telle qu'elle est vécue et jette une lumière sur la manière dont survient le changement. Les nouvelles perspectives des participants fournissent des indications inattendues et bousculent les idées reçues sur les politiques qui fonctionnent bien et pour qui.

Ces travaux sont uniques en leur genre car ils associent un processus véritablement participatif à la recherche de solutions aux problématiques clés faisant partie de la discussion politique pour l'après-2015. Ces éléments de preuve viennent compléter les études quantitatives en examinant en profondeur les liens complexes entre les différents processus et problèmes qui affectent les personnes les plus pauvres et en étudiant la manière dont ils sont ressentis au quotidien dans différents contextes. Lors de la rédaction de ce rapport, il s'est agi en priorité d'écouter **les voix réelles des participants** plutôt que de les associer à un narratif unique et linéaire.

La pertinence du rapport pour les processus décisionnels avait été prévue dès le départ, en basant la discussion sur des questions clés développées par les décideurs politiques. La nature participative de la recherche permet aux participants de faire passer les messages qu'ils souhaitent transmettre aux décideurs politiques.

Le premier chapitre étudie les points de vue des participants sur la question du bien-être. Le deuxième s'intéresse ensuite aux changements qui sont apparus dans un contexte mondial ces quinze dernières années. Les cinq parties suivantes présentent les conclusions relatives à plusieurs questions clés : le troisième chapitre porte sur la manière dont l'évolution des normes sociales peut avoir des impacts positifs, tandis que le quatrième aborde les conséquences à long terme des catastrophes naturelles et des conflits. Le cinquième chapitre débat des moyens de subsistance et de l'emploi, facteurs que la plupart des participants à ces travaux considèrent comme prioritaires, et des différentes stratégies

d'adaptation dont disposent les personnes les plus pauvres. Le sixième chapitre examine la manière dont des questions de gouvernance telles que le favoritisme politique, le manque de redevabilité et la difficulté à accéder à la justice affectent les personnes qui vivent dans la pauvreté, et le septième met l'accent sur la prestation de ces services et l'accès à ceux-ci. Le chapitre de conclusion présente une synthèse des principaux résultats et de leurs implications pour le cadre destiné à l'après-2015.

Principaux résultats

Pour bien vivre chez soi avec ses enfants, il faut avoir du maïs, des arachides, des poulets, des bœufs, et du lait que les enfants puissent boire. C'est cela qui nous permet de bien vivre et qui fait dire que cette vieille femme vit bien avec ses enfants.

(Esther, 80 ans, veuve, mère de huit enfants, Ouganda)

Le bien-être auquel affirment aspirer un grand nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté présente des facettes très différentes. Cependant, ces aspirations sont souvent à la fois concrètes et réalisables, dans la mesure de ce qui est politiquement et économiquement possible. L'un des thèmes sous-jacents a été le désir de jouir de moyens de subsistance sécurisés et de vivre sans crainte. Les participants ont également fortement insisté sur les actions qu'ils peuvent eux-mêmes entreprendre pour parvenir au bien-

être, en considérant les autres acteurs comme des partenaires ou des facilitateurs de leurs efforts.

Changements dans le contexte mondial

Ces quinze dernières années, le bien-être d'un grand nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté s'est dégradé à cause de phénomènes qui ont conduit au déplacement de leurs moyens de subsistance, affectant ainsi gravement leur capacité à gagner leur vie décentement. Parmi ces phénomènes, citons la dégradation de l'environnement, des conflits violents, des déplacements forcés, des fluctuations rapides du prix que touchent les agriculteurs, l'épuisement des ressources, les catastrophes naturelles et les crises politiques et économiques. À cela viennent s'ajouter l'incertitude et la précarité, notamment la baisse des revenus agricoles et la hausse de l'emploi occasionnel et irrégulier. Sur notre planète interconnectée, les personnes qui vivent dans la pauvreté savent fort bien que leur bien-être est tributaire de décisions et de situations qu'ils n'ont aucune possibilité d'influencer ou de contrôler.

Souvent, les pires situations de pauvreté identifiées sont imputables à la conjonction de multiples facteurs. Si certains problèmes existent depuis plusieurs décennies (tels que les

« Ces travaux sont uniques en leur genre car ils associent un processus véritablement participatif à la recherche de solutions aux problématiques »

Session de recherche en Ouganda



pratiques relatives à la succession foncière, le devoir de soin coutumier qui incombe de manière disproportionnée aux femmes et les contrats de location abusifs), d'autres sont nouveaux (citons par exemple la transformation de la composition de la famille en raison du VIH et/ou des conflits, les sécheresses de plus en plus fréquentes et de rapides fluctuations des cours mondiaux des matières premières). C'est cette conjonction de

« Le bien-être d'un grand nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté s'est dégradé à cause de phénomènes qui ont conduit au déplacement de leurs moyens de subsistance »

facteurs « anciens » et « nouveaux » qui engendre les pires expériences de la pauvreté et de l'exclusion. Il importe donc, pour répondre aux défis que présentent ces situations complexes, d'apporter une réponse globale qui aille au-delà des approches sectorielles. L'un des facteurs qui revient dans pratiquement tous les récits est celui de l'inégalité de genre, qui rejoint d'autres problématiques pour entraîner de nouvelles formes d'exclusion sociale.

exemple, l'estime de soi et la reconnaissance des peuples indigènes se sont accrues grâce à leur participation politique, tandis que pour d'autres, les politiques gouvernementales ont réduit le caractère honteux de la séropositivité.

Conflits et catastrophes

Le peu d'amélioration que notre dur labeur nous avait permis d'obtenir au fil des ans a été réduit à néant par les inondations.

(Celia, agricultrice, Mapulog, Philippines)

La sécurité humaine représente une priorité, les participants insistant sur les pertes considérables engendrées par les catastrophes naturelles et les conflits. Même lorsqu'ils sont de faible ampleur, les conflits et les catastrophes sont capables d'anéantir des années de progrès durement acquis et de compromettre le bien-être des populations des années durant. Certains de ces phénomènes peuvent être prévenus, ou leurs effets atténués, en développant des capacités de résilience et de préparation. Les participants ont insisté sur l'importance des solutions locales axées sur l'écoute et la compréhension des populations locales et de leurs dirigeants plutôt que sur un déploiement militaire décidé par le gouvernement central.

Emploi et moyens de subsistance

Un emploi, c'est la première chose dont tout le monde a besoin. Il nous faut tous travailler pour lutter contre la pauvreté.

(Mme Bhebhe, 58 ans, Bulawayo, Zimbabwe)

La première des préoccupations des personnes qui vivent dans la pauvreté est l'emploi ou l'accès à des actifs de production qui leur permettent de reconstruire des moyens de subsistance viables et durables. Les demandes de soutien externe – essentiellement à l'attention du gouvernement – constituent **un moyen de parvenir à l'autonomie**. Le foncier et l'accès au foncier sont des questions clés, même si elles ne suffisent pas lorsque personne n'aide les communautés vulnérables à obtenir des **contrats équitables**, par exemple pour venir à bout des contrats abusifs de location de terres. Bien souvent, les revenus agricoles ne suffisent plus et l'emploi tend à être de plus en plus précaire.

D'après les participants, **les stratégies dont disposent les personnes pauvres sont très différentes de celles dont disposent les personnes très pauvres, d'où la nécessité d'adopter des stratégies et des interventions différenciées**. Par exemple, l'éducation est perçue comme une clé pour obtenir un emploi



Session de recherche aux Philippines

Transformer les normes sociales discriminatoires

Il arrive que nous soyons confrontés à de la discrimination. Quand les gens savent que l'on est séropositif, ils évitent votre étal et achètent leurs marchandises à la personne suivante, comme si le VIH se transmettait par ce que nous vendons. Les cas de discrimination sont aujourd'hui rares parce que les gens sont plus au courant.

(Rosemary, 61 ans, Bulawayo)

Les changements intervenus au niveau des normes sociales ont eu **des impacts positifs concrets sur l'existence de certaines des personnes les plus marginalisées**. Par



Dialogue communautaire en Ouganda

qui procure des revenus non tributaires de l'incertitude des récoltes, celles-ci étant de plus en plus affectées par des conditions climatiques extrêmes ou en mutation. L'éducation joue aussi un rôle central en rapprochant les individus des organisations de développement à même de fournir un soutien, mais les personnes très pauvres sont moins susceptibles d'en profiter. En outre, les opportunités offertes par la migration sont différentes pour les deux groupes et ont tendance à n'engendrer une amélioration de longue durée que parmi les groupes à revenus faibles. Le fait de gagner sa vie avec des activités multiples permet aussi de réduire les risques parmi ceux qui vivent déjà bien, mais devient un choix imposé pour les personnes très pauvres qui doivent ainsi exercer de multiples activités pour survivre, d'où des journées de travail extrêmement longues. Dans bien des cas, les personnes très pauvres n'ont pas le choix et sont donc contraintes de gagner leur vie en pratiquant des activités risquées ; elles sont ainsi plus vulnérables et leur capacité à se sortir de la pauvreté est mise à mal.

Gouvernance, favoritisme et politique

Si l'on n'est pas du même parti politique que le chef du gouvernement local élu, il est très difficile de faire soutenir les projets ou les activités de développement dans la circonscription.

(Mapulog, Philippines)

Une autre série de conclusions étudie **la manière dont les programmes de développement et les services publics sont fournis aux personnes très pauvres** et permet de savoir **qui en bénéficie**. Les personnes qui vivent dans la pauvreté reconnaissent que le gouvernement national joue un rôle clé dans le développement, mais de nouvelles formes de redevabilité et de contrôle doivent être mises en œuvre. Les personnes très pauvres sont particulièrement affectées par le favoritisme politique, qui signifie que des projets et services servent à récompenser ou punir un soutien politique. La corruption et l'accaparement par les élites empêchent les personnes très pauvres de bénéficier des projets et services qui leur sont pourtant destinés. Ce phénomène est d'autant plus prononcé dans des régions isolées où il est difficile de contrôler la situation, et les groupes marginalisés qui ont le plus besoin de ces services se trouvent ainsi affectés de manière disproportionnée mais, de peur de représailles, ils craignent de s'exprimer. L'accès à la justice est un autre point important que les participants ont soulevé, qui est souvent lié à des questions relatives aux transactions et au pouvoir économiques. Les participants jugent très importants **les programmes de protection sociale** tels que les transferts sociaux sous conditions et l'assurance

« La première des préoccupations des personnes qui vivent dans la pauvreté est l'emploi ou l'accès à des actifs de production qui leur permettent de reconstruire des moyens de subsistance viables et durables »



Participante à l'étude en Bolivie

santé, et ils estiment qu'ils devraient être développés en envergure et en durée, et toucher un nombre plus important de groupes bénéficiaires. Cependant, ces programmes ont également servi d'outils de chantage, certaines personnes ayant été forcées d'accorder leur soutien politique. Les participants ont identifié la nécessité d'améliorer les mécanismes de prestation de ces programmes.

« Les groupes exclus commencent à s'engager en politique et considèrent la participation politique comme une stratégie pouvant améliorer leur existence et les aider à lutter contre l'exclusion »

Les participants ont souvent déclaré avoir l'impression que le gouvernement se range du côté des compagnies minières au lieu de garantir les droits de la population et l'État de droit. De même, l'expansion des activités minières et l'intensification des pressions exercées par de nombreuses grandes entreprises font que les communautés locales ont du mal à prendre des décisions éclairées sur l'utilisation de leurs terres.

Dans un contexte d'incertitude croissante, le gouvernement devient un catalyseur fondamental des processus de développement. La multiplication des interconnexions exige de prendre des décisions collectives à différents niveaux en transformant les « personnes pauvres » en sujets politiques. Les groupes exclus commencent à s'engager en politique et considèrent la participation politique comme une stratégie pouvant améliorer leur existence et les aider à lutter contre l'exclusion. Il est impératif de modifier en profondeur nombre des modèles actuels de gouvernance pour qu'ils puissent résoudre les inégalités existantes en autonomisant les personnes qui vivent dans la pauvreté.

Prestation de services et accès aux services

La santé et l'éducation sont les deux plus importants services que les participants à l'étude ont abordés. S'ils reconnaissent des améliorations au niveau de leur prestation, l'un des thèmes récurrents est **la qualité insuffisante des services et l'existence d'obstacles économiques** (par exemple redevances et coûts cachés) pour les personnes les plus pauvres. Il ne fait aucun doute que des taux de scolarisation élevés sont importants, mais la qualité et la pertinence de l'enseignement le sont tout autant. Lorsque le taux de scolarisation constitue le seul indicateur de progrès par rapport aux objectifs éducatifs, rien n'incite à investir dans la qualité. Les personnes pauvres qui envoient leurs enfants à l'école ont souvent le sentiment que leurs efforts et le temps de leurs enfants sont gaspillés en raison de la piètre qualité de l'enseignement dispensé.

Mesurer la qualité et déterminer si oui ou non les réponses apportées par le gouvernement correspondent aux besoins et aspirations de ses citoyens demeurent des questions cruciales pour le cadre destiné à l'après-2015. Les participants ont insisté sur la nécessité d'instaurer de **nouveaux indicateurs et systèmes de redevabilité qui s'appuient sur un contrôle participatif des interventions de développement et des programmes gouvernementaux**. Même les projets qui ne semblent pas problématiques et paraissent bénéficier à l'ensemble de la communauté, tels que la construction de routes, peuvent avoir des effets négatifs, d'où la nécessité d'impliquer les communautés locales dans la

conception, la planification et la mise en œuvre des interventions de développement et de prévoir de manière collective des stratégies propres à réduire les impacts indésirables.

Les interventions de développement lancées dans des régions isolées à l'attention de groupes marginalisés sont souvent onéreuses, et le suivi de leur efficacité est tout aussi coûteux. **Les mécanismes mondiaux de redevabilité et les cadres de développement qui mettent l'accent sur un bon rapport qualité-prix et sur la moyenne des améliorations à l'échelon national ont tendance à exclure les personnes très pauvres.** Il est plus onéreux de dispenser un enseignement de qualité à un enfant handicapé d'une région reculée que d'éduquer un enfant non handicapé qui vit en ville, même si, pour les statistiques du développement, ces deux types représentent la même « valeur ». **Les gouvernements qui cherchent absolument à atteindre des objectifs et à démontrer l'« efficacité » avec laquelle ils utilisent les ressources ciblent les personnes qu'ils peuvent atteindre plus facilement et à moindre coût, d'où l'exclusion des personnes très pauvres et marginalisées.** S'il est impératif de mesurer et

d'évaluer l'impact du développement, **les outils quantitatifs et faisant référence à un bon rapport qualité-prix ne devraient pas se traduire par l'acheminement de ressources exclusivement aux populations les plus accessibles.**

Permettre aux personnes pauvres de participer
Donner la possibilité aux personnes qui vivent dans la pauvreté de participer aux débats politiques et aux interventions de développement peut être **coûteux en temps et en argent**, et nécessite une volonté politique. L'utilisation des langues locales est cruciale pour garantir des processus réellement inclusifs, mais elle pose de nombreux défis ; par exemple, pour rassembler un nombre assez petit de perspectives dans les quatre pays, les chercheurs de ce projet ont employé **15 langues**. Trop souvent, les agences de développement passent par les **élites locales** qui parlent les langues principales du pays. Il faut ici en tirer des enseignements, à la fois pour les processus onusiens et pour les coalitions de la société civile au sein desquelles l'efficacité de la participation est souvent tributaire de la maîtrise de la langue anglaise. En outre, des calendriers et des budgets serrés **reproduisent les inégalités mondiales existantes.**

Des participants à l'étude en Ouganda



Implications

Cette étude propose trois catégories d'implications résumées ci-après et reproduites dans leur intégralité à la fin du rapport.

Principes et stratégies

Le cadre pour l'après-2015 devrait :

1. Remettre en question les processus et relations de développement socioéconomiques (par exemple accaparement des terres, fluctuations rapides du cours des matières premières, injustice des contrats de location de terrains), en reconnaissant que ce sont eux qui génèrent et perpétuent la pauvreté chez les personnes les plus pauvres.
2. Souligner la nécessité d'instaurer une stratégie complète et globale pour le développement, au-delà des approches sectorielles.
3. Instaurer un environnement capable d'induire des changements mondiaux positifs au niveau des normes sociales discriminatoires afin de toucher et d'autonomiser les personnes au niveau local.
4. Insister sur l'importance d'un recours à l'aide pour cibler les personnes les plus exclues des pays à revenus faibles et moyens, tout en encourageant l'utilisation de tous les moyens et mécanismes de financement disponibles pour promouvoir un développement durable.
5. Mettre en exergue la nécessité pour la législation internationale et nationale de fonctionner efficacement dans l'intérêt des personnes pauvres.

Contenu

Le cadre pour l'après-2015 devrait :

1. Adopter une optique de genre pour aborder les inégalités de genre et promouvoir l'autonomisation des femmes à tous les niveaux des objectifs de développement.
2. Inclure et accorder la priorité à la prévention des conflits, à la réduction des catastrophes et des risques de conflit ainsi qu'aux capacités de résilience favorisant l'investissement mondial dans ces secteurs peu attrayants mais importants.
3. Promouvoir la création d'emplois décentés et veiller à ce que les personnes pauvres aient accès aux principaux actifs de production, tels que la terre, et puissent les contrôler.
4. Souligner l'importance de l'instauration d'une base sociale minimale pour tous à travers la protection sociale universelle. L'assurance santé universelle devrait également être promue comme un moyen de garantir l'accès des plus exclus aux services de santé.

Mise en œuvre du cadre et mesure des progrès accomplis

Le cadre pour l'après-2015 devrait :

1. Insister sur la nécessité d'adopter des stratégies et des interventions différenciées à l'attention des personnes très pauvres et les plus exclues, et inciter à la prise de mesures efficaces qui les incluent.
2. Veiller à ce qu'une participation utile des citoyens fasse systématiquement partie de toutes les interventions de développement.
3. Chercher réellement à inclure les perspectives des personnes qui vivent dans la pauvreté, suffisamment de temps et de ressources doivent être affectés à cet objectif, et un processus clair définissant la manière dont ces perspectives contribuent au processus décisionnel doit être mis en œuvre.
4. Prévoir différents indicateurs qui mesurent la qualité des services fournis au moyen d'un suivi et d'une évaluation participatifs des interventions.
5. Identifier de nouvelles formes de redevabilité. Il lui faudra modifier les indicateurs utilisés pour les OMD en les complétant par des évaluations réalisées par les citoyens, des examens par les pairs et des évaluations exhaustives des progrès et des défis dans leur globalité, au-delà des indicateurs spécifiques.
6. Exiger la redevabilité et la transparence de tous les acteurs qui traitent avec des personnes qui vivent dans la pauvreté et issues de groupes marginalisés et exclus, y compris des acteurs du gouvernement (local et national), des entreprises (en particulier des groupes transnationaux) et des ONG. Un nouveau cadre devrait également veiller à ce que les personnes les plus pauvres aient accès à la justice et puissent se faire entendre afin d'exiger des autres acteurs qu'ils rendent compte de leurs actes.

Introduction

En 2015, les dirigeants mondiaux seront appelés à prendre des décisions qui affecteront des millions de vies

lorsqu'ils conviendront du cadre de référence devant remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cela fait en effet douze ans que les OMD exercent leur influence sur la politique de développement et les agendas politiques, et certaines des problématiques sur lesquelles portaient les OMD ont connu de réelles améliorations, de la baisse du nombre de personnes à très faibles revenus à la hausse de l'accès aux médicaments pour les personnes séropositives. Le rapport de CAFOD intitulé « 100 Voix »² a souligné que, d'après les personnes et les organisations de la société civile qui œuvrent aux côtés des communautés pauvres des pays du Sud, il est important d'instaurer un nouveau cadre global pour diriger le développement.

CAFOD est membre de Caritas Internationalis, un réseau mondial de 165 organisations catholiques engagées dans le secteur des urgences humanitaires et du développement international. Conformément à l'enseignement social catholique, CAFOD a pour objectif d'écouter les voix de ceux qui sont rarement entendus et travaille avec les personnes les plus pauvres de la planète pour les aider à devenir les « artisans de leur propre destin ».³ L'une des principales préoccupations est le fait que les questions fondamentales pour les personnes qui vivent dans la pauvreté et sont issues de communautés vulnérables, marginalisées ou exclues peuvent être éclipsées par les intérêts de groupes plus puissants. Il incombe donc aux décideurs politiques d'inclure les personnes qui ont une existence des plus difficiles et de faire de leurs intérêts une priorité. Le **projet de recherche participative COMPASS 2015 est né de la détermination de CAFOD à veiller à l'inclusion dans le processus de l'après-2015 des points de vue des personnes qui vivent dans la pauvreté.**



Session de recherche aux Philippines

COMPASS 2015 apporte une contribution à l'initiative *Participate* (www.participate2015.com) co-organisée par l'Institute of Development Studies (Brighton, Royaume-Uni) et la campagne mondiale de la société civile Beyond 2015. Grâce à des travaux de recherche participatifs, *Participate* apporte des éléments de qualité sur la réalité de la pauvreté sur le terrain en rapprochant les perspectives des personnes les plus pauvres du débat sur l'après-2015.

La recherche réalisée pour les besoins de COMPASS 2015 s'appuie sur les travaux que les partenaires de CAFOD ont menés auprès de personnes marginalisées et/ou qui vivent dans la pauvreté.

L'objectif de cette recherche était de fournir aux personnes sur le terrain un espace leur permettant de faire part de leurs propres opinions sur les questions fondamentales du débat relatif à l'après-2015. Ces travaux se sont appuyés sur des questions élaborées par des décideurs clés afin que le processus de recherche participative apporte des résultats

« Il incombe aux décideurs politiques d'inclure les personnes qui ont une existence des plus difficiles et de faire de leurs intérêts une priorité »



Formation de chercheurs locaux en Ouganda

utiles pour le développement de politiques. Des pourparlers avec les partenaires ont entraîné la création de quatre projets de recherche, tous différents en termes de méthode, d'envergure et d'axe thématique. L'objectif commun était d'instaurer un processus participatif partant des préoccupations des personnes qui vivent

« Un processus participatif partant des préoccupations des personnes qui vivent dans la pauvreté pour éclairer les décideurs politiques »

dans la pauvreté pour éclairer les décideurs politiques, dans la langue des participants à ces travaux. Ces informations s'appuient sur le vécu des participants en matière de changement (un concept plus large que celui du développement) ces quinze dernières années (ce afin d'apporter une évaluation indirecte des OMD) et sur leurs aspirations pour l'avenir.

COMPASS 2015 a réuni quatre partenaires issus de quatre pays de quatre régions différentes, travaillant avec des communautés diverses dans un large éventail de secteur agro-écologiques. Étant donné que plus des deux tiers des personnes pauvres de la planète vivent dans des pays à revenus moyens (Banque mondiale, 2011), **deux pays à revenus faibles (le Zimbabwe et l'Ouganda) et deux pays à revenus moyens**

(la Bolivie et les Philippines) ont été retenus. Les travaux de recherche ont impliqué **1 420 participants de 56 communautés différentes**, allant de villages ruraux à des quartiers urbains, en passant par des lieux d'habitation informels (voir l'Annexe II). Les travaux, qui ont réuni 44 chercheurs, ont été réalisés de décembre 2012 à mars 2013.

Cette étude fournit **un tableau actualisé du vécu des personnes et de leurs perspectives à l'égard de la pauvreté**. Les communautés ne sont pas représentatives de toutes les situations et de tous les types de vécu, et COMPASS 2015 ne prétend pas être un rapport exhaustif. Néanmoins, la représentation y est large et la recherche a porté sur de nombreux types d'expériences de la pauvreté et de l'exclusion. Par exemple, en Ouganda et aux Philippines, les communautés rurales qui ont participé au projet n'avaient même pas l'électricité, tandis que dans des zones urbaines du Zimbabwe, certaines personnes qui vivent dans la pauvreté avaient un téléphone portable voire un smartphone. Ainsi, si l'on emploie une simple stratégie axée sur des critères monétaires, il est facile de tirer des conclusions hâtives sur les populations qui vivent le mieux. Cependant, une compréhension plus approfondie de la pauvreté et de la marginalisation indique que, malgré la disponibilité relative d'articles de luxe comme les smartphones, le coût élevé de la vie urbaine contraint certains résidents à s'adonner à des activités extrêmement dangereuses telles que la prostitution qui les expose à un risque de violence et de maladies sexuellement transmissibles.

Une distinction analytique importante entre personnes « pauvres » et « très pauvres » est établie tout au long du rapport. Si la plupart des participants vivaient dans la pauvreté, leur récit a clairement fait ressortir une différence entre les pauvres et ceux qui vivent dans les pires situations de pauvreté au sein de leurs communautés. Les membres d'une communauté pauvre n'étaient ainsi pas tous affectés de la même manière, et cette distinction est devenue très importante lors de l'analyse des stratégies d'adaptation à la disposition des différentes populations et de l'efficacité des interventions de développement. Cette distinction primordiale peut varier en fonction du contexte et il est difficile de l'associer à des expressions toutes faites telles que « pauvreté extrême ».

Les partenaires se sont vu remettre une liste des questions d'orientation à débattre, analyser et cerner. Chaque projet de recherche a élaboré ses propres questions (voir l'annexe II). Les questions étaient ouvertes et axées sur les perspectives du bien-être des participants – il s'agissait ainsi de



Session de recherche en Bolivie

demander qui vit bien et qui vit mal, ainsi que d'étudier les causes des situations de pauvreté. Les questions étaient soumises à des directives mais les séances de recherche ont suivi un format ouvert basé sur les suggestions des participants.

Les partenaires se sont vu remettre une liste des questions d'orientation à débattre, analyser et cerner. Chaque projet de recherche a élaboré ses propres questions (voir l'annexe II). Les questions étaient ouvertes et axées sur les perspectives du bien-être des participants – il s'agissait ainsi de demander qui vit bien et qui vit mal, ainsi que d'étudier les causes des situations de pauvreté. Les questions étaient soumises à des directives mais les séances de recherche ont suivi un format ouvert basé sur les suggestions des participants.

Les partenaires ont conçu et adapté différentes méthodes de collecte de données. Parmi celles-ci figuraient la cartographie visuelle, des ateliers participatifs, des groupes de réflexion collective, des observations de participants, des entretiens approfondis avec informateurs clés, des groupes de discussion et des processus collectifs de validation des données (voir l'annexe II pour de plus amples détails). Différents groupes de

participants ont analysé les changements qui se sont produits au sein de leur communauté ces quinze dernières années, leur situation de pauvreté actuelle et ses causes, et identifié leurs principaux défis. Les chercheurs ont facilité cette démarche en permettant aux participants de sélectionner leurs priorités et de débattre des solutions et des demandes. L'analyse de chaque groupe a ensuite été partagée avec d'autres groupes de la communauté, conduisant à un débat vivant qui a permis de mettre en évidence les défis et aspirations communs ainsi que les problématiques et les objectifs qui ne concernaient que certains groupes spécifiques. Les interventions des participants ont été enregistrées puis elles leur ont été de nouveau présentées à la fois visuellement et oralement lors d'un processus de validation ; cela leur a permis de discuter plus avant, de clarifier, de modifier et de retirer des informations.

Les chercheurs locaux ont souligné que le processus participatif devait impérativement reposer sur des méthodes adaptées à chaque contexte, ce qui signifiait qu'il fallait modifier la

« La rédaction du présent rapport a accordé la priorité aux voix réelles des participants »

stratégie en fonction de la communauté. Comme l'a affirmé le chercheur principal aux Philippines, « L'adéquation des méthodes employées sur le terrain a été déterminée en consultation avec les représentants des communautés et élaborée au moyen de techniques qui tiennent compte de la culture du site de recherche – notamment en termes de langue, de méthode d'interrogation et de mode de discussion. Cela a permis de collecter des données spécifiques aux lieux et au contexte de ces lieux ». Les méthodes reposaient sur la façon de discuter et de débattre propre à chaque communauté, en incluant des groupes sociaux qui se font rarement entendre sur des questions importantes, même au sein de leur propre communauté, par exemple les enfants. En outre, les animateurs de l'étude étaient très proches des sujets et des expériences dont ils discutaient. Ainsi, à Iligan (Philippines), la chercheuse avait elle-même été affectée par un typhon qui avait tué ses voisins.

« La recherche a clairement identifié des problématiques communes alors même qu'elle a été réalisée sur des continents, dans des pays et au sein de communautés différents »

Les connaissances des animateurs et des partenaires de l'étude leur ont permis de parvenir jusqu'à certaines des personnes les plus marginalisées et de rapprocher leurs voix et leurs analyses collectives. Les différences de méthodologie entre les projets de recherche du programme COMPASS 2015 et au sein de celui-ci sont normales vu sa nature participative. Loin de poser un problème, ces différences ont permis une triangulation méthodologique qui a encore consolidé les résultats

de recherche. Il est frappant de constater que la recherche a clairement identifié des problématiques communes alors même qu'elle a été réalisée sur des continents, dans des pays et au sein de communautés différents, et par différents types d'organisations aux objectifs divers et qui ont recouru à un large éventail de méthodologies. C'est pour cette raison que ces problématiques peuvent être considérées comme représentant les préoccupations des personnes qui vivent dans la pauvreté au-delà des communautés impliquées dans les travaux de recherche.

La rédaction du présent rapport a accordé la priorité aux voix réelles des participants, au lieu de les associer afin de produire un narratif linéaire unique. L'objectif était ici de ne pas compromettre la complexité des messages et de ne pas manipuler les opinions des participants. L'intégration de contributions et de retours permanents émanant de l'ensemble des équipes de recherche a transformé le processus de compilation de ce rapport en un exercice

dynamique qui a permis aux messages clés d'être largement validés et soutenus par tous les participants.

L'enquête MyWorld⁴ réalisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et différents partenaires invite des individus du monde entier à faire part de leurs priorités pour le cadre destiné à l'après-2015. Les résultats (mis à jour au 10 juin 2013) ont fait ressortir les priorités suivantes : (1) Amélioration de l'éducation ; (2) Amélioration des soins de santé ; (3) Honnêteté et réactivité du gouvernement ; (4) Amélioration des possibilités d'emploi. COMPASS 2015 vient compléter ces connaissances en identifiant les priorités de certaines des personnes les plus pauvres à travers un examen des liens entre ces différentes problématiques et leur manifestation au quotidien.

Le premier chapitre étudie les points de vue des participants sur la question du bien-être. Le deuxième s'intéresse ensuite aux changements qui sont apparus dans un contexte mondial ces quinze dernières années. Les cinq parties suivantes présentent les conclusions relatives à plusieurs questions clés : le troisième chapitre porte sur la manière dont l'évolution des normes sociales peut avoir des impacts positifs, tandis que le quatrième aborde les conséquences à long terme des catastrophes naturelles et des conflits. Le cinquième chapitre débat des moyens de subsistance et de l'emploi, facteurs que la plupart des participants à ces travaux considèrent comme prioritaires, et des différentes stratégies d'adaptation dont disposent les personnes les plus pauvres. Le sixième chapitre examine la manière dont des questions de gouvernance telles que le favoritisme politique, le manque de redevabilité et la difficulté à accéder à la justice affectent les personnes qui vivent dans la pauvreté, et le septième met l'accent sur la prestation de ces services et l'accès à ceux-ci. Le chapitre de conclusion présente une synthèse des principaux résultats et de leurs implications pour le cadre destiné à l'après-2015.

Tableau 1.

Synthèse des projets de recherche COMPASS 2015

	Philippines	Ouganda	Zimbabwe	Bolivie	Total
Nombre de chercheurs	11	14	5	13	43+1
Nombre de langues	6	3	3	5	15
Langues	Bisaya, m'ranao, tagalog, subanun, anglais, higaunon	Teso, anglais, kumam	Shona, ndebele, anglais	Espagnol, aymara, quechua, guaraní, guarayo	n/d
Participants à recherche	616	427	177	200	1420
Communautés (villages, quartiers)	13	20	7	16	56



Research participants:

Chefs religieux
 Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres
 Anciens combattants
 Chauffeurs routiers
 Enfants
 Jeunes gens avec ou sans emploi
 Personnes âgées
 Personnes déplacées internes
 Personnes en cours de réinstallation après un déplacement
 Personnes handicapées
 Enfants des rues
 Pêcheurs
 Habitants des forêts

Personnes travaillant dans le secteur informel
 Commerçants
 Travailleurs agricoles
 Petits agriculteurs
 Artisans
 Personnes inactives/sans emploi
 Salariés
 Propriétaires de petites entreprises
 Fonctionnaires
 Personnes affectées par la guerre
 Personnes séropositives

1

Perspectives en termes de bien-être

- Les **aspirations relatives au bien-être dont ont fait part un grand nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté sont souvent à la fois concrètes et réalisables**, dans la mesure de ce qui est politiquement et économiquement possible.
- Les participants ont **fortement insisté sur les actions qu'ils peuvent eux-mêmes entreprendre pour parvenir au bien-être**, en considérant les autres acteurs comme des partenaires ou des facilitateurs de leurs efforts.

Pour bien vivre chez soi avec ses enfants, il faut avoir du maïs, des arachides, des poulets, des bœufs, et du lait que les enfants puissent boire. C'est cela qui nous permet de bien vivre et qui fait dire que cette vieille femme vit bien avec ses enfants.

(Esther, 80 ans, veuve, mère de huit enfants, Malera, Ouganda)



Les **aspirations relatives au bien-être⁵ dont ont fait part un grand nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté sont souvent à la fois concrètes et réalisables**, dans la mesure de ce qui est politiquement et économiquement possible. L'avis d'Esther a été largement repris par d'autres veuves :

Si on vit bien, c'est qu'on a chez soi des bœufs, des chèvres, des moutons, des arachides et tous ces aliments. C'est ça qui vous fera bien vivre.

(Berida, 66 ans, agricultrice et veuve, mère de quatre enfants, Malera, Ouganda)

Les éléments clés sont donc la **sécurité alimentaire** et l'**accès au foncier**.



L'École des traditions vivantes, aux Philippines

Les jeunes gens expriment parfois leurs besoins plus directement que les veuves âgées :

Si vous pouvez éduquer vos enfants, vous vivez bien. Deuxièmement, s'il y a suffisamment de médicaments dans les centres de santé sans qu'on se fasse voler, alors on pourra vivre bien. Troisièmement, la sécurité devrait être garantie dans nos communautés. Et puis avoir de bonnes routes accessibles, des marchés pour nos produits alimentaires, c'est ça, bien vivre.

(Onyait, 25 ans, agriculteur, marié, trois enfants, Kobwin, Ouganda)

Le thème sous-jacent est ici le fait de jouir de **moyens de subsistance sécurisés** et de vivre **sans crainte** de chocs soudains, comme l'a expliqué Lourdes :

Le développement, c'est quand ma famille peut manger trois repas par jour et que nous dormons tranquillement la nuit sans craindre qu'une inondation n'emporte avec elle nos moyens de subsistance.

(Lourdes, 60 ans, agricultrice, Philippines)

La protection et la sécurité font partie de la demande relative au logement :

Pour moi, le développement, c'est quand on a une maison pour nous protéger quand les pluies arrivent et nous tenir au chaud la nuit.

(Grace, jeune fille de 12 ans, groupe de discussion avec des enfants, Philippines)

En Bolivie, les visions du bien-être ont un point commun marqué :

Lorsque nous tous dans la communauté pourrons assurer notre développement durable sans devoir dépendre de quiconque. Lorsque la communauté aura tous les services de base et que personne ne souffrira de la faim dans la communauté. Des projets et des programmes pour appuyer la production, l'éducation et la santé dans la communauté. Qu'il y ait du travail. Qu'il y ait des lieux de loisirs pour les enfants, les jeunes et le reste de la communauté.

À travers ces demandes, les participants expriment un désir d'**autonomie** tout en reconnaissant qu'ils ont besoin de **soutien pour concrétiser leur vision du bien-être**. Les demandes portent souvent sur des services de base ou un **accès à des actifs de production**. Florence (30 ans, veuve, Ouganda) a fait part d'une perspective similaire – elle ne veut pas juste une maison, mais une maison qu'elle aura elle-même construite :

Quand j'aurai bâti une maison pour moi et ma famille où mes enfants vivront confortablement en dormant sur des matelas.

Les participants ont fortement insisté sur les actions qu'ils peuvent eux-mêmes entreprendre pour parvenir au bien-être, en considérant les autres acteurs comme des partenaires ou des facilitateurs de leurs efforts.

« Les participants expriment un désir d'autonomie tout en reconnaissant qu'ils ont besoin de soutien pour concrétiser leur vision du bien-être »

2

Changements au niveau du contexte mondial

- Bien qu'il faille reconnaître que l'offre de services fondamentaux s'est améliorée, les conditions de vie se sont détériorées pour de nombreuses personnes marginalisées ou vivant dans la pauvreté car leurs moyens de subsistance ont été gravement affectés par la conjonction de facteurs et de phénomènes.
- Les situations de pauvreté les plus graves sont très rarement imputables à une cause unique mais plutôt à la conjonction de toute une série de facteurs à différentes échelles.
- Les personnes qui vivent dans la pauvreté ont conscience des liens toujours plus étroits qui se développent à l'échelle mondiale, notamment lorsqu'elles sont touchées par des situations auxquelles elles n'ont pas contribué.
- Le genre est une source majeure d'inégalité, et souvent une source supplémentaire d'exclusion qui aggrave la situation des femmes pauvres..

Ce chapitre étudie deux conclusions qui ressortent de l'analyse des changements intervenus ces quinze dernières années dans la vie des

« Les personnes pauvres ont vu leurs conditions de vie se détériorer ces quinze dernières années car leur capacité à gagner décemment leur vie a été gravement mise à mal »

participants à l'étude. La première de ces conclusions est que, tout en reconnaissant que l'offre de services fondamentaux s'est améliorée (voir chapitre 6), les conditions de vie se sont détériorées pour de nombreuses personnes marginalisées ou vivant dans la pauvreté. La raison en est que leurs **moyens de subsistance ont été entravés par différents facteurs et phénomènes**, certains provoqués par l'homme. La seconde est que **la conjonction de certains facteurs conduit souvent aux situations de pauvreté et de marginalisation les plus graves**, et ces facteurs associent fréquemment des problématiques anciennes et nouvelles. Le genre,

question transversale présente dans la plupart des récits, est souvent considéré comme une source d'aggravation de l'exclusion.

2.1 Déplacement des moyens de subsistance

D'après certains éléments issus de l'étude COMPASS 2015, les personnes pauvres de la plupart des communautés impliquées dans le projet ont vu leurs conditions de vie se détériorer ces quinze dernières années car leur capacité à gagner décemment leur vie a été gravement mise à mal. Le problème n'est pas uniquement qu'elles ont été exclues de la modernisation et du développement, mais aussi qu'elles ont été affectées négativement par ces deux phénomènes. Parmi les facteurs en cause – souvent d'origine humaine – figurent la pollution et la dégradation de l'environnement, les conflits violents (souvent autour des ressources naturelles) et les hausses rapides du cours des matières premières pour les agriculteurs. Les facteurs les plus significatifs sont les contraintes liées aux ressources, les catastrophes naturelles et les conflits.

Les participants n'avaient pas de représentation idéalisée du passé, mais ils ont clairement fait



Session de recherche aux Philippines

savoir que leur expérience du bien-être était meilleure autrefois. Cela s'est produit dans divers contextes mais surtout dans les situations de conflit et de post-conflit. Par exemple, les pêcheurs de la ville d'Iligan et de Lintangan (Philippines) ont fait savoir qu'ils devaient désormais déployer bien plus d'efforts pour attraper moins de poissons à cause de la pollution, de la hausse du nombre de pêcheurs, de la pêche illégale à grande échelle et des violentes attaques de pirates.

Le typhon Sendong, qui a fait plus d'un millier de morts dans cette région en 2011, offre un exemple de catastrophe naturelle aggravée par l'activité humaine. En effet, cette région n'avait jamais traditionnellement été le théâtre de typhons. Comme l'a expliqué un membre de l'équipe de recherche :

Ils disaient : Cette zone n'est pas touchée par les typhons ; notre fléau, c'est la guerre, pas les typhons' – donc les gens du coin n'étaient pas préparés.

Les participants locaux ont signalé que nombre des personnes qui avaient péri avaient été écrasées par des grumes laissées le long des rives par les compagnies forestières ; les grumes ont été emportées vers les maisons lorsque le niveau des eaux s'est mis à monter. La rivière a atteint des niveaux inédits, en partie à cause de la déforestation de la région voisine, qui ne permettait plus aux sols d'absorber de grandes quantités d'eau.

Les Zimbabwéens ont vu leurs conditions de vie se détériorer rapidement lors de la crise politique et économique qui a frappé leur pays, surtout à partir de l'année 2000. Malgré certains progrès ces quatre dernières années, la plupart des participants affirment avoir le sentiment que leur situation est encore plus grave qu'avant la crise.

Session de recherche au Zimbabwe

Les conflits locaux relatifs aux terres et les luttes dues à la présence de compagnies minières sont parmi les autres facteurs majeurs identifiés par les participants comme étant à l'origine d'un bouleversement des moyens de subsistance et de la pauvreté.

Ces résultats indiquent clairement que le développement ne peut simplement être construit sous la forme d'un processus graduel et linéaire, les populations étant pauvres parce qu'elles se situent en dehors des processus de développement. En effet, de nombreux participants à COMPASS 2015 sont « **pauvres à cause des autres** »⁶. Cela suggère qu'une transformation plus profonde des relations socioéconomiques s'impose. Les participants ont par ailleurs témoigné d'une **hausse de l'incertitude et de la précarité**, surtout les agriculteurs dont les revenus ne leur garantissent pas une vie et des moyens de subsistance dignes, et ceux dont l'emploi tend aujourd'hui à être plus occasionnel et peu fiable.

« Elles ont été affectées négativement par des situations auxquelles elles n'avaient pas contribué »

Une nouvelle compréhension du monde

Les participants se sont largement dits conscients – même dans les lieux les plus reculés – d'une **interconnexion** accrue et du fait que les décisions et les actions prises dans un pays ont des répercussions à l'échelle mondiale. Les participants comprennent que nous partageons un même monde aux ressources limitées. Ce sujet a surtout été évoqué par les communautés qui se considèrent affectées par le changement climatique. Cependant, cette interconnexion



se fait également ressentir à travers d'autres phénomènes mondiaux tels que la rapidité à laquelle fluctuent les cours des matières premières, et un intérêt accru envers les terres et ressources naturelles des participants. Comme l'a constaté l'équipe de recherche des Philippines, les

« Les situations de pauvreté les plus graves sont rarement imputables à une cause unique »

catastrophes environnementales ont également poussé les gens à apprécier l'interconnexion des communautés des hautes terres et des basses terres par l'intermédiaire de la rivière, surtout lorsqu'elles ont été affectées négativement par des situations auxquelles elles n'avaient pas contribué.



Session de recherche en Ouganda

Les personnes qui vivent dans la pauvreté ont déclaré être pleinement conscientes du **caractère relationnel de la pauvreté**. Ainsi, à Obalanga (Ouganda), le conflit qui persiste entre les populations Karamojong et Teso est imputable à des vols de bétail violents, notamment pendant les périodes de sécheresse. D'après un chef Teso, le conflit ne pourra être résolu tant que les conditions de vie des Karamojong ne se seront pas améliorées :

Le conflit avec nous est dû à leur situation. Si vous allez chez des ménages de Karamoja, vous verrez qu'ils n'ont rien.

Pour lui, la situation s'aggrave alors que les expropriations se multiplient pour créer des zones de faune protégées, les populations se retrouvant ainsi avec moins de terres fertiles à cultiver.

Si les gens de Karamoja sont obligés de vivre comme des bêtes, comment voulez-vous qu'ils se comportent avec nous ? [...] C'est cette mauvaise situation à Karamoja qui nous affecte à Teso.

Interrogé sur ses priorités de développement, ce dirigeant local a répondu par une liste d'interventions conçues pour améliorer les conditions de vie des rivaux historiques des Teso. Tout en reconnaissant que sa population vit dans la pauvreté, son message était qu'il fallait d'abord aider ses voisins.

2.2 Déplacement des moyens de subsistance

Les récits des participants concernant la pauvreté et l'exclusion démontrent que les situations de pauvreté les plus graves sont rarement imputables à une cause unique, mais plutôt à la conjonction de toute une série de facteurs. Ces facteurs peuvent aussi (mais pas forcément) être liés à des relations de cause à effet. La conjonction de plusieurs facteurs (par exemple la discrimination sur la base du genre, le manque de terres et les effets du conflit) engendre un état d'exclusion, qui n'est pas uniquement la somme des différents facteurs mais un état nouveau et bien plus grave dans lequel chaque facteur amplifie l'impact des autres.

L'exemple donné dans l'encadré raconte l'histoire d'Anna, 47 ans, dont le mari a été envoyé se battre dans le nord du pays. Il est revenu au bout de cinq ans, Anna est tombée enceinte, puis elle a découvert qu'elle était séropositive. Lorsque son mari s'est fait tuer, Anna a vendu sa vache – l'un de ses rares biens – pour pouvoir se rendre au quartier général de l'armée afin de réclamer des dommages et intérêts, mais, dans la ville où il avait été basé, l'autre conjointe de son mari avait déjà touché ces indemnités. La famille du mari d'Anna a saisi ses terres, comme cela se produit souvent lorsque les veuves ne sont plus considérées comme faisant partie de la famille. À la mort de sa sœur, Anna a dû s'occuper de trois de ses neveux et nièces, en plus de ses sept enfants.

Le récit d'Anna montre la manière dont différents problèmes se sont conjugués pour engendrer la situation extrêmement difficile dans laquelle elle se trouve. Ces problèmes sont notamment le conflit, les normes relatives au genre telles qu'elles se manifestent au niveau intra-ménage, les pratiques coutumières en matière de succession, la corruption et un système de gouvernance qui l'a privée des indemnités auxquelles elle pouvait prétendre.

Il est également important de noter que certains de ces facteurs existent depuis plusieurs décennies, tandis que d'autres ne sont apparus que ces quinze dernières années. Par exemple, dans les zones rurales de l'Ouganda, **les pratiques relatives à la transmission héréditaire des terres qui excluent les femmes** et en vertu desquelles **le devoir de soin incombe de manière disproportionnée aux femmes** n'ont rien de nouveau. Ce qui est **nouveau, c'est que le conflit et le VIH ont changé la dynamique**

La voix d'Anna : conjonction de facteurs influant sur la pauvreté dans les régions rurales de l'Ouganda

Je m'appelle Anna, j'ai 47 ans et je suis mère de sept enfants. Je m'occupe des trois enfants de ma sœur défunte. Je cultive le manioc, le millet, le sorgho, les arachides et je gagne aussi de l'argent en vendant des tomates, des oignons, des choux et des petits poissons. Je suis séropositive. Mon mari était militaire et il est mort aux combats, me laissant avec sept enfants. Pendant ma grossesse, j'ai fait un test de dépistage et on m'a confirmé que j'étais infectée en 2006. Depuis, la vie n'est pas bonne pour moi. Cette maladie m'a fait perdre tous mes ongles et j'ai la peau qui s'écaille.

À l'époque, les enfants étaient encore jeunes et je n'avais pas l'énergie de cultiver de la nourriture pour eux. Maintenant, un de mes garçons est devenu grand et je lui ai déjà trouvé une femme. Je n'avais pas les moyens de continuer à payer ses frais de scolarité. Mon gros problème est de payer les frais de scolarité pour les enfants. Ils sont cinq ; un est en troisième année de primaire, deux en quatrième année de primaire, un en septième année de primaire et le garçon est en deuxième année de secondaire. C'est moi qui paie leurs frais. Si je ne vends pas de petits poissons, d'oignons, de tomates, de livres et de cahiers pour les écoles, je n'ai pas d'argent pour payer les frais de scolarité. En général, je les achète au marché de gros d'Ocorimongin, à 10 km d'Ongongoja, où je vis. Ensuite, je les revends au centre du village près de chez moi.

Quand mon mari est mort à Gulu, là où il travaillait, on l'a ramené à la maison sans même une couverture, juste avec son uniforme de militaire et un cercueil. Plus tard, le clan m'a demandé de réclamer les indemnités de mon défunt mari mais malheureusement la femme avec laquelle il vivait à Gulu était allée aux bureaux de Bombo avant moi. Cette femme n'était pas venue à

l'enterrement mais elle s'était précipitée pour réclamer l'argent. Les militaires qui ont amené la dépouille m'ont donné des papiers qui m'aideraient à retrouver la trace de l'argent de mon mari. Je suis allée à Bombo avec mon fils. Nous avons vendu une des vaches que nous avons achetées avec ce que nous avons cultivé. En arrivant à Bombo, on nous a dit d'ouvrir un compte, ce que nous avons fait, mais à ce jour nous n'avons rien perçu.

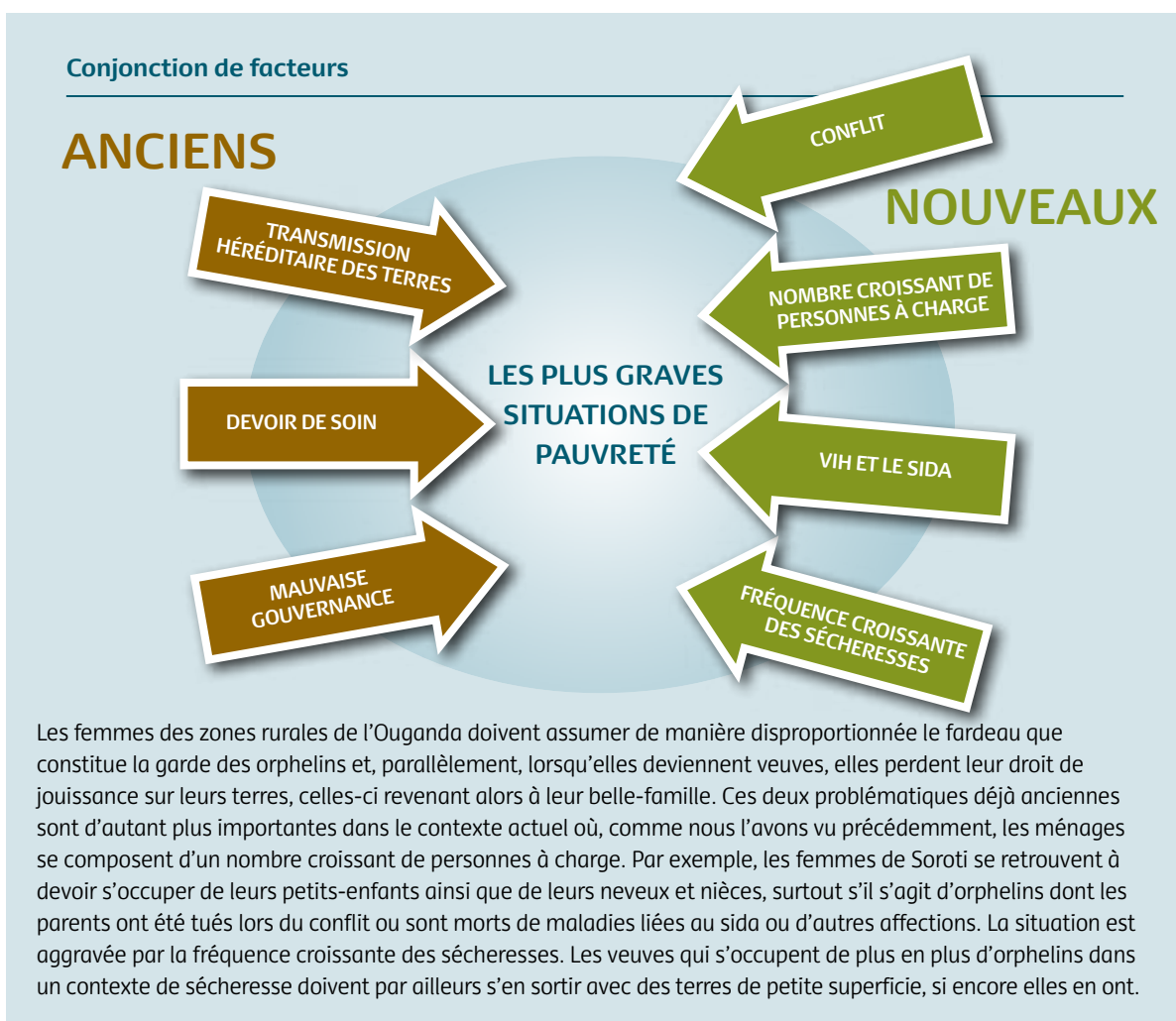
Ce qui est bien, c'est que les parents proches de mon mari ne m'ont pas expulsée de leur maison. Ce sont les oncles de mon mari qui nous demandent de quitter le terrain et de trouver un autre endroit où aller, mais nous continuons de vivre ici. [...] La famille de mon défunt mari m'avait donné des terres mais maintenant que je suis veuve, ces terres m'ont été reprises. Je peux uniquement compter sur un lopin de terre pour faire pousser des plantations. Je loue des lopins de terre pour cultiver des denrées alimentaires. C'est ça qui fait tant de mal à ma vie. Et aussi, quelqu'un comme moi, de séropositif, on se fait tout le temps du souci pour l'éducation de ses enfants. Je ne sais pas si je pourrai réussir à les éduquer, ou si je vais mourir avant qu'ils aient terminé l'école. C'est ça qui fait tant de mal à ma vie. [...]

Au moins, aucun [de mes enfants] n'est infecté parce qu'il semblerait que j'aie contracté le virus à la conception de mon dernier enfant. On me l'a confirmé après mon dépistage. Ce qui m'empêche de vivre bien, c'est qu'il faut que je m'occupe d'orphelins sans l'aide de quiconque. Parce que je m'occupe des orphelins de deux familles : mon beau-frère a tué ma sœur et il s'est tiré une balle. Il était militaire et je ne sais pas pourquoi il a fait ça. Alors je souffre avec leurs enfants en plus des miens. C'est moi qui les éduque, et pourtant je suis également veuve. À aucun moment je ne trouve de bonheur dans ma famille et je suis séropositive.

familiale, en créant des ménages composés exclusivement de personnes à charge âgées de moins de 14 ans et de plus de 65 ans (y compris les cas où les enfants sont les chefs de famille). Conséquence : le chef de famille est souvent contraint de retirer un enfant de l'école pour le faire travailler afin que ses revenus soutiennent la famille. Ainsi, les situations de **pauvreté les plus graves peuvent pousser les gens à prendre des décisions qui nuisent à leur capacité future à se sortir de la pauvreté**, par exemple en forçant certains membres de leur famille à abandonner précocement leur scolarité.

Non seulement **les stratégies parcellaires qui tentent d'identifier et de classer la**

problématique la plus importante ne parviennent pas à provoquer de changements significatifs au niveau des vies des personnes très pauvres, elles ne réussissent pas non plus à comprendre cet état et les causes profondes de la pauvreté. L'exemple d'Anna est appuyé par d'autres cas présentés dans le rapport qui démontrent également la conjonction de multiples facteurs. **Les dimensions transversales, comme le genre, soulignent la nécessité d'apporter des réponses globales qui vont au-delà des stratégies sectorielles.** La conjonction de facteurs multiples complique également la présentation des résultats et des différentes expériences de la pauvreté car il est difficile d'exposer des questions spécifiques de manière simpliste.



Une optique de genre transversale

Dans la quasi-totalité des récits, le genre est une dimension cruciale de la discrimination. Quel que soit l'endroit où la recherche a été menée, la principale source d'inégalité parmi les personnes qui vivent dans la pauvreté se situe entre les femmes et les hommes. L'inégalité de genre se constate au niveau des ménages, des communautés et des gouvernements nationaux, et elle se conjugue à d'autres types de discrimination pour engendrer de nouvelles formes d'exclusion.

L'obligation de soin qui incombe aux femmes accroît encore les pressions exercées sur leurs moyens de subsistance déjà précaires.

Le problème avec mes enfants et mon gendre est qu'ils m'ont laissée m'occuper de leurs enfants après leur divorce et pour moi la charge est extrêmement lourde.

(Mary, 49 ans, agricultrice et veuve, mère de neuf enfants, Ongongoja, Ouganda)

Le récit de Teresa (58 ans, Soroti, Ouganda) décrit l'inégalité avec laquelle s'exerce le contrôle sur les revenus de la famille :

« L'inégalité de genre se constate au niveau des ménages, des communautés et des gouvernements nationaux, et elle se conjugue à d'autres types de discrimination pour engendrer de nouvelles formes d'exclusion »

Le père, la mère et les enfants travaillent ensemble [dans le jardin]. Mais quand il s'agit de vendre, c'est d'abord un homme qui s'en occupe parce que c'est lui qui voudra aller vendre les produits au marché sans même montrer l'argent à sa famille. Par exemple, il y a des familles qui cultivent la terre, mais quand il faut vendre, personne ne dit rien à la femme ni ne lui apporte un cadeau en reconnaissance de ses efforts. Il arrive parfois qu'il ramène une nouvelle femme pour ne pas avoir à vous récompenser de vos efforts, au lieu d'éduquer les enfants.



Session de recherche en Ouganda

Le facteur genre se conjugue souvent avec l'âge, le foncier et les pratiques traditionnelles. Une jeune femme d'Alwa (Ouganda) a expliqué comment vivre une bonne vie en précisant que les jeunes femmes ont besoin de leurs propres terres :

Les jeunes gens qui ont des terres vivent bien parce qu'ils cultivent, et après avoir vendu [leurs produits], ils font leurs propres courses et ils s'en servent d'argent de poche à l'école pour s'acheter un uniforme. Les parents viennent payer les frais de scolarité et acheter les fournitures scolaires mais il y a certaines choses que les parents ne peuvent pas acheter pour leurs filles. Il est impossible de demander des serviettes [hygiéniques] et des sous-vêtements à son père.

La violence conjugale est une question sensible liée au genre au Zimbabwe, en Ouganda et aux Philippines. Même les interventions destinées à l'infrastructure revêtent une dimension genre importante. Par exemple, à Rogongon (Philippines), l'absence de pont contraint les écoliers à traverser la rivière à la nage à la saison des pluies pour se rendre à l'école. Les fillettes étaient dissuadées d'aller à l'école car elles trouvaient que la traversée de la rivière comportait trop de risques. La nécessité d'améliorer les toilettes publiques a été particulièrement mise en exergue par les femmes du Zimbabwe, des Philippines et de l'Ouganda.

Le genre est une source majeure d'inégalité, et souvent une source supplémentaire d'exclusion qui aggrave la situation des femmes pauvres. L'inégalité basée sur le genre peut être le produit de pratiques sociales en vigueur dans les communautés locales et/ou les institutions, que la politique du gouvernement peut soit renforcer, soit contester. Parfois, les politiques et interventions de développement du gouvernement donnent

une légitimité à la lutte pour l'égalité de genre ; cependant, elles peuvent aussi faire obstacle à l'autonomisation des femmes au niveau des ménages, des communautés et des pays. Les femmes qui ont participé à cette étude et qui vivent dans la pauvreté ont déclaré qu'il ne suffit pas d'introduire l'idée de l'égalité, mais qu'il faut **autonomiser les femmes en renforçant leurs capacités et leurs compétences techniques** afin que les hommes reconnaissent ce dont elles sont capables. Dans les communautés rurales des Philippines, les participantes ont fait valoir que si les cultures des femmes étaient meilleures ou si les femmes montraient qu'elles sont des dirigeantes des plus capables lorsqu'on leur offre un poste à responsabilité, elles se feraient davantage reconnaître.



Session de recherche aux Philippines

3

Transformer les normes sociales discriminatoires

- Les modifications opérées au niveau des normes sociales ces dix à quinze dernières années représentent un progrès remarquable pour des groupes spécifiques de personnes, par exemple les personnes séropositives ou les peuples indigènes.

Il arrive que nous soyons confrontés à de la discrimination. Quand les gens savent que l'on est séropositif, ils évitent votre étal et achètent leurs marchandises à la personne suivante, comme si le VIH se transmettait par ce que nous vendons. Les cas de discrimination sont aujourd'hui rares parce que les gens sont plus au courant.

(Rosemary, 61 ans, Bulawayo)

Les normes sociales peuvent être discriminatoires et contribuer à une marginalisation accrue, ce qui constitue un obstacle majeur au bien-être des individus et des groupes. **Les modifications opérées au niveau des normes sociales ces dix à quinze dernières années représentent un progrès remarquable pour des groupes spécifiques de personnes.** Les participants à l'étude ont identifié des cas où les normes sociales se sont améliorées au niveau national, même si ces progrès n'ont aucunement éliminé la discrimination. Les deux principaux domaines d'amélioration concernent **les peuples indigènes et les personnes séropositives**. Dans une moindre mesure, des progrès au niveau de l'égalité de genre et de l'importance de l'éducation ont également été constatés. Les participantes ont globalement perçu certains changements positifs dans le discours national autour du genre, surtout concernant les femmes occupant un poste à responsabilité et l'accent placé sur l'éducation des filles. Il a aussi été reconnu que les programmes de développement ont souvent contribué à remettre en question les normes sociales établies qui excluaient les femmes. L'autre changement constaté ces quinze dernières

années par les participants à l'étude est une meilleure reconnaissance de l'importance et du rôle de l'éducation, ainsi que la valeur associée à l'éducation des filles autant qu'à celle des garçons.

3.1 Peuples indigènes

De nombreux peuples indigènes des Philippines et de Bolivie **ont développé une conscience politique accrue et se sont lancés dans la politique pour faire valoir leurs droits**. Si l'on est encore loin d'avoir atteint l'égalité au plan national, ces modifications font que les populations sont désormais plus fières de leur statut d'indigène et de leur propre culture ; elles reconnaissent notamment que la valeur de leur savoir local joue un rôle clé pour résoudre les problèmes qui les touchent. Comme l'a expliqué un représentant des peuples indigènes subanun aux Philippines :

Ce que nous faisons et avons fait, c'est que nous nous sommes mis à participer à la vie politique pour pouvoir avoir une plate-forme nous permettant d'exprimer la nécessité de soutenir nos traditions et nos coutumes. Autrefois, lorsque nous nous retrouvions pour

des réunions, nous étions considérés suspects comme [si nous étions] des rebelles ; on nous accusait de beaucoup de choses, dont la plupart n'étaient pas vraies.

Aux Philippines, une communauté qui a participé à la recherche transmet son patrimoine culturel aux nouvelles générations par le biais d'une École des traditions vivantes. En Bolivie, les luttes sociales se sont soldées par l'élection d'une personne indigène à la Présidence, ce qui représente un changement radical dans la manière dont les peuples indigènes se perçoivent eux-mêmes et dans les politiques publiques. Ce sont souvent les menaces croissantes visant les peuples indigènes qui ont incité au lancement d'actions collectives de plus en plus nombreuses, lesquelles ont eu des répercussions positives telles qu'une hausse de la reconnaissance de ces populations. En Bolivie, les actions collectives et la participation politique ont joué un rôle primordial dans la construction d'une nouvelle identité collective, les faisant passer de « citoyens de seconde zone » à « citoyens de première zone » :

Aujourd'hui, nous les populations sommes en train de changer, nous nous réveillons parce qu'avant, ce n'était pas comme ça. Si on nous disait de faire quelque chose, on le faisait ; mais maintenant, les gens ne se soumettent pas aux ordres d'autrui.

(Isabel, chômeuse, El Alto)

3.2 Discrédit associé au VIH

Les attitudes envers les personnes séropositives constituent un autre domaine dans lequel l'évolution des normes sociales, souvent imputable aux gouvernements et aux organisations de développement, a entraîné des progrès. Les changements ne concernent pas uniquement la mise à disposition de traitements ; les personnes séropositives signalent également qu'elles ont l'impression que les gouvernements les reconnaissent, et reconnaissent la contribution qu'elles apportent à la société. Une femme qui discutait publiquement de son statut séropositif a ainsi expliqué :

Les gens devraient savoir que le fait d'être séropositif ne signifie pas la fin de tout. Quand mon mari a demandé le divorce, j'étais stressée et j'ai cru que ma vie était perdue mais, grâce au Gouvernement, nous avons maintenant accès aux ARV (traitements antirétroviraux).

(Patricia, 52 ans, Bulawayo)

Elle avait été agressée verbalement par son mari à cause de sa séropositivité et elle reconnaissait l'importance des groupes de soutien et de



L'École des traditions vivantes, aux Philippines

l'intervention du gouvernement pour lui fournir les médicaments dont elle avait besoin, mais aussi pour faire évoluer la manière dont les personnes séropositives sont perçues.

La marginalisation et les pratiques d'exclusion sociale qui aggravent la pauvreté sont souvent liées à des relations de pouvoir au niveau des ménages ou des communautés. D'une manière générale, il s'agit du genre, de la caste, de la santé, de l'âge, du handicap, de l'ethnicité ou d'une combinaison de ces facteurs. Le gouvernement a un rôle important à jouer pour venir à bout de ces problèmes ; cependant, les changements au niveau des normes et des attitudes – bien qu'ils soient appréciables – ne se reflètent souvent pas dans le comportement des institutions. Les participants ont évoqué les tentatives gouvernementales d'octroyer des droits à certains groupes, par exemple aux peuples indigènes, aux minorités ethniques et aux femmes, mais ces tentatives ont malencontreusement entraîné des discriminations à l'encontre des personnes qui ne font pas partie d'une catégorie spécifique. Bien que les institutions s'engagent à adopter des politiques favorables à l'égalité, elles peuvent dans la pratique agir de manière discriminatoire. Par exemple, un pays peut être doté de lois sur l'égalité de genre mais, dans la pratique, une femme qui vit dans la pauvreté n'aura pas les moyens d'accéder à la justice, ou bien la corruption pourra mener à une décision de justice qui lui sera défavorable.

L'évolution des normes sociales représente souvent une première étape qui doit être consolidée par des changements dans les politiques, les lois et la pratique afin d'assurer la durabilité des progrès et l'élimination de la discrimination.

4

Conflits et catastrophes

- Les conflits et les catastrophes sont capables d'anéantir des années de progrès durement acquis, et leurs conséquences sont de longue durée.
- Les conséquences des conflits sont imprévisibles, notamment leur impact sur l'éducation, des années après que la paix a été rétablie.

Le peu de progrès que notre dur labeur nous avait permis d'obtenir au fil des ans a été réduit à néant par les inondations.

(Celia, agricultrice, Mapulog, Philippines)

Ce qui a causé le plus de tort ces dix dernières années ici à Ongongoja, ce sont les attaques lancées par les Karamojong qui ont pris notre bétail, incendié nos maisons, pris nos biens et tué des gens. Les incidents ont forcé les gens à partir dans des camps.

(Alex, 50 ans, métayer, Ongongoja, Ouganda)⁷

Ce qui me fait du tort, c'est que ma mère a été tuée par les Karamojong et mon père a été empoisonné dans le camp.

(Jane Rose, 40 ans, agricultrice, Ongongoja, Ouganda)

« Les conflits et les catastrophes sont capables d'anéantir des années de progrès durement acquis, et leurs conséquences sont de longue durée »

Bien que les conflits et les catastrophes soient des problématiques très diverses aux causes différentes, ce rapport les étudie dans un même chapitre car les messages clés étaient souvent similaires. Pour les participants à la recherche, les **conflits et les catastrophes sont capables d'anéantir les progrès durement acquis, et leurs conséquences sont de longue durée**. Même lorsqu'ils sont localisés et de faible

ampleur, ils peuvent avoir des impacts négatifs sérieux. Les différents récits ont clairement fait ressortir un besoin de **sécurité humaine**. Même lorsque les **catastrophes** ne font pas de morts,

elles peuvent détruire les actifs de production qui permettent aux populations de gagner leur vie, celles-ci devant alors repartir de zéro. Un pêcheur de Santiago, aux Philippines, a commenté :

Entre 2000 et 2012, nos vies étaient meilleures car nous avons acheté des filets de pêche, des moteurs, des bateaux et de l'équipement. Nous avons tout perdu à cause du typhon, notre équipement et nos bateaux. Nous avons vu nos filets de pêche sur la plage mais ils avaient été abîmés par des grumes. Nous aussi, nous avons bien failli y rester. On doit repartir de zéro. C'est pour cela que nous avons demandé de l'aide, parce que nous n'avions pas demandé à ce que cela arrive, ça s'est juste passé comme ça.

Et un autre participant d'ajouter :

Avant [le typhon] Sendong, nous pouvions mettre de l'argent de côté parce qu'il y avait encore du poisson à pêcher et le prix de vente était correct. Quand le typhon est arrivé, tout ce que nous avions a disparu, y compris le poisson dans la mer. Aujourd'hui, c'est vraiment difficile d'attraper du poisson.

De même, un agriculteur a expliqué :

C'est juste au moment où nous nous attendions à une bonne récolte que nous avons été ravagés par les typhons.

(Atelier avec la communauté musulmane de Kiwalan)

Les conflits ont été identifiés comme un obstacle central au bien-être, ce qui prouve que la pauvreté est souvent causée par des phénomènes humains. L'intensification de la concurrence autour des ressources naturelles et des terres agricoles est le résultat de la croissance démographique locale et des habitudes de consommation non durables d'un nombre toujours plus important de catégories de la population mondiale. La terre, que ce soit à des fins extractives ou agricoles, est devenue un actif rudement disputé. Cependant, la terre est bien plus qu'un simple actif étant donné que les moyens de subsistance et les pratiques culturelles y sont étroitement liées. C'est la raison pour laquelle il est important de garantir aux personnes qui vivent dans la pauvreté d'accéder à leur juste part de ces actifs de production.

Comme l'a expliqué :

Les gens qui n'ont pas de terres ont à peine de quoi nourrir leur famille.

Mary (28 ans, mariée, agricultrice, Kobwin, Ouganda)

Le conflit foncier se manifeste également au niveau communautaire lorsque, par exemple, des veuves et des orphelins sont privés de leurs terres par des membres de leur famille suite au décès d'un mari ou d'un parent. La **dimension genre des pratiques liées à la succession foncière** est un problème grave en Ouganda :

Quand le mari meurt, il laisse les terres et la maison, mais les parents du mari prennent les terres et la maison aux veuves et soit ils vous expulsent de la maison, soit ils vous laissent un petit lopin de terre qui ne suffit pas à votre subsistance ni à celle de vos enfants.

(Sylvia, 35 ans, Ongongoja, Ouganda)

J'ai beaucoup de pauvreté. Mon défunt mari m'a laissé des terres mais un homme est venu

TYPE DE CAS	Nombre Rapportés	Nombre Résolu	Nombre en Attente	Nombre de Cas
LAND	84	21	33	30
DOMESTIC VIOLENCE	50	14	23	13
THEFT	08	03	01	04
DISASTER	07	03	02	02
DEV'T	82	55	09	18
ADMIN SECURITY	29	20	02	07
ADMIN	34	22	07	10
TOTALS	291	138	77	84

Tableau indiquant le nombre de cas récents signalés aux autorités locales du sous-district de l'Obalanga en Ouganda. En première position figurent les conflits fonciers (84), suivis des incidents de violence conjugale (50). Sur la même période, seuls 8 cas de vols ont été signalés.

et s'en est emparé. [Il] a pris mes terres et a même emprisonné mon fils en juillet 2012. Pour sortir mon fils de prison, j'ai dû vendre le petit lopin de terre qui me restait. À ce jour, le dossier est en attente et il reste en prison et ça me fait tellement de peine. Maintenant je souffre de la famine car je n'ai rien à manger à la maison, pas de terres à cultiver.

(Ademun, 54 ans, veuve, agricultrice, six enfants, Malera, Ouganda)



Session de recherche aux Philippines

Nous sommes nombreuses à avoir été déplacées de chez nous et à avoir fini par vivre ici en ville, nous ne sommes pas encore rentrées parce que nous avons perdu nos maris et leurs familles ne nous acceptent plus. On nous dit qu'on n'a plus de terres parce que notre mari est mort. Alors on finit en ville à vivre dans la pauvreté avec nos enfants.

(Priscilla, 60 ans, veuve qui vit avec 11 enfants dans la ville de Soroti et travaille dans une carrière)

Les veuves comme Priscilla sont obligées d'aller s'installer dans des zones urbaines et de trouver de nouveaux moyens de subsistance. Que ce soit en Ouganda ou aux Philippines, l'origine des litiges fonciers anciens remonte à un conflit violent au cours duquel les gens ont été obligés de quitter leurs terres :

La question du foncier est un problème ici, à cause des litiges fonciers. Avant, les gens étaient dans des camps [pour personnes déplacées internes] pendant longtemps et quand ils rentraient, certains avaient oublié leurs démarcations [foncières] et maintenant ils réclament les mauvais endroits. Aussi, la population s'est accrue lorsque les gens étaient dans les camps et maintenant il y en a qui veulent juste s'emparer de terres parce qu'ils n'en ont pas pour leurs enfants.

(Rose, 36 ans, agricultrice, mariée, six enfants, Ongongoja, Ouganda)

« Les personnes qui ont été obligées de quitter leurs terres à San Roque représentent un phénomène de relativement faible ampleur et pourtant, cela a eu un impact profond susceptible de se faire sentir sur plusieurs générations et d'engendrer des griefs de longue durée »

Une autre question importante soulevée par les participants à la recherche est l'impact négatif des lois d'enregistrement des titres de propriété foncière qui, souvent, contribuent au processus de déplacement. Il est rare que les peuples indigènes aient possédé ou demandé des titres formels pour leurs terres, préférant vivre sur des terres traditionnelles gérées en vertu de pratiques coutumières.

De longues années de conflit lié à la présence de rebelles et de milices à San Roque (Philippines) ont contraint des familles à abandonner les terres qu'elles louaient pour les cultiver depuis des générations.

Nous sommes obligés de retourner sur nos propres terres comme des voleurs,

à déclaré un enfant qui participait à la recherche, expliquant qu'ils « volaient » de la nourriture dans leurs propres jardins.

Nous avons eu peur [...] de nous faire tuer ou prendre en otages. [...] C'est pourquoi nous n'avons plus pris le risque de remonter [jusqu'à nos terres]. À l'époque, nous n'étions qu'en première année de lycée et nous craignons de ne pas pouvoir poursuivre notre scolarité.

(Ali, San Roque, Philippines)

Le conflit a gravement affecté l'activité agricole à San Roque.

Mes voisins ont été pris en otages. [...] C'est pour ça que nous avons eu vraiment peur. Chaque fois qu'on voyait quelqu'un en uniforme, on courait, même si c'était un soldat. On était très inquiets parce que nos voisins s'étaient fait kidnapper, y compris leurs enfants. [...] Nous n'avons pas de carabao⁸, nous utilisons juste une charrue [manuelle] pour cultiver la terre parce que les carabao se volent. [...] Avant, on trouvait beaucoup de carabao ici. Maintenant, il n'y en a plus. C'est pour cela qu'il n'y a pas beaucoup de produits agricoles, parce qu'il n'y a pas de carabao pour tirer [les charrues].

(Groupe de discussion d'agriculteurs, San Roque, Philippines)



Session de recherche aux Philippines

Le président d'une association d'agriculteurs locaux a révélé qu'on leur avait proposé de l'aide et des prêts pour acheter de nouveaux animaux, mais les agriculteurs ont refusé :

Ils avaient peur parce que les animaux pourraient simplement se faire voler ; [...] ou, pire, quelqu'un pourrait être tué si on le voyait ramener un carabao.

Les personnes qui ont été obligées de quitter leurs terres à San Roque représentent un phénomène de relativement faible ampleur et, pourtant, cela a eu un impact profond susceptible de se faire sentir sur plusieurs générations et d'engendrer des griefs de longue durée. Les participants et les enfants se sont souvenus des personnes prises en otages comme

d'une expérience particulièrement traumatique qui les avait affectés de manière permanente. Cela souligne combien il est important de prévenir les conflits fonciers, aussi petits fussent-ils, car ils peuvent avoir des conséquences de longue durée en détruisant les moyens de subsistance, en affectant le bien-être des populations et en compromettant la paix de longues années durant.

4.1 Conséquences des conflits

À Ongongoja, en Ouganda, le peuple Karamojong a volé le bétail de ses voisins Teso à de multiples reprises lors de raids armés. Un participant à la recherche issu de la communauté Teso a révélé :

La paix est la chose la plus importante pour moi vu l'histoire de cette région. Nos relations avec le peuple Karamojong ne sont pas amicales ; elles sont fragiles depuis plusieurs années. Avec la paix, nos enfants iront à l'école. Nous pourrions cultiver la terre. Nous prions pour que la paix actuelle dure longtemps. Nous craignons qu'à l'approche de l'échéance de 2016 [année électorale], cette paix puisse facilement être perturbée. Par exemple, pendant que nous parlions à l'instant, nos frères les Karamojong se sont déjà approchés de nos frontières.

(Patrick, 43 ans, agriculteur)

Les conséquences des conflits sont imprévisibles, notamment leur impact sur l'éducation, des années après que la paix a été rétablie. Lorsque les gens perdent leurs économies de toute une vie à cause d'un conflit, ils n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école. Les habitants d'Alwa, non loin de là, ont aussi subi les raids des Karamojong :

La raison pour laquelle les jeunes d'Alwa sont pauvres est que la plupart d'entre eux sont nés alors que le bétail qui aurait dû être vendu pour payer leur scolarité avait été raflé par les Karamojong. C'est pour cela qu'ils ne peuvent même pas faire de projets pour eux-mêmes. Nous essayons mais nous ne pouvons pas nous sortir de la pauvreté.

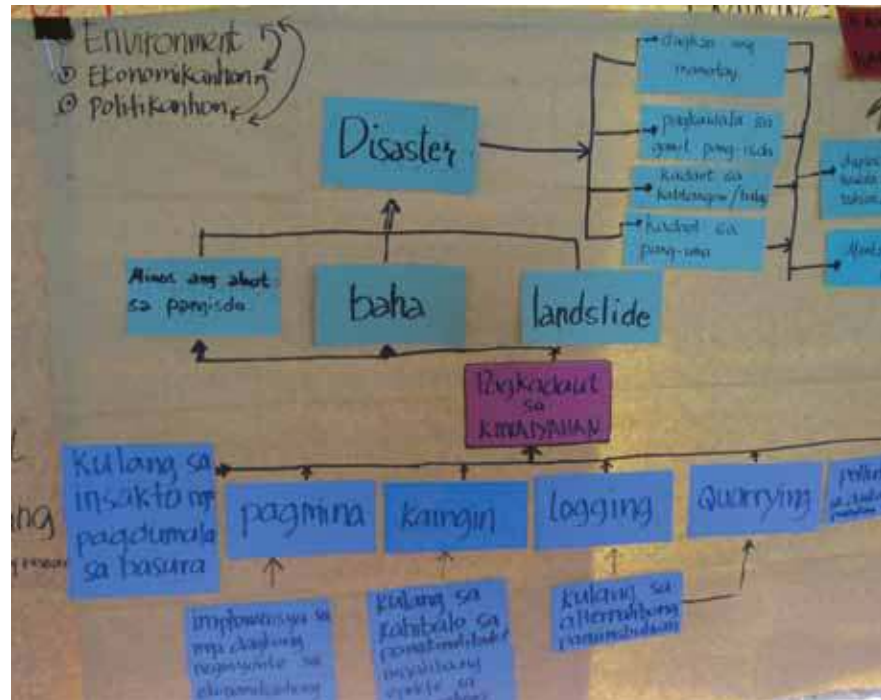
(Alfred, 30 ans, agriculteur)

Les participants ont expliqué que **le conflit peut engendrer une dégradation de l'environnement** lorsque les personnes sont forcées de trouver d'autres moyens de gagner leur vie. Un participant des Philippines s'est souvenu :

Telle a été notre expérience ces dix dernières années. La majorité des gens ici à Kormatan sont agriculteurs. [...] Nos revenus ne sont pas stables à cause du conflit récurrent [entre

le Front Moro islamique de libération et le gouvernement]. Les revenus agricoles étant insuffisants, nous sommes obligés de chercher d'autres sources de revenus. Les difficultés sont nombreuses. Bien sûr, l'exploitation forestière est illégale [...]. [Mais] l'exploitation forestière est un des moyens sur lesquels on peut compter. C'est le seul moyen de nourrir nos familles.

(Groupe de discussion d'agriculteurs, Kormatan, Philippines)



Session de recherche aux Philippines

L'un des éléments communs aux personnes affectées par les catastrophes naturelles et les conflits est l'impact de longue durée et les nombreuses années nécessaires pour se redresser matériellement et émotionnellement, ainsi que pour surmonter les difficultés associées à des pertes humaines dévastatrices. Après une discussion sur les violents conflits puis la sécheresse qui ont affecté la région ces trente dernières années, le vicaire du diocèse catholique de Soroti a commenté :

« Nous faisons des progrès mais, tous les dix ans, il arrive quelque chose qui nous ramène au point de départ, voire dans une situation pire qu'avant »

Nous faisons des progrès mais, tous les dix ans, il arrive quelque chose qui nous ramène au point de départ, voire dans une situation pire qu'avant. Tout le travail que nous avons fait, tous les efforts et les sacrifices sont perdus. Cela peut être dû à un conflit violent ou à une grave sécheresse.



Session de recherche en Ouganda

L'impact à long terme des catastrophes naturelles et des conflits souligne combien il est important de prévenir et d'investir dans les capacités à faire face, mais les agences de développement et du gouvernement ont peu de raisons d'accorder la priorité aux mesures de prévention. La prévention, la capacité à faire face et la résilience nécessitent des travaux coûteux et fastidieux qui sont rarement populaires lors des grands appels spéciaux. Cela implique souvent de prendre des décisions politiques difficiles et, fréquemment, les donateurs sont plus susceptibles de soutenir des actions d'urgence que des interventions préventives. La réaction aux catastrophes naturelles peut donner des possibilités de développer le capital politique et d'attirer des fonds. Mais **une bonne compréhension des**

impacts de ces pertes permet clairement de faire ressortir les bénéfices durables des stratégies de prévention et de réduction des risques. On félicite les pays lorsqu'ils signent des accords de paix et se reconstruisent après les inondations, mais moins lorsqu'ils empêchent d'abord les conflits et les catastrophes naturelles de se produire. Un cadre destiné à l'après-2015 qui promeut la réduction des catastrophes naturelles et du risque de conflit sera propice à des investissements mondiaux dans le secteur peu attrayant mais si important de la prévention et de la capacité à faire face, et encouragera les organisations d'aide à changer leurs méthodes de levée des fonds qui, pour l'instant, s'appuient sur le lancement d'appels lors de crises spécifiques et « sensationnalisent » les souffrances.

5

Moyens de subsistance et emploi dans un environnement incertain

- Les personnes qui vivent dans la pauvreté veulent accéder à un emploi ou aux outils qui leur permettront de développer des moyens de subsistance durables, considérés comme fondamentaux pour leur autonomie.
- Les personnes veulent accéder à des actifs de production et pouvoir les maîtriser ; l'accès au foncier peut être insuffisant pour parvenir à des moyens de subsistance viables.
- Les revenus issus de l'agriculture et d'autres moyens de subsistance autrefois viables ne suffisent plus à garantir des conditions de vie dignes.
- La précarité du travail est un important facteur négatif pour ceux qui vivent dans la pauvreté.
- Les opportunités dont disposent les personnes pauvres sont très différentes de celles auxquelles les personnes très pauvres ont accès, et les situations de pauvreté les plus graves peuvent conduire les personnes à faire des choix qui leur donneront à l'avenir plus de mal à se sortir de la pauvreté.

Moi, je veux un travail par-dessus tout, à cause de la crise extrême qui fait que nous n'avons rien, rien du tout. Donc je crois qu'un travail est nécessaire... rien d'autre.

(Jeune personne déplacée interne, Santiago, Philippines)

Ceux qui vivent bien sont ceux qui ont le plus de terres.

(Atelier avec des salariés, Charagua, Bolivie)

Un emploi, c'est la première chose dont tout le monde a besoin. Il nous faut tous travailler pour lutter contre la pauvreté.

(Mme Bhebhe, 58 ans, Bulawayo, Zimbabwe)

La principale chose que veulent les personnes qui vivent dans la pauvreté est soit un emploi, soit les outils qui leur permettront de développer des moyens de subsistance durables. Les revenus issus de l'agriculture ne suffisent souvent plus et d'autres moyens de subsistance autrefois viables ne peuvent leur garantir des conditions de vie dignes. Les participants insistent sur une incertitude croissante

qui rend la vie précaire et complique l'élaboration de projets à long terme. Si l'incertitude accrue est une condition généralisée, elle a tendance à affecter certains groupes plus que d'autres. Les **stratégies de développement des capacités à faire face dont disposent ceux qui ont de faibles revenus mais ne sont pas très pauvres sont différentes des stratégies à la disposition des personnes très pauvres.** Une valeur importante

associée à la demande d'emploi et de moyens de subsistance viables est celle de la réalisation de son autonomie. Les pêcheurs ont été durement touchés par le typhon qui a frappé les Philippines, par une baisse significative du volume quotidien des prises de poisson et par la piraterie. Les pêcheurs se voient donc contraints de mener leurs activités dans des eaux plus profondes, où ils sont en concurrence avec de plus grands navires de pêche appartenant à des entreprises non résidentes ; ils ont demandé de l'aide à travers de meilleurs

équipements pour pêcher. De même, dans les zones rurales de l'Ouganda et de la Bolivie, les participants ont reconnu qu'ils avaient besoin de crédits, d'intrants agricoles et de formations techniques.

« Une valeur importante associée à la demande d'emploi et de moyens de subsistance viables est celle de la réalisation de son autonomie »

Quel que soit l'endroit où les travaux de recherche ont été menés, les personnes voulaient pouvoir accéder à des actifs de production et les maîtriser.

Dans les zones rurales, le principal actif évoqué a été la terre. Les agriculteurs sont susceptibles de ne pas avoir accès au foncier ou, comme c'est le cas de nombreuses communautés aux Philippines, ils peuvent disposer de contrats de location abusifs, en cela que le propriétaire prend 70 % des produits, l'agriculteur se retrouvant avec seulement 30 %. **Pourtant, l'accès à la terre ne saurait à lui seul garantir des moyens de subsistance viables.** En Bolivie, les peuples indigènes ont reçu de précieuses terres mais leur bien-être est tributaire de la dynamique

qui détermine le prix qui leur est versé pour leurs produits. Bien souvent, les communautés indigènes pauvres ne peuvent accéder aux fonds nécessaires pour valoriser leurs terres et elles ont du mal à commercialiser leurs produits, ce qui signifie que des intermédiaires s'en mêlent et s'approprient la majorité de la valeur de ces produits.

En Ouganda, certaines sessions de recherche ont dû être reportées, les participants devant aller travailler dans leurs jardins suite à des pluies inattendues. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient heureux de cet événement inespéré, ils ont répondu que leurs sentiments étaient mitigés car, lors d'années précédentes, des pluies inattendues avaient entraîné une pluviosité irrégulière à la saison des pluies, d'où des sécheresses. En Bolivie, d'après les participants, **le changement climatique a affecté l'agriculture.**

L'environnement a changé. Désormais, les pluies sont plus fortes, la terre s'éboule, ne laissant derrière elle que des cailloux. Cela fait maintenant trois ans que l'on a ce mauvais temps. Avant, il y avait juste des averses et la pluie ne détruisait pas les cultures. Maintenant, elle arrive sous la forme de grêle et elle emporte la terre. Cela nous amène toutes sortes de maladies pour les plantations et affecte leur production. Maintenant, il y a plus d'orages, et ils tuent les moutons, les hommes... Avant, cela ne se produisait pas.

(Ateliers d'artisans, Yamparáez, Bolivie)

Session de recherche en Bolivie



L'agriculture ne permet plus de soutenir des ménages entiers, et certains membres de familles doivent chercher un autre travail.

Avec peu de terres, [les gens] survivent si leurs enfants sont des professionnels.

(Pedro, agriculteur, Batallas, Bolivie)

La culture ne suffit pas pour gagner sa vie. Le blé ne vaut rien. Les pommes de terre non plus. Il ne se vend pas grand-chose. Il n'y a pas d'argent.

(Agricultrice, Yamparáez)

Les prix bas peuvent ne pas suffire à couvrir les frais de déplacement jusqu'aux terrains (de nombreuses personnes vivent à l'écart de leurs terres) et à acheminer les produits jusqu'au marché.

Pour moi, les fermiers dépensent plus en transport parce que de temps en temps ils doivent transporter leurs produits depuis le champ jusqu'à chez eux. Personne n'a de travail sur ses propres terres, dans la communauté. Certains ont des terres et il faut du temps pour y aller.

(Catalina, agricultrice, 56 ans, G. Moreno, Bolivie)

Les bas prix ne sont pas le seul problème : les agriculteurs ont également conscience des **pressions accrues sur le foncier en raison de la croissance démographique le long des vastes acquisitions foncières** :

Chaque génération se multiplie et la terre n'est malheureusement pas extensible comme le caoutchouc. La terre doit se reposer pour donner une récolte au moins acceptable. Si le grand-père a quatre, cinq enfants, ces enfants ont à leur tour des enfants et des petits-enfants. Nous continuons à nous développer mais la terre ne produit pas et pour éviter les disputes, [certains d'entre nous] choisissent d'aller à la ville et de ne plus vivre là.

(Atelier avec des salariés, Batallas, Bolivie)

Dans d'autres cas, les personnes ont accès à des actifs de production comme la terre mais sont liées par des contrats inéquitables. Les familles de Mapulog à Nawaan (Philippines) sont extrêmement tributaires de l'agriculture et 63 % travaillent dans ce secteur. Mais la plupart des ménages – 86 % – ne possèdent pas de terres, qui appartiennent essentiellement à 8 personnes influentes. Comme l'a dit un résident :

La vie est si difficile. La production agricole est minimale parce que nous n'avons pas d'argent pour acheter assez de semences et

d'engrais. Nous devons emprunter de l'argent à des intermédiaires, avec intérêt. Ensuite, nous devons partager les bénéfices avec le propriétaire du terrain.

(Aurora, agricultrice)

En réalité, la plupart des agriculteurs sont des métayers qui cultivent des lopins de 1,5 hectare en moyenne. Les agriculteurs ne sont pas en mesure de choisir la superficie de la terre à cultiver ni ce qu'ils y font pousser ; qui plus est, **ils doivent partager leurs revenus avec le propriétaire, souvent selon une répartition inéquitable de 70/30.**

Les agriculteurs souhaiteraient être propriétaires des terres qu'ils cultivent et exercer un contrôle total sur les processus agricoles ; pour eux, bien vivre signifie de jouir de revenus agricoles qui dépassent le niveau de subsistance. Comme l'a déploré un agriculteur, dans de telles conditions,

Peu importe que l'on travaille dur à la ferme, notre niveau de vie reste bas.

(Ricardo, 45 ans, agriculteur, Philippines)

« Même quand les personnes ont accès à des actifs de production comme la terre, elle peut être liée par des contrats inéquitables »



Session de recherche aux Philippines

Un phénomène a profondément affecté les agriculteurs de Mindanao, à savoir **la chute des cours internationaux du copra⁹** en raison d'une baisse de la demande et de la concurrence de l'huile de palme. Ces baisses de prix particulièrement sévères ont surtout affecté les agriculteurs qui ne touchent qu'un tiers de l'argent tiré de leur production. À Riberalta (Bolivie), **les agriculteurs et les ouvriers agricoles ont vu leur situation se dégrader en raison de la baisse des prix** :



Session de recherche en Bolivie

Le bas prix de la noix du Brésil pose problème. L'année dernière, elle atteignait 120 bolivianos (17 US\$) et par le passé elle est montée jusqu'à 230 (33 US\$) par cagette, mais maintenant, elle est redescendue de 120-110 à 60 bolivianos (8 US\$). Elle est si peu chère que cela ne vaut même pas la peine de la récolter.

(Ateliers de salariés, Riberalta)

Cependant, la chute des cours est liée à la consolidation de l'industrie, un petit nombre d'acteurs organisés achetant et transformant les noix.

Lorsque le prix des noix baisse, cela nous affecte tous, vendeurs, ramasseurs. Tout le village est affecté quand le prix des noix baisse parce que toute l'économie repose dessus. Ceux qui en bénéficient sont les entrepreneurs car ils réalisent des profits quand les prix baissent. [...] Nous sommes très affectés par la chute libre [du prix] des noix. Nous sommes des vendeurs et nous vivons grâce à ceux qui travaillent... quand ils ont de l'argent et qu'ils achètent. Ils se font de l'argent quand le prix des noix est bon, et tout le monde prospère. Quand le prix s'effondre, le seul qui en profite est l'entrepreneur.

(Atelier avec des petits commerçants, Riberalta)

En Bolivie, des participants ont souligné le manque d'emplois salariés, qui depuis quelques

années représentent une source de revenus de plus en plus importante pour de nombreuses familles rurales et urbaines. Ce type de travail est particulièrement important dans les municipalités rurales où les activités agricoles ne génèrent pas assez de revenus. La précarité de l'emploi a été soulignée dans toutes les régions de la Bolivie où les travaux de recherche ont été effectués, affectant les ouvriers salariés de même que les propriétaires de petites entreprises et les commerçants. Pour les ouvriers salariés, la précarité se caractérise par l'absence de contrats de longue durée et la hausse de la déréglementation.

Les ouvriers agricoles occasionnels sont parmi ceux qui sont le plus rudement frappés car ils sont parfois payés en nature et ils n'ont pas de sécurité sociale et d'assurance maladie.

Les *zafreiros* [ouvriers agricoles occasionnels] n'ont pas de place fixe. Ils doivent aller chercher du travail. Ils vont voir le propriétaire foncier et lui proposent leurs services en tant qu'ouvriers. S'ils ramassent deux ou trois cagettes de noix du Brésil, ils se mettent probablement d'accord comme cela : "Deux cagettes pour toi et une pour moi." Ils travaillent pour la marchandise, même pas pour l'argent. Il n'y a pas de contrat qui dit qu'ils sont employés.

(Rigoberto, 42 ans, pêcheur et ouvrier agricole journalier, G. Moreno)

Les ouvriers agricoles vivent dans des conditions déplorables pendant des mois lors de la récolte et ils se font souvent filouter sur le paiement.

Parfois ils tombent malades et le propriétaire ne va pas vérifier comment ils vont. Il les laisse seuls. Il y en a même qui meurent. [...] Ils font un contrat et après ils obtiennent un prix inférieur à ce dont il avait été convenu [...] parce que les acheteurs mentent et disent que le prix des noix a baissé.

(Iver, 21 ans, G. Moreno)

Les propriétaires de petites entreprises et les petits commerçants souffrent car leurs journées de travail sont longues, ils ne savent pas s'ils gagneront assez d'argent, et ils n'ont pas d'assurance santé ou de retraite, ni d'affiliation à des organisations professionnelles.

L'autre chose, c'est qu'ils font des efforts supplémentaires pour leur propre travail, en travaillant dès l'aube et toute la journée. Ce serait bien de travailler quelques heures par jour. Ce que les gens font, c'est de la surexploitation.

(Danilo, homme, 26 ans, Batallas, Bolivie)

Être chauffeur de mototaxi, par exemple, est une activité très dure, parce qu'on souffre du soleil, du mauvais état des routes. On souffre de douleurs dans les reins. Il n'y a pas d'assurance santé pour les chauffeurs de mototaxi.

(Rody, artisan, Riberalta, Bolivie)

La précarité de l'emploi est un facteur clé pour ceux qui vivent dans la pauvreté. D'après les participants, ceux qui vivent bien sont ceux qui ont des revenus stables et en augmentation, par exemple les fonctionnaires. Dans les zones rurales, toute forme d'emploi rémunéré a été perçue comme un moyen d'améliorer ses conditions de vie.



Participant à l'étude en Bolivie

Les artisans ressentent une concurrence accrue :

Les ventes ne sont plus comme avant. Il y a trop d'artisans. Ils fabriquent ; parfois ils vendent, parfois pas. Depuis 2000 sont apparus de nouveaux artisans. Leurs ventes ne sont pas comme celles de leurs parents. Les ventes ont baissé et c'est ça le problème. La demande change.

(Atelier avec des artisans, Yamparáez)

Si l'insécurité des moyens de subsistance et la précarité de l'emploi affectent divers groupes sociaux, certains sont plus affectés que d'autres. Par exemple, les agriculteurs qui n'ont pas de terres sont souvent confrontés à une situation de précarité qui les pousse à migrer. Au Zimbabwe, les gens sont souvent sans emploi ou leur travail n'est pas rémunéré, et ils vivent de « petits boulots » qui leur procurent une source de revenus peu fiable.

Différentes stratégies sont adoptées pour faire face aux incertitudes et se sortir de la pauvreté. Ces stratégies démontrent un degré d'initiative élevé, mais tout le monde n'a pas accès à toutes les stratégies, notamment pas les personnes les plus pauvres.

« La précarité de l'emploi est un facteur clé pour ceux qui vivent dans la pauvreté »

5.1 Stratégies de développement des capacités à faire face et manque d'opportunités

Ce chapitre porte sur les stratégies qu'adoptent les personnes qui vivent dans la pauvreté soit pour faire face à leur situation, soit pour essayer de se sortir de la pauvreté. Il s'appuie sur ce que les participants à l'étude pensent et perçoivent des personnes qui se sont sorties de la pauvreté et des démarches qui ont été concluantes. Il est frappant de constater **combien les opportunités à la disposition des personnes pauvres sont différentes de celles dont disposent les personnes très pauvres, d'où la nécessité de mettre en œuvre des approches et des interventions différenciées.**

Il est difficile de définir ces catégories avec précision. D'un côté, nous avons ceux qui ont accès aux actifs de production ou ont une profession mais ne gagnent pas suffisamment et sont donc susceptibles de vivre dans la pauvreté. De l'autre, nous avons les « très pauvres », qui vivent dans les pires situations de pauvreté sans pouvoir accéder aux actifs de production. Dans des situations incertaines et qui évoluent vite, la capacité à prendre des risques et à innover est importante car elle peut permettre de se doter de moyens de subsistance mieux adaptés

« L'éducation est perçue comme un moyen de tisser des liens avec les organisations de développement capables de fournir un soutien »

à l'évolution des contextes. Cependant, il est fréquent que les personnes très pauvres ne puissent qu'adopter des stratégies impliquant des activités risquées, d'où potentiellement une nouvelle vulnérabilité. D'après les récits des participants, il apparaît clairement que les très pauvres n'ont pas de « bons risques », et que les « mauvais risques » sont

dus au fait que les personnes très pauvres n'ont pas d'autre choix que d'entreprendre des activités dangereuses.

5.1.1 Éducation

Un jeune Ougandais de 25 ans, qui a abandonné l'école primaire pour travailler en tant que maçon et fermier, a déclaré :

Quand il y a de l'éducation dans la famille, les conditions de vie s'améliorent parce que **quand on dépend de l'agriculture, parfois la sécheresse peut détruire les cultures et on devient pauvre**. Mais quand on est allé à l'école et qu'on a un travail, on touche un salaire régulier.

Éduquer un membre de sa famille est perçu comme une forme de protection sociale contre l'imprévisibilité. L'importance de l'éducation a été confirmée par une jeune femme qui a commenté :

Si on est instruit et qu'on obtient un travail, on pourra aider les gens de sa famille, par exemple payer les frais de scolarité des plus petits et payer leurs traitements médicaux, mais pas si on est agriculteur. Quand on cultive la terre et qu'on n'a pas une bonne récolte, on n'a rien à vendre et on reste pauvre. Quand personne n'est instruit dans la famille, tout le monde est en bas et personne ne les relève.

(Florence, 25 ans, institutrice de maternelle et agricultrice, Alwa, Ouganda)

Qui plus est, l'éducation est perçue comme un moyen de tisser des liens avec les organisations de développement capables de fournir un soutien.

Bien vivre, c'est amener ses enfants à l'école parce que quand l'enfant reçoit une instruction, il pourra soutenir sa famille. Peut-être que l'enfant pourra nous mettre en relation avec certaines ONG pour que nous obtenions de l'aide, comme des forages pour avoir facilement de l'eau autour de la communauté. Mais quand personne n'est allé à l'école, on ne peut pas accéder à ces services.

(Caroline, 36 ans, agricultrice et veuve, Kumi, Ouganda)

[C'est] par l'éducation qu'un enfant tissera des liens avec différentes ONG qui bénéficieront à tous les membres de la communauté. Alors nous, les veuves, nous essayons de travailler dur pour envoyer nos enfants à l'école. Il se peut qu'un d'eux travaille bien, devienne médecin et aide les malades de notre communauté et encourage l'hygiène parmi les gens.

(Hellen, 43 ans, agricultrice et veuve, Kumi)

Un intermédiaire instruit est toujours nécessaire car les projets de développement ont besoin d'une élite locale de gens instruits pour traiter avec les organisations de développement. Les personnes qui vivent dans la pauvreté ont souvent bien conscience de la manière dont elles peuvent tirer parti des bénéfices du développement :

J'ai constaté que les ménages où les gens sont instruits se sont beaucoup améliorés, mais les familles où les gens n'ont pas étudié sont tout en bas. En plus, ils ne touchent rien du gouvernement parce que même si le gouvernement envoie des programmes dans la communauté, ce sont les familles riches et aisées qui en profiteront vu la domination qu'elles exercent.

(Musa, 30 ans, étudiant et agriculteur, Malera)

Session de recherche au Zimbabwe



5.1.2 Migration

La stratégie immédiate employée pour lutter contre l'insuffisance des revenus agricoles est la **migration saisonnière** :

En général, les hommes émigrent à Santa Cruz, Sucre ou Cochabamba et travaillent comme maçons, travailleurs occasionnels, aides de maçons, porteurs [...]. Au moment où il faut semer les pommes de terre, tout le monde rentre. Une fois les semences terminées, tous les hommes disparaissent et seules les femmes restent pour la récolte et le désherbage.

(Atelier avec des artisans, Yamparáez)

On manque d'argent dans la communauté. Les hommes émigrent pour travailler pendant trois mois et reviennent pour trois mois. L'argent qu'ils gagnent est pour les études et la nourriture de leurs enfants. C'est ça, la migration saisonnière, ils vont et ils viennent.

(Ateliers avec des agriculteurs, Yamparáez)

La migration est une stratégie de survie clé, et les personnes qui vivent dans la pauvreté la trouvent partiellement intéressante.

Je crois que la migration permanente dans une municipalité rurale est due aux besoins de santé et d'accès à l'éducation. Les gens émigrent beaucoup ici, à Riberalta, et souvent ils améliorent leur condition.

(Travailleur salarié, G. Moreno)

Cependant, le transfert vers la ville est associé à des emplois informels et occasionnels caractérisés par un degré élevé de précarité, d'incertitude et de stress. Dans la ville d'El Alto (Bolivie), les migrants nouvellement arrivés vivent aussi dans les quartiers où les conditions de logement et l'accès aux services de base sont les pires.



Session de recherche en Bolivie

L'échange suivant entre un chercheur et une participante prouve que **la migration peut améliorer les conditions de vie des familles qui ne sont pas très pauvres mais ont certains actifs de production** tels que des terres :

Avant, on n'avait pas de vaches, maintenant nous nous sommes améliorés. Mon père a émigré pour travailler puis nous avons acheté la maison et d'autres vaches. Il partait construire des maisons, il faisait des travaux manuels, rien d'autre.

« Et il mettait de l'argent de côté ? »

« Oui [...] »

« Avant, vous viviez comment ? »

« Nous avions un petit lopin de terre et nous vivions dessus »

« Et maintenant vous en avez acheté un plus grand ? »

« Oui »

(Otilia, 22 ans, agricultrice, Batallas, Bolivie)

Un autre élément important de la migration est le sentiment de perte communautaire dans les villages ruraux :

D'abord, petit à petit, les jeunes gens partent et puisqu'ils ne reviennent pas, leurs parents partent à la recherche de leurs enfants. Ici, à Chinpakata, il y avait le petit village, maintenant c'est le silence, il ne reste plus personne.

(Yamparáez, atelier avec des travailleurs salariés)

La migration internationale est également perçue comme un important moyen de se sortir de la pauvreté. En Bolivie, cela concerne notamment des professionnels hautement



qualifiés qui émigrent aux États-Unis ou en Europe, et des gens pauvres qui émigrent vers des pays voisins pour y travailler en tant qu'ouvriers agricoles ou dans le secteur de la fabrication. De nombreux Zimbabwéens ont ainsi quitté leur pays pour se rendre en Afrique du Sud et dans d'autres pays suite à la crise politique et économique. Cependant, cette stratégie n'est **pas toujours à la disposition des personnes les plus pauvres**.

Les Philippines ont misé sur la demande mondiale de personnel infirmier pour adapter leur système éducatif, mais cette stratégie est risquée tant pour les individus que pour les ménages. Dans ce cas, un ménage fait un investissement de longue durée dans une migration qui est vulnérable aux changements politiques dans d'autres pays sur lesquels ils n'exercent aucun contrôle. Pour les Philippines, **les paiements des migrants sont une source de revenus importante mais les familles les plus pauvres**

« Pour les personnes très pauvres, le fait d'avoir plusieurs emplois et de longues journées de travail est une question de survie »

n'en bénéficient pas. La migration a également des répercussions sur les parents restés dans le pays. Les ménages considérés comme vivant bien et capables de faire face à l'incertitude sont ceux qui reçoivent de l'argent de membres vivant à l'étranger. Cet aspect vaut particulièrement pour les ménages urbains au Zimbabwe.

5.1.3 Diversification

Une tendance importante se dessine, à savoir que **de plus en plus de gens ont plusieurs activités pour gagner leur vie**. Cependant, une différence claire semble exister entre les personnes très pauvres et les autres groupes. Pour celles qui ont déjà des moyens de subsistance viables, d'autres activités complémentaires exercées dans le cadre

d'une stratégie consciente de diversification peuvent apporter un progrès et contribuer à atténuer les risques. Pour les personnes très pauvres, le fait d'avoir plusieurs emplois et de longues journées de travail est une question de survie. Celles qui vivent bien doivent leur réussite au fait qu'elles sont capables de diversifier leurs activités. Pour certaines, ces activités peuvent revêtir un caractère saisonnier et signifier de travailler dans une ferme, puis à la ville comme maçon ; pour d'autres, il s'agit de gérer plusieurs activités simultanément. Par exemple, le propriétaire d'une petite entreprise qui bénéficie de capitaux et de relations politiques a expliqué :

Je vis ici dans la communauté de Las Piedras, je suis une personne pluridisciplinaire car je n'ai pas qu'un seul travail. Par exemple, je suis chauffeur, mécanicien, je travaille dans la communauté, je transporte du gravier et du sable, je possède des véhicules, j'ai aussi du bétail dans la municipalité et je suis président de l'association des éleveurs de bétail.

(Atelier avec des propriétaires de petites entreprises, G. Moreno, Bolivie)

Un maître-maçon est considéré comme quelqu'un qui vit relativement bien. Bien que ses revenus ne soient pas forcément stables et qu'il n'ait pas de sécurité sociale, il est payé pour son travail quotidien et dispose donc d'argent liquide, et il peut aussi conjuguer travaux à la ville et travaux agricoles. Même parmi les petits fonctionnaires, la diversification constitue une stratégie clé pour compléter son salaire. Il s'agit là d'une stratégie puissante pour lutter contre l'incertitude, mais elle exige un accès à des actifs de production et à une capacité à prendre un certain risque, ce qui n'est pas à la portée des personnes qui vivent dans la pauvreté.

Session de recherche en Bolivie



On peut bien vivre si on a beaucoup de choses à faire, mais ici, nous sommes pauvres. Certains cultivent la terre du matin au soir, tous les jours. On rentre fatigué et on doit faire à manger, mais quand on a d'autres choses à faire, on peut se faire de l'argent grâce à de nombreuses sources.

(Johnson, 70 ans, ancien et agriculteur, Bugondo, Ouganda)

La diversification permet également de tirer parti des nouvelles opportunités conférées par des processus de changement rapides. Cependant, ces mêmes changements peuvent avoir un impact très négatif sur les personnes très pauvres qui n'ont pas les capacités nécessaires pour s'adapter au changement. À Charagua, ceux qui travaillent à la fois en tant qu'artisans et agriculteurs reconnaissent que leur situation est meilleure que celle des personnes qui ne travaillent que dans l'agriculture :

On pourrait dire que nous vivons un peu mieux que nos frères qui ne travaillent que dans l'agriculture, mais nous devons faire toutes sortes de choses pour mieux vivre.

(Atelier avec des agriculteurs et des petits artisans, Charagua, Bolivie)

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la diversification est efficace en tant que source complémentaire de revenus pour ceux qui ont déjà une activité :

Mon contrat est pour 600 bolivianos (86 US\$) mais je suis payée 500, ils en gardent une partie. C'est pour cela que je dois préparer de la nourriture chez moi pour la revendre dans la rue. Si je ne travaille pas, où vais-je gagner l'argent pour mes enfants ?

(Maria, 52 ans, Yamparáez, Bolivie)

5.1.4 Moyens de subsistance dangereux et choix difficiles

Au Zimbabwe, des participants ont expliqué que, selon eux, certaines des familles qui s'étaient sorties de la pauvreté l'avaient fait par des moyens illégaux, par exemple en trafiquant des diamants ou des importations illégales de vêtements d'occasion ou d'alcool. Réussir dans ces activités nécessite d'avoir des contacts et des relations, ce qui n'est pas donné à tout le monde. La détérioration des conditions socioéconomiques et la perte d'emploi peuvent contraindre certaines personnes à **adopter des moyens de subsistance risqués, qui pourraient les exposer à une plus grande vulnérabilité ou nuire à leur futur bien-être**. Par exemple, au Zimbabwe, certaines mères célibataires sont devenues des travailleuses

sexuelles, s'exposant à un risque de violences et de maladies sexuellement transmissibles, ce qui montre que les impacts dépassent largement la perte de revenus. Les travailleuses sexuelles de Mutare ont indiqué qu'elles avaient pleinement conscience des conséquences de leur choix ; elles faisaient preuve de beaucoup d'initiative et utilisaient des stratégies de gestion des risques complexes. Certains hommes sont prêts à payer jusqu'à 100 US\$ pour avoir un rapport sexuel non protégé, contre 5 US\$ pour un rapport protégé, et de nombreuses femmes ont donc du mal à refuser. Cependant, une participante a expliqué que, si elles le peuvent, elles mettent un préservatif féminin sans que les hommes ne s'en aperçoivent. Mais les hommes ne paient pas tous ce qu'ils avaient promis, et les risques qu'elles prennent en acceptant des rapports non protégés peuvent ne pas assurer des revenus plus élevés aux femmes. Les participantes ont expliqué qu'elles ne pouvaient pas faire grand-chose lorsqu'un client violent décidait de ne pas les payer. L'adoption de moyens de subsistance risqués est perçue comme un choix imposé :

« L'adoption de moyens de subsistance risqués est perçue comme un choix imposé »

Si j'avais un travail ou si je pouvais accéder à des fonds pour démarrer des projets, vous ne me trouveriez pas dans la rue. Mais comme je n'ai pas d'autre option, je suis obligée de me prostituer.

(Veronica, 38 ans, Mutare)

Les jeunes filles se prostituent parce qu'elles n'ont pas le choix.

(Tambudzai, 49 ans, Bulawayo)

Les situations de pauvreté les plus graves peuvent également conduire certaines personnes à faire des choix qui leur donneront par la suite plus de mal à se sortir de la pauvreté, par exemple en forçant certains membres de leur famille à quitter le système éducatif de manière précoce. À Obalanga (Ouganda), une grand-mère a expliqué qu'elle avait dû retirer un petit-fils de l'école et se servir de l'argent qu'il gagnait en tant qu'ouvrier agricole pour subvenir à ses propres besoins ainsi qu'à ceux de ses autres petits-enfants. Elle a utilisé d'arguments très convaincants pour faire valoir qu'elle n'avait pas le choix. Certaines personnes doivent faire d'autres compromis :

C'est à cause de la pollution de l'usine ; la toux, le froid et la fièvre. C'est vraiment un dilemme entre notre santé et notre source de revenus. C'est compliqué... Si l'usine ferme, nous n'aurons rien à manger.

(Atelier, Kiwalan, Philippines)

6

Gouvernance, favoritisme et politique

- Les calculs coûts/bénéfices réalisés par le gouvernement central ne tiennent pas compte des frais payés par les populations locales.
- Même lorsqu'il existe des lois pour protéger les droits, l'accès à la justice peut être lié aux transactions et au pouvoir économiques.
- Le droit international qui régit les droits des peuples indigènes et d'autres cadres de référence mondiaux peuvent contribuer à soutenir leurs luttes et à inciter les gouvernements à prendre des mesures à l'encontre des entreprises qui portent atteinte à ces droits. Cependant, les personnes qui vivent dans la pauvreté ont besoin d'être soutenues pour pouvoir utiliser avec efficacité les lois et mécanismes internationaux et nationaux afin d'accéder à la justice.
- Les groupes exclus considèrent la participation politique comme une stratégie pouvant améliorer leur existence.

Si l'on n'est pas du même parti politique que le chef du gouvernement local élu, il est très difficile de faire soutenir les projets ou les activités de développement dans la circonscription.

(Mapulog, Philippines)

La manière dont les programmes de développement et les services publics sont fournis aux personnes très pauvres et la catégorie de personnes qui bénéficie de ces projets et services sont deux des questions centrales qui sont ressorties de la plupart des sessions de recherche. Ce chapitre expose, d'après les participants, ce que les projets de développement et les services publics apportent, et la manière dont ils souhaiteraient les voir fournis. Il présente aussi certaines des difficultés que rencontrent les participants au quotidien lorsqu'ils tentent d'accéder aux projets et services. L'un des thèmes clés concerne le rôle de la gouvernance au niveau national et local et, en particulier, le rôle des acteurs gouvernementaux. Ce chapitre souligne par ailleurs l'importance d'autres facteurs de bien-être pour les participants, notamment la justice et la sécurité humaine.

Si les programmes d'aide au développement et gouvernementaux sont importants pour les communautés isolées et reculées, les bénéfices des interventions dans ces régions peuvent ne pas parvenir jusqu'aux personnes les plus pauvres. **Les personnes qui vivent dans la pauvreté reconnaissent que les gouvernements nationaux jouent un rôle clé dans le développement, et réclament de nouvelles formes de redevabilité et de suivi.** Les gouvernements sont souvent le principal acteur à qui elles adressent leurs demandes de soutien. Cependant, cela **ne signifie pas qu'elles leur confient toutes les responsabilités – ces personnes veulent tout de même être consultées et participer.**

Malgré l'ampleur mondiale des défis actuels, une relation transversale ressort de chaque thème et



Session de recherche aux Philippines

de chaque problématique, à savoir les rapports entre ceux qui vivent dans la pauvreté et l'État sous ses différentes formes. Les communautés qui vivent dans la pauvreté considèrent le gouvernement comme un acteur clé du processus de développement. Dans la quasi-totalité des sessions de recherche, les participants ont raconté l'expérience (positive ou négative) qu'ils avaient eue lors de leurs contacts avec le gouvernement pour expliquer leur situation et leurs désirs de changement. Cette relation prouve l'importance de l'amélioration de la gouvernance et des capacités institutionnelles à réagir à la complexité, à la diversité et au changement.

6.1 Favoritisme politique, accaparement par les élites et corruption

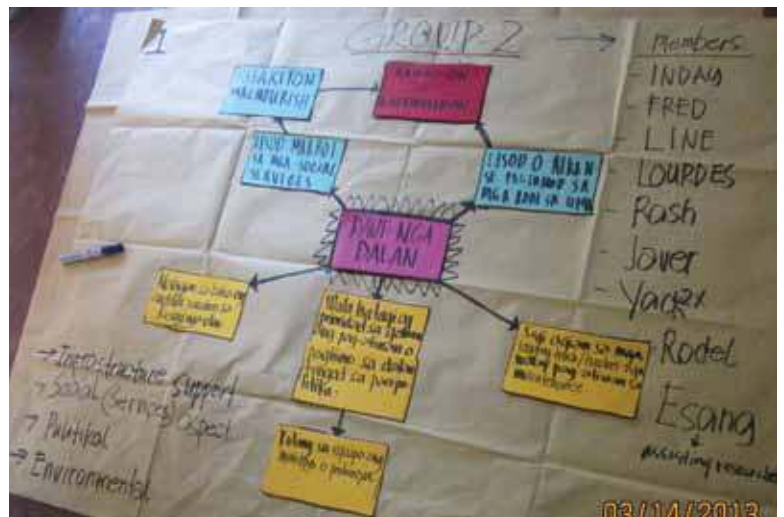
Les participants ont identifié quatre types (connexes et qui se recoupent souvent) de favoritisme ou d'attribution corrompue de bénéfices de projet et de services qui excluent les personnes les plus marginalisées.

Favoritisme politique lié à un soutien électoral : le fait de punir ou de récompenser, par la fourniture de projets et de services, des villages, des circonscriptions, des régions ou des personnes spécifiques en fonction du soutien accordé à un parti ou à un décideur politique donné.

Favoritisme personnel : lorsque, pour obtenir un emploi ou être admis dans un programme spécifique, il faut connaître certaines personnes

ou faire partie de certains groupes.
Accaparement par les élites : lorsque les bénéfices des programmes profitent aux personnes qui sont capables de se les accaparer et non pas aux destinataires prévus. Cela peut être dû à leur fonction, leur niveau d'éducation, etc.
Corruption : lorsque les personnes qui occupent une position privilégiée exigent un paiement en échange de services ou d'un accès à des programmes spécifiques.

« L'amélioration de la gouvernance et des capacités institutionnelles à réagir à la complexité, à la diversité et au changement »



Session de recherche aux Philippines

6.1.1 Favoritisme politique lié à un soutien électoral

« Des projets ont été mis en place pour punir ou récompenser le soutien envers des partis politiques spécifiques »

Les personnes qui vivent dans la pauvreté ont l'intime conviction que les bénéfices des projets de développement sont distribués en fonction du favoritisme politique. Au Zimbabwe, aux Philippines et en Bolivie, les participants ont expliqué que des projets avaient été mis en place pour punir ou récompenser le soutien envers des partis politiques spécifiques.

Si l'on n'est pas du même parti politique que le chef du gouvernement local élu, il est très difficile de faire soutenir les projets ou les activités de développement dans la circonscription. Tout ce qu'on obtient des politiciens sont des promesses creuses et des bonnes paroles, au détriment des électeurs.

(Mapulog, Philippines)

6.1.2 Favoritisme personnel

Un participant zimbabwéen a expliqué :

Il est très difficile de participer aux programmes de développement. Le problème est : si vous me connaissez, et si vous avez connaissance d'une initiative de développement qui a besoin d'être mise en place, vous me choisissez, vous choisissez aussi votre oncle à Honde et votre tante à Masvingo, ceux qui sont marginalisés dans la communauté restent marginalisés ; personne ne les regarde parce qu'ils n'ont pas de parents à des postes influents.

De même, aux Philippines, une femme a expliqué :

Si vous n'avez personne pour vous soutenir, même si vous avez l'argent ou que vous êtes éligible, on ne vous embauchera pas.

(Groupe de discussion de femmes, Binidayan)

Au Zimbabwe, des mères célibataires ont reconnu le soutien que reçoivent les personnes âgées et les ménages vulnérables, mais elles ont l'impression que la façon dont les bénéficiaires de la protection sociale sont choisis n'est pas transparente.

On nous demande toujours de donner nos détails pour étudier notre dossier, mais nous ne sommes jamais sélectionnés pour les donations. Ils n'en sélectionnent que quelques-uns qui ont de la famille qui travaille pour les donateurs.

(Mhike, femme, 47 ans, Mutare)

Une préoccupation similaire a été exprimée concernant le programme national zimbabwéen intitulé « Basic Education Assistance Module » (Module d'assistance à l'éducation fondamentale, BEAM) qui soutient l'éducation des enfants vulnérables :

Tout le monde a le droit d'apprendre. [...] Certains enfants ne peuvent pas aller à l'école parce que leurs parents ne paient pas leurs frais de scolarité. Il y a de la discrimination et du népotisme dans la manière de sélectionner les bénéficiaires du BEAM.

(Nokuthula, femme, 37 ans, Bulawayo)

Session de recherche aux Philippines





Session de recherche en Ouganda

6.1.3 Accaparement par les élites

Le favoritisme personnel devient accaparement par les élites lorsque des familles aisées s'approprient un programme destiné aux enfants les plus vulnérables, comme l'a fait valoir une femme à Mutare :

Mes enfants ne vont pas à l'école parce que je n'ai pas d'argent pour payer leurs frais de scolarité. Le programme BEAM est censé soutenir les enfants issus de milieux défavorisés mais le système étant corrompu, la plupart des élèves qui participent au programme viennent de familles aisées. Mon aîné n'a pas pu aller chercher ses résultats du brevet parce que je n'ai pas d'argent pour rembourser les arriérés de frais de scolarité. L'argent que je gagne en vendant des marchandises ne suffit pas à acheter de la nourriture, alors les frais de scolarité, vous pensez bien...

(Amina, 37 ans, Mutare)

À San Roque (Philippines), une participante handicapée a fait savoir qu'elle se sentait exploitée par une organisation qui prétendait soulever des fonds pour les personnes handicapées alors que les ressources ne parvenaient pas jusqu'aux bénéficiaires prévus :

C'est une manigance de l'organisation parce qu'il n'y a pas de fonds. Le moment venu, notre nom sert de levier pour obtenir les fonds. [...] Personnellement, nous ne savons pas où vont les fonds, à quoi ils servent. Parce que dès qu'ils reçoivent les fonds, ils sont utilisés à des fins censées servir aux handicapés, mais nous ne savons pas quoi.

(San Roque)

En termes d'accaparement par les élites, les participants ont souligné l'importance des projets d'ONG pour améliorer la transparence et la redevabilité de leurs opérations. Vous trouverez des exemples de corruption ci-après dans les sections pertinentes.

6.1.4 Favoritisme politique, craintes et redevabilité

Il est important de noter que dans **trois des quatre pays** (Ouganda, Zimbabwe, Philippines), les **participants** ont affirmé qu'ils trouvaient que les élections étaient des moments incertains et dangereux et qu'ils **redoutaient les futures élections**. Le favoritisme politique était lié à la crainte de s'exprimer, de peur de faire l'objet de menaces ou de violence. Par exemple, dans certaines communautés des Philippines, les participants ont déclaré avoir le sentiment que leur vie serait mise en danger s'ils dénonçaient des actes de corruption.

À Binidayan (Philippines), le favoritisme politique est considéré par les participants comme la principale raison de l'échec des projets. Ils ont également signalé une distribution inéquitable des secours gouvernementaux après un typhon récent. Ils n'ont jamais reçu ce qu'ils étaient censés recevoir parce que, disent-ils, ils ne soutenaient pas le maire au pouvoir. Les villages voisins où les résidents étaient favorables au maire avaient quant à eux reçu des produits de secours et de l'argent.

« Les participants ont déclaré avoir le sentiment que leur vie serait mise en danger s'ils dénonçaient des actes de corruption »

Mais nous n'avons pas reçu d'argent, seulement une ganta de riz et une boîte de sardines. On ne nous a même pas donné de nouilles. Le problème est de savoir où est passé l'argent ? On ne peut pas dire qui a reçu l'argent parce qu'on risque d'avoir des problèmes. Il se pourrait qu'en sortant de chez nous, on reçoive des menaces. [...] Oui, nous ne sommes pas du même parti. La maison de notre agent [du gouvernement] se trouve juste là. Aucun des médicaments qui lui ont été envoyés ne nous est parvenu. On ne nous a donné ni sardines, ni nouilles, ni riz. [...] En fait, nous sommes au courant mais nous ne pouvons pas vous dire parce que nous mettrions notre vie en danger. Vous le savez peut-être vous-même. [...] Nous n'avons pas le courage de vous dire parce que les personnes qui sont responsables de cela sont dans les parages, elles sont assises là-bas.

(Groupe de discussion de femmes, Binidayan, Philippines)

« L'accès à la justice reste problématique »

Les participantes se sont également plaintes de l'accès inégal au principal programme de protection sociale aux Philippines, 4Ps, un régime de transferts sociaux sous conditions. Le maire n'ayant pas remporté les élections dans leur village, elles ont été privées du programme gouvernemental. Elles n'ont pas reçu les transferts pendant six mois et redoutaient d'être exclues du programme si elles venaient à se plaindre.

D'abord, le jour du paiement, il y avait ceux qui en touchaient plus, comme 900 PhP (21 US\$). Aussi, certains touchaient 300 PhP (7 US\$). Mais il y en avait aussi qui ne recevaient rien. Ils étaient supprimés [du programme]. Donc, nous ne pouvons pas faire part de notre problème de crainte d'être rayés de la liste. Si on se plaint, on sera effacé de la liste. [...] On abuse de nous sur le plan politique. Ce 4Ps se politise. Notre vie est toujours politisée. S'il existe des bénéficiaires fournis par le gouvernement, on n'en perçoit pas si on ne le soutient pas. Tel est notre problème.

(Groupe de discussion de femmes, Binidayan)

En fait, c'est une des situations écoeurantes à l'heure actuelle, à savoir que si les chefs communautaires ne sont pas les alliés politiques de la personne au pouvoir, celle-ci peut faire ce qu'elle veut même si cela porte atteinte au droit d'une personne. Elle peut oser changer le nom de la personne, rayer son nom de la liste. Dans ce cas, le problème se situe au niveau des chefs.

(Groupe de discussion d'agents du gouvernement local, Binidayan)

Les situations de conflit engendrent une crainte et **les gens ont peur d'exiger des institutions publiques qu'elles rendent compte de leurs actes**. Ils redoutent les représailles et les

Session de recherche aux Philippines



programmes de protection sociale servent à faire chanter les personnes qui vivent dans la pauvreté et à obtenir leur soutien politique.

Un autre problème est que la communauté n'est pas informée lorsque des fonctionnaires sont nommés dans leur région. Un chef traditionnel a ainsi expliqué :

Il y a aussi des enseignants normaux sous le district de Binidayan qu'on ne connaît pas. Nous avons besoin d'une gouvernance participative, transparente et redevable pour que nous connaissions tous les gens à Binidayan. Tout le monde connaîtrait tous ceux qui y vivent et travaillent. Les gens de Luzon ou de Visayas sont différents de notre population ici. À d'autres endroits, par exemple à Luzon et Visayas, les gens ont le courage de le dire, même si les dirigeants n'ont détourné que le PhP 5, ils peuvent le signaler ou le dire aux médias parce qu'ils ne risquent rien. Alors qu'ici, si on signale quoi que ce soit les concernant, on se fait tuer par leurs partisans avant même d'être rentré chez soi. C'est comme ce qui est arrivé à la famille Ampatuan. Ils ont tué les gens des médias pour que l'information ne soit pas publiée.

(Groupe de discussion de chefs traditionnels, Binidayan)

6.1.5 Accès à la justice

Pour ceux qui vivent dans la pauvreté, l'accès à la justice reste problématique. Même lorsqu'il existe des lois pour protéger les droits, leur application peut être liée à des transactions et au pouvoir économiques. Interrogé sur les raisons pour lesquelles il avait peur de révéler un acte suspect, un participant à Bangsamore (Philippines) a répondu :

Cela peut être divulgué mais c'est très difficile. Au gouvernement, si on "fait une révélation" et qu'on fait partie de la minorité et des très pauvres, on ne peut pas se le permettre. Si l'affaire passe devant un tribunal, on n'a pas d'argent pour payer. Comment voulez-vous qu'on divulgue une information si on n'a pas l'argent pour payer le procès ? Alors on n'a aucun droit, même si on dit la vérité, parce qu'on n'en a pas les moyens. On ne peut pas demander de l'aide aux militaires parce que votre opposant leur a donné de l'argent.

Les participants ont aussi expliqué qu'il leur fallait un système de justice efficace pour pouvoir traiter les conflits locaux. Cependant, disent-ils, c'est la personne qui corrompt les agents chargés de l'application de la loi et les magistrats qui reçoit « justice ». Les participants ont regretté que « la justice soit devenue relative » et influencée par l'argent.

Accès à la justice aux Philippines : récit d'une femme indigène

Une femme indigène interrogée lors d'une session de recherche organisée à Mindanao (Philippines) a expliqué comment, alors qu'elle avait été victime de viol et de violence conjugale, elle s'était retrouvée accusée de tentative de meurtre par son conjoint. On lui a dit qu'elle ne pouvait porter plainte contre cet homme tant que le dossier en cours relatif à une tentative de meurtre n'était pas clos. N'ayant ni ressources économiques ni compétences lui permettant de se défendre au tribunal, elle a demandé de l'aide.

« J'ai deux enfants mais je ne suis pas mariée. J'ai un problème parce que maintenant je suis en procès avec mon ancien conjoint, le père de mes enfants, au tribunal. Ma question est, je crois que nous avons une loi sur les droits des femmes, la violence contre les femmes, comment allons-nous résoudre ce problème auquel nous sommes maintenant confrontés ? Pour les hommes qui voulaient juste faire des enfants mais sans assumer leurs responsabilités en donnant aux enfants de quoi manger ? Nous essayons d'obtenir de l'aide auprès du gouvernement depuis que nous avons appris qu'une procédure était en cours, mais il y a des redevances et des frais que je n'ai pas les moyens de payer. L'homme impliqué est très irresponsable, il devrait être en prison, mais comme il a un politicien derrière lui, il est libre. »

Chercheur : « Vous voulez dire que c'est vous qui êtes poursuivie en justice ? De quoi êtes-vous accusée ? »

« De tentative de meurtre et de menaces de mort. Mais ils n'ont pas les premiers éléments permettant de porter une telle plainte. Je suis la victime de coups et d'abus, il m'a violée, c'est pour cela que j'ai été obligée de vivre avec lui mais il a continué d'abuser de moi et de me frapper. Il y a eu des fois où j'ai riposté mais je suis petite par rapport à sa carrure et sa force. Je n'ai pas d'autre possibilité que de le dénoncer, autrement je vais mourir. Nous avons essayé de porter plainte contre mon ancien conjoint mais on nous a dit qu'on ne peut pas déposer de dossier tant que le dossier en cours relatif à une tentative de meurtre n'était pas clos. J'estime que j'ai plus le droit de le poursuivre en justice, c'est moi la victime. Le pire, c'est qu'il y a des agents du gouvernement qui se rangent de son côté. Ils lui offrent un soutien à cause du favoritisme politique. »

6.2 Secteur minier : gouvernance et justice

Concernant la question minière, les communautés locales qui ont participé aux travaux de recherche ont fait savoir que, selon elles, le gouvernement se range souvent du côté des sociétés minières au lieu de garantir les droits des personnes et l'État de droit. Si certaines de ces activités perdurent depuis des décennies, on constate qu'elles se sont intensifiées depuis dix ans, d'où des pressions accrues sur les communautés locales. Dans de nombreuses régions du monde, du fait de la hausse de la demande de ressources naturelles, l'extraction des ressources représente un élément central de la stratégie de développement des gouvernements. Cependant, dans certains cas, les coûts sociaux et environnementaux dépassent les recettes, entraînant une perte à long terme au lieu de gains. Souvent, les calculs coûts/bénéfices réalisés par le gouvernement central ne tiennent pas compte des frais payés par les populations locales. Aux Philippines, les impacts négatifs globaux qu'ont les opérations minières sur les communautés locales sont fort préoccupants. En effet, les participants ont le sentiment

que les principes tels que le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE), les législations environnementales et les droits des peuples indigènes ne sont pas correctement observés, que ce soit par l'État ou par les entreprises. Un autre problème crucial qui inquiète beaucoup les communautés qui ont participé à l'étude est la manière dont les entreprises recourent aux pots-de-vin pour assouplir l'application des réglementations environnementales.

La communauté Maranao Moro de Kiwalan, aux Philippines, vit à côté des opérations minières et de fabrication d'une cimenterie, et est affectée par la pollution de l'air, de la poussière et des cailloux s'abattant sur elle du fait des activités de minage. La communauté locale a abandonné les terres dans les années 1970 suite à l'imposition de la loi martiale par le gouvernement central. À son retour, elle s'est rendu compte que l'entreprise avait démarré ses travaux.

« Souvent, les calculs coûts/bénéfices réalisés par le gouvernement central ne tiennent pas compte des frais payés par les populations locales »



Session de recherche aux Philippines

Quand nous sommes arrivés, nous avons vu que tous nos cocotiers étaient en train de mourir, et nous pensons que c'était à cause de la couche épaisse de poussière de ciment de l'usine. Nous avons dû tous les abattre et replanter. Avant cela, nous pouvions récolter les noix de coco et nous faire jusqu'à 30 000 pesos. Depuis, nous pouvons à peine récolter le copra. Je vais vous dire : nos enfants mangent à peine du riz trois fois par jour. [...] Nous avons l'impression d'être opprimés par l'entreprise. Nous n'avons nulle part où nous réfugier.

(Agriculteur, Kiwalan)

Une communauté de pêcheurs installée non loin de là a évoqué des préoccupations similaires concernant le lien entre les activités de différentes sociétés et la pollution environnementale qui, d'après elle, affecte ses moyens de subsistance.

C'est pour cela qu'on ne pêche pas ici, parce qu'il n'y a plus de poisson. Nous devons aller très loin juste pour attraper suffisamment de poisson pour nourrir nos familles. [...] Ce que nous voulons, c'est arrêter la pollution des usines. Ils [les autorités gouvernementales] vont dire, oui, c'est vrai, et puis ils vont dresser une liste des usines à arrêter. [...] Je l'ai vu, lorsque les usines nettoient leurs machines, l'eau sale se déverse dans la rivière Agus, et là j'ai vu des poissons qui étaient morts. Je peux le dire parce qu'on pêchait la sardine à cet endroit de la rivière Agus.

(Pêcheurs, Santiago)

Cependant, le danger le plus important est **l'expansion des activités minières ces dix dernières années**. Les peuples indigènes de Mindanao peuvent demander un Certificat de titre de propriété de domaines ancestraux (CADT), qui octroie à une communauté un titre de propriété communal sur les terres. Cependant, pour obtenir ce titre, il faut passer par une procédure complexe, coûteuse et bureaucratique, chose très difficile pour une communauté indigène et isolée aux moyens très limités. Les communautés locales ont donc du mal à protéger leurs droits et à négocier sur un pied d'égalité avec les sociétés minières qui souhaitent étendre leurs activités sur leurs terres. Avant cela, en vertu du droit coutumier, les terres étaient détenues de manière communale et contrôlées par le clan, sans qu'un titre soit nécessaire.

Dans de nombreuses régions du pays, **les industries extractives offrent une aide financière et un soutien juridique au processus d'enregistrement des titres de propriété des terres indigènes en échange d'un accès à celles-ci**. Les communautés indigènes ont dénoncé des tentatives d'« acheter » des chefs en leur offrant argent et voitures. D'après elles, le conflit parmi les communautés indigènes est dû aux efforts déployés par les entreprises minières pour acheter ce qu'elles appellent des « négociants tribaux » (tribal dealers) par opposition aux « chefs tribaux » (tribal leaders). Ces « négociants » parviennent à convaincre certains membres de leurs propres communautés d'accepter de l'argent et de travailler avec l'entreprise ; cependant, ils ne jouissent pas du

soutien de toute la communauté et leurs actions sont à l'origine de profonds conflits internes.

Les entreprises ont aussi été accusées de se soustraire aux lois. Lorsqu'elles n'ont pas de licence minière, elles paient des membres de la communauté locale pour miner les montagnes, après quoi elles leur achètent des roches. Elles disent ainsi que ce n'est pas de l'exploitation minière, faisant valoir qu'il s'agit de « récolte de roches ». Des permis sont également nécessaires pour le transport des minerais précieux, mais, en usant de ce même type d'arguments, les entreprises prétendent qu'elles transportent des roches et non pas des minerais précieux. Les communautés qui tentent de refouler les entreprises minières peuvent faire l'objet de mesures d'intimidation croissantes, et les chefs et leurs familles peuvent être tués ou blessés.

Dans l'exemple suivant, un chef indigène raconte son expérience (certains détails de cette session de recherche ont été délibérément dissimulés afin de protéger les participants à l'étude) :

Il y en avait [des entreprises minières] qui voulaient être légales, et d'autres qui sont illégales. Moi, je ne suis pas pro-mines ni anti-mines, mais je suis pour ce qui est légal parce qu'il faut vivre avec son gouvernement. Mais il y a des gens qui 'magouillent' toujours. Imaginez plutôt, ils m'ont proposé une voiture et de l'argent, je m'en souviens parfaitement. Nous étions alors au [nom d'un restaurant]. Ah, [nom du chef], nous allons vous amener au [nom de l'hôtel] avec vos collègues. On vous donnera une Pajero [voiture], à vous de la faire immatriculer. Mais quelle que soit la manière dont j'analyse ce genre de marché, en plus de ça, il y avait un partage à 55-45, l'entreprise touche 45 % et la communauté, 55. Mais quelle que soit la manière dont on analyse l'offre en tant que simple négociant, est-ce que vous achèteriez un kilo de poisson pour le revendre et toucher 55 % ? Et nous, qu'est-ce qu'on en retire ? C'est pour ça que je ne suis pas d'accord. Quelle que soit l'agence de vérification, ils [opéraient] vraiment dans l'illégalité. Après ça, j'ai dû faire valoir ma position. Je ne me rangerai pas de votre côté parce que vous êtes illégaux. Tant que vous n'aurez pas mis de l'ordre dans vos papiers, vous ne pourrez pas pénétrer dans notre zone.

L'entreprise transportait des roches contenant des minerais précieux ; la communauté a bloqué ses opérations, dénoncé l'affaire et le tribunal a prononcé une « ordonnance de cesser et de s'abstenir ». L'entreprise a dû abandonner les roches au bord de la route.

Nous avons adopté une résolution, puis fait une pétition, jusqu'à ce que le tribunal prononce une ordonnance de cesser et de s'abstenir à l'entreprise parce qu'elle était véritablement illégale. [...] Et voilà, ils voulaient une réconciliation et nous ont appelés. L'homme a dit qu'ils avaient encouru 18 millions de PhP de dommages et intérêts. Il a demandé si nous pourrions simplement convenir d'un arrangement. Alors j'ai répondu que cela ne me posait pas de problème, après tout, nous ne pouvions de toute façon pas nous servir des roches. Le seul problème avec vous, c'est votre illégalité. Que faire face au gouvernement ? Parce que si je venais à signer vos papiers, vous transporteriez les roches, qu'arriverait-il à ma réputation, cela pourrait être problématique plus tard. Il a dit : "Nous avons plein de relations [politiques de haut niveau], [détails de ces relations]." Ils se donc vantés de ces relations. Bref, nous n'avons pas pu nous mettre d'accord. Leur équipement a été enlevé et les roches sont restées ; il ne restait plus que le gardien.

Le chef avait déjà survécu à une embuscade qui avait tué son plus jeune fils. Lors d'une discussion de groupe, des chefs indigènes locaux nous ont expliqué comment les entreprises se rapprochent d'eux (certains détails de cette session de recherche ont été délibérément dissimulés afin de protéger les participants à l'étude) :

Alors nous allons financer [le traitement de vos papiers pour vous permettre d'obtenir] votre CADT [Certificat de titre de propriété de domaines ancestraux], mais c'est nous qui nous chargerons de l'exploitation minière ici à votre place. C'est la raison pour laquelle nous avons un Conseil des Anciens, il avait été créé



par l'entreprise minière. Maintenant, il y a deux conseils, l'un que l'on pourrait appeler "conseil des chefs". C'est ça qui est risqué. [...] Il y a eu cette création de conseil des chefs, et ils nous ont vendus. Nos droits n'avaient pas été reconnus, ils nous ont vendus. [...] Nous avons eu de très gros problèmes. Certains de nos chefs sont morts à cause de ceux qui voulaient pénétrer sur notre territoire. Comme l'ont dit des chercheurs géologues, nous sommes très riches en minerais, notre domaine ancestral est une véritable manne.

« Les groupes exclus ont commencé à se lancer dans la politique et voient leur participation politique comme un élément stratégique de l'amélioration de leur existence »

À Mutare (Zimbabwe), des participants ont expliqué que la découverte de diamants dans la région avait entraîné une période agitée lorsque les gens cherchaient des pierres. Certains en ont trouvé et ont donc pu mener un train de vie opulent, et des voitures de luxe sont apparues dans la ville. Lorsque le gouvernement a délivré des licences minières, les entreprises minières se sont emparées de l'activité. De nombreuses personnes ont été déplacées, ce qui a affecté leurs moyens de subsistance.

L'impact négatif des activités extractives sur les communautés locales n'est pas un problème nouveau, mais vu la ruée mondiale actuelle vers les ressources naturelles, les entreprises ont adopté des stratégies plus agressives. Le résultat pour les communautés locales a été une destruction accrue des moyens de subsistance, les entreprises tentant de se soustraire à la législation nationale et s'abstenant de fournir aux communautés locales une part équitable de leurs profits. Les participants à l'étude ont affirmé que la législation nationale et le gouvernement étaient souvent incapables de s'opposer à un tel comportement, en général parce qu'ils ont des intérêts dans les activités de l'entreprise. Des participants ont fait valoir que **le droit international qui régit les droits des peuples indigènes et d'autres cadres de référence mondiaux pourraient contribuer à soutenir leurs luttes et à inciter les gouvernements à prendre des mesures à l'encontre des entreprises. Cependant, des participants ont souligné qu'il leur faudrait de l'aide pour utiliser efficacement les lois et mécanismes internationaux et nationaux afin d'accéder à la justice.**

6.3 Participation politique

Les personnes qui vivent dans la pauvreté reconnaissent que le gouvernement joue un rôle fondamental en permettant un accès aux services clés et en apportant des projets de développement. Il arrive trop souvent que les bénéfices servent à renforcer les systèmes de favoritisme ou que des groupes d'élite se les accaparent. **La mauvaise gouvernance, le favoritisme politique et la corruption** affectent tout le monde. Cependant, si ceux qui disposent de revenus suffisants ont les moyens d'acheter des médicaments, de verser des pots-de-vin pour obtenir un service ou d'utiliser un prestataire privé, les personnes très pauvres sont celles qui souffrent le plus. Qui plus est, ce problème est plus marqué dans les régions isolées où vivent les personnes les plus pauvres. Des participants ont fait clairement savoir qu'ils avaient peur de se plaindre car cela pouvait être dangereux et aggraver leur exclusion, et ils pourraient devoir s'acquitter de frais de justice.

Les personnes ont reconnu que leur participation directe était un facteur primordial dans leur capacité à se faire entendre et à obtenir **une gouvernance plus transparente et plus responsable. Les participants comprennent leur rôle fondamental dans le développement et sont disposés à s'impliquer.**

Les gens qui selon moi sont responsables d'amener un changement sont justement ceux qui vivent dans cette communauté parce que ce sont eux qui connaissent nos propres problèmes. Nous devrions donc réfléchir tous ensemble et partager des idées propices à faire évoluer notre communauté. Une personne extérieure ne peut pas facilement comprendre nos problèmes.

(Agnes, 43 ans, Bugondo, Ouganda)

En Bolivie et aux Philippines, les groupes exclus ont commencé à se lancer dans la politique et voient leur participation politique comme un élément stratégique de l'amélioration de leur existence. Des participants en Bolivie reconnaissent que les changements positifs pro-pauvres sont le résultat de leur participation politique à d'importantes luttes sociales dans les années 2000 qui ont conduit à l'élection d'un Président indigène.



Prestation de services et accès à ceux-ci

- Les personnes les plus pauvres n'ont souvent à leur disposition que des services de qualité médiocre, et des obstacles économiques les empêchent d'accéder à ces services, notamment des redevances et des coûts cachés.
- Lorsque les personnes qui vivent dans une pauvreté rurale envoient leurs enfants à l'école au lieu de les faire travailler aux champs, elles s'attendent à ce que cet investissement en vaille la peine. La qualité et la pertinence de l'enseignement sont importantes.
- Il est important de toujours consulter et impliquer les communautés locales dans la conception et la planification de toute amélioration et de réfléchir collectivement à des manières de limiter les effets secondaires négatifs.

Qu'est-ce qu'on leur apprend ? Nous allons perdre une génération si nous faisons l'école avec trois enseignants. Il est très dangereux d'avoir des gens à moitié instruits qui se croient instruits.

(Groupe de discussion, Obalanga, Ouganda)

Je ne peux pas avoir de médicaments gratuits dans les cliniques locales. Parfois, des infirmières de ces cliniques viennent nous vendre le médicament en catimini.

(Clara, 54 ans, femme, Bulawayo, Zimbabwe)

Les participants s'attendent à ce que l'État joue un rôle de premier plan dans la prestation des principaux services. **Dans le cadre du projet COMPASS 2015, pour les personnes qui vivent dans la pauvreté, la santé et l'éducation sont les deux services les plus importants et ceux dont elles parlent le plus.** Une éducation de qualité et de meilleurs soins de santé ont été identifiés par l'enquête mondiale de l'ONU MyWorld portant sur l'après-2015 comme étant les deux priorités des citoyens. Ces deux services jouaient également un rôle central dans les OMD ; il est donc important de présenter les avis des participants sur ce point. **Sur le long terme, les participants reconnaissent que la prestation**

de ces deux services s'est améliorée, bien que les déplacements imputables aux conflits fonciers aient interrompu la scolarité de certains enfants ; et la crise politique et économique au Zimbabwe a contribué à une détérioration de la prestation des services dans ce pays. **Cependant, un thème récurrent est celui de la piètre qualité des services offerts, et des obstacles économiques qui empêchent les personnes les plus pauvres d'y accéder**, notamment des **redevances ou des coûts cachés** tels que le transport, la corruption et les médicaments. Ce chapitre revient sur les résultats relatifs à cinq services clés : les soins de santé, la protection et la sécurité sociales, l'éducation, la sécurité humaine et l'infrastructure.

Des discussions avec des participants à l'étude ont aussi démontré que de meilleurs indicateurs doivent être adoptés pour mesurer la prestation de services. Par exemple, la distance entre les personnes et un prestataire de service sert souvent d'indicateur aux gouvernements pour représenter l'accès aux services. Cet indicateur est particulièrement employé dans les documents politiques et de planification tels que les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté⁶. Surtout pour les zones urbaines, cette démarche permet d'obtenir des statistiques qui renseignent sur la disponibilité des services pour les personnes pauvres. Cependant, la proximité des centres de santé ne signifie pas un accès à ceux-ci, l'accès étant affecté par des coûts, souvent cachés. En outre, les taux de scolarisation utilisés par les OMD pour mesurer l'éducation ne permettent aucunement de mesurer la qualité et l'inclusion totale de l'ensemble des enfants.

7.1 Accès aux soins de santé et qualité de ceux-ci

Les trois principales questions autour des soins de santé sont le **coût des services**, les **coûts cachés** – essentiellement à cause de la corruption – et la **piètre qualité des services** en raison d'un manque d'équipements ou de médicaments, ou d'un personnel trop peu nombreux ou pas assez qualifié. Il est important de noter que ces questions affectent principalement les groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés, qui sont souvent ceux qui ont le plus besoin de soins de santé.

Nous avons des centres sanitaires, mais si on n'a pas d'argent, on ne peut pas se faire soigner. Les centres de santé sont loin de chez nous et il faut beaucoup d'argent pour être traité dans les cliniques privées et même dans les hôpitaux gouvernementaux.

(Rose, 51 ans, agricultrice, Alwa)

Pour Rajab (38 ans), chauffeur de taxi de Kumi, vivre bien, c'est

être en bonne santé et avoir des médicaments dans les hôpitaux. La bonne santé, c'est l'accès à un traitement médical ; à l'heure actuelle, il n'y a pas assez de médicaments dans les centres sanitaires. Quand on va au centre sanitaire, les médecins vous prescrivent des médicaments et vous envoient les acheter dans les magasins de médicaments. Il n'y a pas de médicaments dans les centres sanitaires.

Le coût des soins de santé fait que des vies sont perdues par manque d'argent ou que des ressources productives importantes (telles qu'une vache) doivent être vendues pour sauver la vie d'un enfant, ce qui sape les futurs moyens de subsistance de tout le ménage. Une femme à Binidayan (Philippines) a ainsi expliqué :

J'ai aussi des enfants qui sont morts, l'aîné et le deuxième. L'aîné est mort d'une fièvre et nous n'avions pas d'argent pour l'hospitaliser.

(Groupe de discussion de femmes, Binidayan)

Pour moi, la santé, c'est ce qu'il y a de plus important parce que j'ai dû me séparer de pratiquement toutes les ressources que j'avais pour garder ma fille en vie.

(Atelier avec des petits commerçants, Riberalta)

Un chef local d'Obalanga (Ouganda) s'est plaint de ce que le centre sanitaire gouvernemental n'obtient que 1 000 comprimés pour traiter le paludisme pour une population de 42 000 personnes – quantité qu'il juge insuffisante. Il en résulte que, malgré ce grand centre de santé gouvernemental relativement nouveau, les gens se rendent dans une petite clinique administrée par l'Église à quelques kilomètres de là. Bien que

Session de
recherche
en Bolivie





Session de recherche en Bolivie

cette clinique ne soit pas équipée pour hospitaliser les patients, nombre d'entre eux préfèrent y rester car il y a des médicaments et ils peuvent y recevoir un traitement, ce qui n'est pas toujours le cas dans le centre gouvernemental.

Des participants boliviens ont souligné des problématiques similaires :

Tout est question d'argent, même le fait d'aller à la poste, les hôpitaux ne sont pas gratuits. Nous n'avons pas d'argent, nous pourrions même mourir. Pour un séjour très court à l'hôpital, ils nous facturent 30 bolivianos, ils regardent avec leurs machines et ils vous font payer. Si on n'a pas l'argent, on meurt, c'est tout. [...] Il y a des soins sociaux. Tous les enfants ont une assurance. Mais ce n'est pas une assurance qui couvre tout, c'est pour les soins palliatifs. Pour les personnes âgées, il y a aussi une assurance mais, de nouveau, c'est palliatif, ça ne couvre que les aspirines, il n'y a pas d'opérations, pas de traitements, pas de rééducation. Quand quelqu'un tombe malade, il doit y aller à cinq, six heures du matin pour prendre un ticket. Ensuite, on lui dit qu'il n'est pas venu, qu'il doit revenir un autre jour. [...] Le ticket, c'est pour obtenir un rendez-vous, pas pour les médicaments.

(Pedro, agriculteur, Batallas, Bolivie)

On ne s'occupe pas bien de nous au niveau de la santé. Nous n'avons pas tous les médicaments à la pharmacie. Maintenant, l'agriculteur n'a aucune forme d'assurance santé parce qu'il n'en a pas les moyens. Il n'a pas les moyens de se faire soigner. L'assurance pour les personnes âgées est incomplète. C'est avec de meilleurs traitements qu'ils doivent nous guérir.

(Atelier avec des petits commerçants, Riberalta, Bolivie)

On constate également un niveau d'exclusion supplémentaire, **certains problèmes de santé n'étant pas pris en charge par les centres sanitaires locaux, ce qui contraint les malades**

à parcourir de longues distances :

Une fois que j'amenaient mon enfant à l'hôpital de Ngora, on m'a dit qu'on ne devrait pas s'occuper de nous, les séropositifs, [là-bas], et on m'a ordonné d'aller à l'hôpital de Soroti.

(Jennifer, 35 ans, agricultrice)

Les personnes séropositives sont souvent envoyées dans des hôpitaux de référence locaux pour la sous-région de Teso ; le coût du déplacement peut être tel que les patients n'ont pas les moyens de s'y rendre. Ceux qui ont le plus besoin de se faire soigner sont en réalité exclus par des obstacles indirects. Au Zimbabwe, les coûts cachés sont également source de préoccupations. Si le VIH ne tue plus automatiquement grâce aux progrès considérables réalisés au niveau de la fourniture d'ARV, il arrive que des frais modiques doivent être payés ainsi que des frais de transport, et il faut accompagner les traitements d'une alimentation équilibrée.

En outre, à cause de la corruption, **des médicaments censés être gratuits sont vendus aux patients**. Comme l'ont expliqué de nombreux participants, les fournitures qui arrivent dans les bureaux gouvernementaux sont souvent revendues, forçant ainsi les usagers à acheter leur traitement. À Bulawayo (Zimbabwe), une veuve qui s'occupe de trois enfants et de sept petits-enfants, dont un prend des ARV, a expliqué :

Je m'occupe d'un de mes petits-enfants qui est sous ARV. Je dépense en général 100 R (10 US\$) pour acheter des médicaments pour l'enfant parce que je ne peux pas avoir de médicaments gratuits dans les cliniques locales. Parfois, des infirmières de ces cliniques viennent nous vendre le médicament en catimini.

(Clara, 54 ans)

« Les trois principales questions autour des soins de santé sont le coût des services, les coûts cachés à cause de la corruption et la piètre qualité des services »

Les salaires étant peu élevés dans la plupart des institutions de l'État, y compris dans le secteur de la santé, les employés utilisent les installations et services publics pour générer des profits à titre privé, portant ainsi atteinte aux initiatives gouvernementales destinées à améliorer la prestation des services de santé.

Nous avons besoin d'argent pour les médicaments, les infirmières vendent des médicaments en prétendant qu'il n'y en a plus dans les cliniques.

(Alice, 82 ans, veuve, Bulawayo)

Il n'y a plus de médicaments dans les hôpitaux. Si vous allez à l'hôpital de Mpilo, on vous dit que l'hôpital n'a plus de médicaments et on vous envoie à la pharmacie où les médicaments sont chers.

(Monica, Bulawayo)

Certains d'entre nous sommes sous ART [thérapie antirétrovirale], parfois je n'ai pas l'argent pour aller chercher les médicaments, les coûts administratifs sont les suivants : cliniques locales 2 \$, hôpital de la mission Saint-Joseph 4 \$, et hôpitaux gouvernementaux 6 \$. Si on va chercher des médicaments alors qu'on n'a pas assez d'argent, on sera les derniers servis, après tout le monde. Parfois, on finit par ne pas faire face à ses engagements.

(Shelly, 56 ans, Muthare)



Session de recherche aux Philippines

Le problème des centres sanitaires, même s'ils ont des stocks, c'est qu'ils vous disent qu'il n'y a plus de médicaments et ils vous envoient les acheter en ville. Comment peut-on y arriver ? Alors qu'on n'a même pas les moyens de se payer le trajet.

(Personnes déplacées internes, Santiago, Philippines)

Les efforts positifs du gouvernement pour mettre à disposition certains services, par exemple des traitements de maternité gratuits au Zimbabwe, sont reconnus. Cependant, la qualité des services reste extrêmement préoccupante et incite de nombreuses personnes à parcourir de très longues distances pour se faire mieux soigner. À Binidayan (Philippines), une femme a décrit son expérience :

Oui, j'ai eu mes contrôles prénataux. J'ai accouché de mes quatre premiers enfants chez nous. Les trois derniers sont nés à l'hôpital parce que j'avais peur d'accoucher à la maison. Ils sont nés à Cagayan. Une raison en est que je suis un peu vieille et j'ai aussi peur d'accoucher dans notre propre hôpital.

Une autre mère a également expliqué pourquoi elle avait choisi d'accoucher dans un hôpital éloigné mais mieux équipé :

Oui, donc j'ai accouché de mon dernier à Iligan. J'avais peur d'accoucher la nuit et qu'il n'y ait pas de sage-femme à côté. Alors j'ai dû être transférée jusqu'à la ville d'Iligan parce que je ne savais pas non plus si ma tension artérielle allait monter.

(Groupe de discussion de femmes, Binidayan, Philippines)

Un participant à Riberalta a ainsi résumé le sentiment d'un large éventail de participants à l'étude :

Je crois que grâce à l'assurance santé universelle, nous aurons tous accès à de meilleurs soins de santé.

7.2 Protection sociale et sécurité sociale

Les personnes qui vivent dans la pauvreté considèrent la protection sociale et la sécurité sociale comme des interventions clés pour réduire la pauvreté. Les programmes de transferts sociaux tels que les bonos en Bolivie sont appréciés des personnes marginalisées. Il arrive que ces programmes ne parviennent pas jusqu'aux communautés les plus isolées car ils doivent passer par des intermédiaires.

Les mères et les femmes enceintes ne touchent pas le bono Juana Azurduy parce que les démarches bureaucratiques sont effectuées par l'infirmier qui doit aller jusqu'à Charagua pour le demander.

(Charagua, atelier avec des salariés)

Parfois, les transferts sociaux peuvent avoir des coûts cachés qui en limitent l'impact. Dans



Session de recherche en Ouganda

certaines régions des Philippines, par exemple, les personnes doivent retirer le versement depuis un distributeur automatique de billets et le temps qu'elles passent à se rendre à la banque rogne une partie significative du montant.

En raison du manque de protection sociale, les enfants sont encore considérés comme essentiels pour garantir une vieillesse digne. Cependant, bien souvent, les personnes âgées se retrouvent à devoir s'occuper de leurs petits-enfants à la suite du décès de leurs enfants. Quand il n'y a pas de protection sociale pour les personnes âgées, cette situation a un impact énorme sur le bien-être tant des personnes âgées que des enfants, et certains enfants peuvent être obligés de quitter précocement l'école pour contribuer aux revenus du ménage.

Malgré une mise en œuvre déficiente par certains égards et la manière dont les programmes de transferts sociaux servent à renforcer le favoritisme politique, les mesures de protection sociales sont considérées comme très importantes. Interrogés sur les changements qui ont amélioré la vie des familles pauvres, les participants en Bolivie ont clairement souligné l'introduction des transferts sociaux pour les enfants et les personnes âgées et l'assurance santé pour les femmes et leurs enfants. La demande relative aux soins de santé universels est également considérée comme un moyen de protéger les travailleurs précaires

En tant qu'ouvriers [agricoles occasionnels] journaliers, nous avons besoin d'une assurance santé parce que si nous tombons malades à cause du travail, personne ne nous paiera et on ne nous paierait pas si quelque chose nous arrivait.

(Charagua, atelier avec des salariés)

7.3 Qualité de l'éducation

Lors des travaux de recherche COMPASS 2015, l'éducation a figuré en permanence dans les récits des participants. L'inquiétude relative à la piètre qualité de l'éducation et la nécessité de contrôler les progrès réalisés dans le secteur de l'éducation en termes qualitatifs avec la participation des citoyens ont été unanimement identifiées par les communautés sur les différents continents. Les Objectifs du Millénaire pour le développement actuels mettent fortement l'accent sur l'éducation, et une bonne éducation est la priorité clé identifiée par les citoyens du monde entier dans l'enquête mondiale MyWorld. Il est donc important de mieux savoir quel type d'éducation souhaitent avoir les personnes qui vivent dans la pauvreté et quels sont les obstacles à sa réalisation.

Par exemple, en Ouganda, tout le monde reconnaît l'importance de l'introduction de l'enseignement primaire et secondaire

« Les mesures de protection sociales sont considérées comme très importantes »

universel – politiques saluées par la communauté internationale des bailleurs de fonds. Cependant, les communautés rurales qui participent à COMPASS 2015 ont évoqué **des salles de classe bondées, sans enseignants, sans mobilier et sans matériel pédagogique**. Elles ont fait valoir qu'en l'absence d'un nombre suffisant d'enseignants formés, serrer des élèves dans une salle de classe mal équipée leur fait perdre leur temps, surtout lorsqu'ils pourraient contribuer à la subsistance de leur famille en travaillant aux champs. Dans les régions rurales, les personnes qui vivent dans la pauvreté déploient des efforts considérables pour envoyer leurs enfants à l'école plutôt que de les faire travailler aux champs, et elles s'attendent à ce que cet investissement en vaille la peine.

Rose (53 ans, agricultrice, Alwa, Ouganda) a souligné le problème de la mauvaise qualité de l'éducation et de l'infrastructure et la manière dont cela affecte les personnes défavorisées :

Eh bien, le gouvernement a construit des salles de classe mais regardez les maisons des enseignants ! La tâche a été laissée aux parents, qui construisent de pitoyables huttes. Mais vous savez, si les enseignants dorment mal, ils ne feront pas bien la classe. La maison peut avoir des gouttières et de l'eau peut tacher la chemise blanche de l'enseignant qu'il devait porter le lendemain. Comment voulez-vous qu'il fasse la classe à votre enfant s'il n'est pas content ? Les enseignants ont l'impression que le gouvernement les punit en les faisant dormir dans des huttes. Les personnes handicapées souffrent plus dans les toilettes ; les latrines qui ont été construites ne leur sont pas favorables. Souvent, les enfants qui ont des problèmes de mobilité ont du mal à aller aux latrines et aux

urinoirs parce que l'entrée n'a pas été prévue pour les personnes handicapées. Ces enfants s'exposent également à une mauvaise hygiène personnelle parce qu'ils marchent sur des matières fécales et dans l'urine des autres, sur le sol des toilettes et des urinoirs. Il s'agit là de problèmes dont le gouvernement doit tenir compte lorsqu'il construit des écoles, même dans les villages.

Il ne fait aucun doute que des taux de scolarisation élevés sont importants, mais la qualité et la pertinence de l'enseignement le sont tout autant. Cependant, investir des ressources dans une éducation de qualité ne permet pas d'améliorer les statistiques de l'éducation telles que celles-ci ont été conçues au titre des OMD. Un assistant de recherche qui travaille avec des enfants aux besoins spécifiques a constaté que ces enfants sont totalement exclus des OMD. Il est impératif de disposer d'enseignants formés et compétents ainsi que de ressources suffisantes pour veiller à ce que tous les enfants puissent développer tout leur potentiel et participer pleinement à la société. Or, les statistiques portent sur le taux d'inscription des enfants dans les écoles, et non pas sur ce qu'ils apprennent. En termes de qualité de l'apprentissage, les élèves des écoles rurales aux ressources insuffisantes sont défavorisés par rapport à ceux qui fréquentent des écoles urbaines mieux équipées. Les participants à l'étude ont également évoqué la faim comme un obstacle à l'apprentissage :

Comment peut-on apprendre le ventre vide ?

a demandé un participant. Au lieu d'être remises en question, les inégalités sont renforcées par des systèmes de scolarisation qui ignorent le fait que les désavantages affectent les résultats et n'offrent pas le soutien dont ont besoin tous les citoyens.

Bien que le gouvernement ougandais ait introduit l'enseignement gratuit, les parents, dans la pratique, doivent verser une petite somme pour couvrir certaines choses que ne fournit pas le gouvernement. Il peut s'agir de matériaux de construction pour les logements des enseignants, de repas pris à l'école et d'uniformes. Certains participants ont déclaré avoir le sentiment que cette exigence n'était pas légitime, étant donné que

le programme d'enseignement primaire et secondaire universel est prévu pour les pauvres, et pourtant on les fait payer. Je pense que ces frais devraient être complètement éliminés. Laissez les élèves s'instruire gratuitement. Quels sont ces honoraires qu'ils facturent aux élèves et aux étudiants ? C'est de la corruption.

(Enouch, 19 ans, orphelin et étudiant, Kumi)

Toilettes d'une école en Ouganda



Le même message est venu de Bolivie, où un participant à un atelier qui réfléchissait aux OMD a souligné **la nécessité de mesurer la qualité de l'enseignement en impliquant la société civile dans le suivi des progrès éducatifs**. Il existe un large consensus sur cette question dans tous les pays étudiés. Ainsi, cette opinion a été reprise à Mutare (Zimbabwe), les participants soulignant également qu'il est préoccupant de constater que les conditions de l'enseignement public se détériorent et que ceux qui peuvent se le permettre doivent de plus en plus recourir à des tuteurs privés.

Les bas salaires des enseignants et leurs mauvaises conditions de vie ont été identifiés à la fois par des enseignants et d'autres participants à l'étude comme des facteurs pouvant compromettre la qualité de l'enseignement. Cependant, certains exemples évoqués par les participants suggèrent qu'augmenter les salaires ne suffit pas s'il n'existe pas de systèmes rendant les enseignants redevables.

L'enseignant n'est pas entièrement dévoué à l'enseignement. Lorsqu'il a fini son travail à l'école, il consacre son temps à l'agriculture, aux affaires, au commerce. Parfois, c'est pour cela qu'il y a des problèmes dans l'enseignement, on peut dire que l'enseignant n'est pas prêt pour sa classe. S'il prépare sa classe, c'est très brièvement, la nuit. C'est l'aspect économique, le salaire va de une fois et demie le salaire minimum à deux fois pour quelqu'un qui a déjà plusieurs années d'expérience.

(Atelier avec des salariés, Batallas, Bolivie)

Les enseignants n'enseignent plus. Ils ne gagnent pas assez, alors au lieu de faire cours, ils font des petits boulots. Et les parents des enfants ne travaillent pas et n'ont pas les moyens de payer ce que réclament la plupart des écoles.

(Bertha, Bulawayo, Zimbabwe)

Le système éducatif se détériore, les enfants doivent payer des subsides et les enseignants n'enseignent pas aux heures normales ; ils demandent aux enfants de venir prendre des cours supplémentaires qu'ils font payer.

(Jack, 50 ans, Bulawayo)

Dans la Région autonome en Mindanao musulmane (ARMM), aux Philippines, **les enseignants ne veulent pas vivre en zone rurale, alors ils paient un remplaçant local pour donner les cours à leur place, ce qui est possible grâce à l'absence de mécanismes de redevabilité**.



Entretien d'un participant dans une école rurale, Ouganda

Actuellement, l'un des problèmes ici, à Binidayan, c'est que, vous me croirez si vous le voulez, une enseignante est mutée ici à Binidayan mais elle vit à Cagayan, elle ne peut donc pas s'installer à l'école. Qu'arrive-t-il à l'enseignante qui vit à Cagayan et enseigne ici à Binidayan ? Elle paie un remplaçant. Par exemple, [nom de l'enseignante] touche un salaire de 17 000 PhP (390 \$). Elle embauche personnellement [nom du remplaçant] pour s'occuper de ses élèves et le paie 2 000 PhP (46 \$) [...]. Il n'y a pas de nomination. C'est juste un accord verbal, du genre "Vous vous occupez de ma classe et je vous paie tant". [...] Si on se plaint, les autres nous détruiront, et on se fera juste des ennemis. Deuxièmement, les directeurs et les surveillants s'accordent avec l'enseignante. Si l'enseignante rentre chez elle à Iligan, elle versera juste 2 000 ou 1 500 au remplaçant. Le directeur et le surveillant feront alors un autre arrangement. Ensuite, ils rentrent chez eux à Iligan ou Cagayan et font leurs affaires. Ils retournent dans la province pour toucher leur salaire au distributeur automatique de billets et embauchent de nouveau un remplaçant. C'est aussi ce qui se passe avec la police locale. Ils prennent des remplaçants pour faire leur travail à leur place. [...] C'est ça, le problème en ARMM, parce qu'il n'y a pas de contrôles ici. Et personne n'oserait faire de surveillance mensuelle. Ils ne pourraient pas venir jusqu'ici parce que nous nous trouvons dans un lieu très reculé.

(Chefs traditionnels, Binidayan, Philippines)

L'étude menée à Mindanao (Philippines) a permis d'ajouter un nouvel élément au débat. **Des participants ont affirmé que les gouvernements devraient aussi se rapprocher des citoyens pour réfléchir à la fois au**



Session de recherche aux Philippines

modèle d'enseignement et à ses objectifs.

L'enseignement devrait-il servir à aider les élèves à aller à l'université et ainsi ouvrir la porte à une émigration internationale de longue durée ? Ou l'enseignement devrait-il apporter les compétences nécessaires au développement de moyens de subsistance fructueux et durables au sein des communautés locales ? Le modèle actuel est axé sur la production de main-d'œuvre destinée à être exportée. Certains étudiants et leurs familles sont heureux et choisissent l'émigration comme une stratégie délibérée, mais il arrive souvent que ce soit là la seule stratégie si l'enseignement ne dote pas les élèves des capacités qui leur permettront de gagner leur vie de manière durable au sein de leur communauté. Qui plus est, l'accent qui a été placé sur l'émigration économique a eu des effets pervers. Dans la communauté de Rogongon, l'école dispose d'un laboratoire informatique, mais les ordinateurs commencent à se dégrader étant donné que la région n'a plus l'électricité depuis plus d'un an. Outre la question de l'électricité, il n'y pas d'autres ordinateurs dans la région, par conséquent les compétences informatiques ne sont peut-être pas très pertinentes pour la vie locale. Au sein de la communauté, l'école locale a lancé une initiative originale visant à introduire une année de pratique de l'agriculture durable à la fin du lycée pour apprendre aux élèves à exploiter efficacement les terres fertiles grâce à des technologies adaptées. La bonne nouvelle est que le gouvernement a manifesté de l'intérêt pour ce programme expérimental.

Des préoccupations ont été soulevées quant au peu d'attention accordé à la qualité de l'enseignement dans les évaluations des

programmes de soutien budgétaire éducatif inspirées des OMD et destinés à encourager les taux de scolarisation et à parvenir à une parité entre les genres.

D'après certains éléments constatés sur le terrain sur trois continents différents, il faut effectivement inclure des indicateurs qui mesurent la qualité dans le nouveau cadre destiné à l'après-2015 et modifier le système actuel de subsides à l'attention des gouvernements. La mesure de la qualité ne peut se faire qu'avec la participation des citoyens. Cette participation pourrait aussi conduire à une réflexion nationale et locale plus approfondie sur le rôle de l'enseignement dans le développement du pays. Ce qu'impliquent les points de vue tirés des travaux de recherche participatifs va au-delà du secteur éducatif : la nécessité d'adopter des séries d'indicateurs radicalement différents peut s'étendre à d'autres secteurs, notamment celui de la santé. **Choisir les méthodes de mesure de la qualité et évaluer si les réponses apportées par le gouvernement reflètent les besoins et les aspirations des citoyens restent des questions centrales pour le cadre destiné à l'après-2015.** Le rapport du Groupe de travail de haut niveau sur l'après-2015 a identifié qu'une « révolution des données » et une « meilleure redevabilité de la mesure des progrès » s'imposaient, mais les personnes qui vivent dans la pauvreté font savoir sans équivoque qu'**il faut aller au-delà de l'amélioration des données, des statistiques et des ventilations pour inclure la participation des citoyens au suivi de la qualité de l'enseignement grâce à différents indicateurs, et définir collectivement l'objectif de l'enseignement dans la société.**

7.4 Sécurité humaine

Les participants ont expliqué que, pour eux, la sécurité humaine est un élément fondamental pour pouvoir bien vivre, et ils ont ainsi réfléchi aux relations des citoyens avec les institutions gouvernementales. En Ouganda et aux Philippines, les participants ont affirmé que la réponse apportée au conflit par le gouvernement à travers le déploiement de l'armée ne contribuait pas à consolider la paix. Au contraire, elle risquait d'intensifier le conflit. À Mindanao, les participants ont fait valoir qu'il fallait cesser tout déploiement militaire pour pouvoir résoudre le conflit.

D'après les récits des participants et des chercheurs locaux, certains aspects de l'étude COMPASS 2015 en Ouganda ont été périodiquement affectés par le conflit qui sévit depuis les années 1980. Dans ce contexte, de nombreux participants ont souligné qu'**il ne peut y avoir de développement sans paix**. Un chef communautaire, interrogé sur ses priorités, a déclaré : « Premièrement, la sécurité, la sécurité dirigée par la communauté. » La région est également un couloir de bétail et, souvent, cela conduit à des vols de bétail entre groupes ethniques. Cependant, la réponse apportée par le gouvernement central – à savoir la construction d'une base militaire près de la frontière entre les deux régions ethniques – a été perçue comme une provocation mise en œuvre sans consultation de la population locale.

En tant que population locale, nous avons essayé d'expliquer que nous voulions travailler sur le concept d'une coexistence pacifique avec nos voisins.

a observé le chef local à Obalanga, qui croit au bienfait des approches localisées pour consolider la paix. Lors de l'étude, les communautés locales ont expliqué qu'elles trouvaient très utiles les travaux de consolidation de la paix passant par le biais de leurs chefs traditionnels, surtout par l'intermédiaire des anciens des différents clans familiaux. Des organisations de consolidation de la paix ont encouragé les visites d'échange et les réunions périodiques entre anciens de différents groupes ethniques. Qui plus est, ces chefs apportent un soutien très précieux en s'occupant de la plupart des problèmes et litiges internes dans les régions éloignées où les autorités du gouvernement local n'auraient pu intervenir efficacement. Mais malgré ces importants travaux, la loi ne reconnaît pas le rôle des chefs traditionnels. **La conception de stratégies et de mécanismes capables de renforcer une résolution alternative des conflits permettra aux personnes pauvres d'accéder à la justice et de résoudre les conflits pendant qu'ils sont**

encore gérables. Les chefs de clans peuvent ici jouer un rôle important s'ils sont reconnus par le gouvernement et si des fonctions leur sont confiées au titre de la résolution des conflits.

« **La sécurité, mais la sécurité dirigée par la communauté** », a insisté le chef local,

obtenue par le biais de la réconciliation et du dialogue entre communautés, sans remplir notre comté de soldats.

Il a proposé la création de systèmes de sécurité durables dirigés par la communauté, au sein de la communauté, accompagnés d'une formation de la population locale à la consolidation de la paix. Dans le cadre de la construction de la paix, le gouvernement peut jouer un rôle important de facilitateur, par exemple en assumant ses responsabilités de prestataire de services destinés aux personnes qui se réinstallent après avoir vécu dans des camps.

« **La sécurité humaine est un élément fondamental pour pouvoir bien vivre** »

Les gens rentrent chez eux mais il n'y a pas d'installations de santé, pas d'écoles, pas d'eau potable pour les enfants. Le réseau routier est déficient. À certains endroits comme à Akuda Sama, il n'y a même pas de forage. À Opian, pas de source d'eau, pas de forage, pas de services médicaux. Alors comment voulez-vous qu'on améliore notre existence dans de telles conditions ?

(Gabriel, 38 ans, affecté par la guerre)

La réinstallation des personnes affectées par la guerre aggrave leur souffrance lorsque les gens retournent dans des villages dépourvus des services de base. Souvent, ceux qui quittent les



Session de recherche en Ouganda

camps de personnes déplacées internes pour rentrer chez eux y trouvent des conditions de vie pires que celles qu'ils ont quittées.

D'après certains participants, un autre rôle important du gouvernement dans le conflit serait d'aider à trouver des informations sur les enfants enlevés.

À ce jour, nous ne savons pas où se trouvent certains garçons et filles. Nous ne savons pas s'ils sont vivants ou s'ils ont été tués.

(Imeringole, 65 ans, ancien et agriculteur, Ongongoja)

La question de la sécurité met également en exergue les relations souvent complexes, contradictoires et problématiques entre les personnes et les institutions gouvernementales. Par exemple, à Bulawayo (Zimbabwe), un groupe de mères célibataires

et de jeunes participants a demandé une présence policière pour réduire les vols qualifiés et certains cas de vols simples, ainsi que pour veiller à ce que les résidents puissent se déplacer en toute sécurité. Cependant, ces mêmes participants se sont plaints du comportement d'officiers de police qui pratiquent la corruption et menacent leurs activités commerciales informelles.

« Si la construction de routes est jugée positive, elle présente également de nouveaux défis qui doivent être traités au moyen d'un processus décisionnel participatif et inclusif »

7.5 Infrastructure

Les participants ont montré les nombreuses façons dont la piètre qualité ou le manque d'infrastructure affectait leur bien-être. Si les participants sont d'accord sur le rôle fondamental du gouvernement dans la fourniture de l'infrastructure telle que les routes, ils soulèvent également un point important, à savoir que même les interventions qui a priori ne posent pas de problèmes et semblent bénéficier à tous les membres de la communauté peuvent aussi avoir des répercussions négatives. Cela démontre combien il est important de **consulter et impliquer les communautés locales dans la conception et la planification de toute amélioration, et de réfléchir collectivement à des manières de réduire les effets secondaires négatifs.**

Les routes sont très importantes pour les communautés isolées car elles leur permettent d'accéder aux marchés. Les marchandises transportées sur des routes de mauvaise qualité arrivent souvent endommagées. Dans le cas de l'Ouganda et des Philippines, certaines régions sont très difficiles à atteindre à la saison des pluies, ce qui fait qu'il est impossible de transporter des marchandises ou de se déplacer en cas d'urgence médicale. Qui plus est, les routes de mauvaise qualité augmentent le coût des intrants agricoles, les agriculteurs devant se rendre en ville. Par exemple, des communautés des Philippines ont déploré qu'une course en moto jusqu'à la ville, le seul moyen de transport, leur coûte environ 4 US\$ pour un aller simple. Les mauvaises routes font aussi que les enfants ont du mal à se rendre à l'école.

Les communautés indigènes isolées des Philippines avaient grandement besoin d'une route, mais celle-ci a permis aux personnes qui s'étaient installées dans les plaines d'accéder à leur région et a rendu leurs terres plus attrayantes aux yeux d'autrui, d'où une intensification de l'empiètement et de l'installation non officielle de personnes étrangères à la région. Par conséquent, si la construction de routes est jugée positive, elle présente également de nouveaux défis qui doivent être traités au moyen d'un processus décisionnel participatif et inclusif.



Session de recherche en Ouganda

Conclusions

Ces travaux de recherche avaient pour but d'inclure dans l'agenda post-2015 les perspectives des personnes qui vivent dans la pauvreté ou sont issues de groupes marginalisés, vulnérables et exclus en les faisant s'exprimer sur leur histoire, leurs priorités et leurs expériences à partir de méthodologies participatives. Les aspirations exprimées par les participants à l'étude ont été à la fois concrètes et réalisables ; elles permettent ainsi d'orienter l'action des décideurs, des dirigeants politiques et de la société civile afin d'instaurer un nouveau cadre de référence pour les objectifs de développement, et en vue d'une mise en œuvre, d'un suivi et d'un examen de ce cadre aux niveaux local, national et mondial.

Le **contexte mondial** a considérablement évolué ces quinze dernières années. Plusieurs phénomènes ont conduit au déplacement des moyens de subsistance des personnes qui vivent dans la pauvreté, entraînant une détérioration du bien-être perçu par nombre d'entre elles. Si certains de ces phénomènes, notamment la dégradation de l'environnement, les conflits violents et les crises politiques et économiques, peuvent tous nous affecter, les personnes qui vivent dans la pauvreté sont souvent touchées les premières et plus sévèrement. D'autres phénomènes, tels que le déplacement forcé de leurs terres, sont plus susceptibles d'affecter ceux qui sont déjà dépossédés de leurs pouvoirs, les marginalisés ou les exclus.

Les pires situations de pauvreté identifiées sont imputables à la conjonction de multiples facteurs. Si certains problèmes existent depuis plusieurs décennies (tels que les pratiques relatives à la succession foncière, le devoir de soin coutumier qui incombe de manière disproportionnée aux femmes et les contrats de location abusifs), d'autres sont « nouveaux » (citons par exemple la transformation de la composition de la famille en raison du VIH et/ou des conflits, la fréquence des sécheresses, de rapides fluctuations des cours



Session de recherche aux Philippines

mondiaux des matières premières). C'est cette conjonction de facteurs « anciens » et « nouveaux » qui engendre les pires situations d'exclusion. Il importe donc, pour répondre aux défis que présentent ces situations complexes, d'apporter une réponse globale qui aille au-delà des approches sectorielles. L'un des facteurs qui revient dans pratiquement tous les récits est celui de l'inégalité de genre, qui rejoint d'autres problématiques pour entraîner de nouvelles formes d'exclusion sociale.

Les **changements intervenus au niveau des normes sociales** ont eu des impacts positifs concrets sur l'existence de certaines des personnes les plus marginalisées. Par exemple, l'estime de soi et la reconnaissance des peuples indigènes se sont accrues grâce à leur participation politique, tandis que pour d'autres, les politiques gouvernementales ont réduit le caractère honteux de la séropositivité.

« Inclure dans l'agenda post-2015 les perspectives des personnes qui vivent dans la pauvreté ou sont issues de groupes marginalisés, vulnérables et exclus »

La **sécurité humaine** représente une priorité pour les personnes pauvres ou marginalisées, étant donné que même les conflits et les catastrophes de faible ampleur sont capables d'anéantir des années de progrès et de compromettre le bien-être des populations des années durant.

« L'emploi et l'accès aux actifs de production sont cruciaux pour jouir de moyens de subsistance viables et durables »

L'emploi et l'accès aux actifs de production sont cruciaux pour jouir de moyens de subsistance viables et durables. Les demandes de soutien externe, souvent à l'attention des gouvernements, jouent un rôle clé pour l'autonomisation. Le foncier et l'accès au foncier sont primordiaux, conjugués à des contrats justes pour venir à bout des pratiques abusives telles que les accords de location de terrains

inéquitables. Dans ce contexte mondial, les revenus agricoles ne suffisent souvent plus à assurer des moyens de subsistance dignes, et l'emploi des personnes pauvres tend à être plus précaire.

Les personnes réagissent à ces situations en déployant diverses stratégies, mais **les stratégies dont disposent les personnes très pauvres sont très différentes** de celles auxquelles peuvent accéder les groupes pauvres ou non pauvres, d'où la nécessité d'adopter des stratégies et des interventions différenciées. L'éducation est perçue comme fondamentale pour pouvoir jouir de revenus stables, et elle joue aussi un rôle central en rapprochant les individus des organisations de développement

à même de fournir un soutien. Les opportunités offertes par la migration sont très différentes pour les personnes à faibles revenus et très pauvres, et elles ont tendance à n'engendrer des améliorations durables et de longue durée que parmi les groupes à revenus faibles et pas parmi les personnes très pauvres. Gagner sa vie en exerçant de multiples activités peut réduire les risques de ceux qui vivent bien, mais cela peut devenir un choix imposé pour les personnes très pauvres qui doivent mener de multiples activités pour survivre. Dans bien des cas, les personnes très pauvres n'ont pas le choix et sont donc contraintes de gagner leur vie en pratiquant des activités risquées, ce qui peut les exposer à une vulnérabilité accrue et nuire à leur capacité à se sortir de la pauvreté.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté reconnaissent que les gouvernements nationaux jouent un rôle clé dans le développement, mais de nouvelles formes de redevabilité et de contrôle doivent être mises en œuvre pour veiller à ce que les programmes de développement et les services publics parviennent jusqu'aux personnes très pauvres et que personne ne soit laissé pour compte. Le favoritisme politique, qui signifie que des projets et services servent à récompenser ou punir un soutien politique, affecte les personnes très pauvres et marginalisées, et la corruption et l'accaparement par les élites empêchent souvent les personnes très pauvres de bénéficier des projets et services qui leur sont pourtant destinés. L'isolement géographique et les formes existantes

Session de recherche en Bolivie



de marginalisation amplifient ces phénomènes ; les groupes marginalisés, qui sont souvent ceux qui ont le plus besoin de ces services et craignent de s'exprimer de peur de représailles, sont affectés de manière disproportionnée. L'accès à la justice, bien qu'essentiel pour les personnes qui vivent dans la pauvreté, est trop souvent lié à des transactions économiques et des relations de pouvoir inégales. Les systèmes de protection sociale peuvent améliorer les situations des personnes qui vivent dans la pauvreté, mais ils ne sont pas à l'abri de la corruption et des manipulations politiques.

Les relations entre les communautés locales, le gouvernement et les compagnies minières font l'objet de controverses de plus en plus nombreuses, les participants se demandant si le gouvernement assume effectivement son rôle de garant des droits des personnes et de l'État de droit. Les activités minières se sont étendues au cours de la dernière décennie, et les pressions croissantes exercées par les compagnies affectent la capacité des communautés locales à prendre des décisions éclairées et transparentes et peuvent engendrer des conflits internes.

Dans un contexte d'incertitude croissante, le rôle du gouvernement en tant que moteur fondamental des processus de développement est plus important, mais il doit s'accompagner d'un engagement accru à l'égard d'un processus décisionnel collectif à tous les niveaux de la communauté et jusqu'aux échelons national

et mondial. **La participation politique et la citoyenneté active et engagée sont des stratégies clés pour les personnes qui vivent dans la pauvreté, et elles nécessitent de modifier considérablement les modèles de gouvernance afin de venir à bout des inégalités existantes par l'autonomisation de ceux qui vivent dans la pauvreté ou sont marginalisés.**

La santé et l'éducation restent les deux services les plus importants pour ceux qui vivent dans la pauvreté, mais, pour les personnes les plus pauvres, les améliorations au niveau de leur prestation **ont été entravées par de piètres niveaux de qualité et des obstacles économiques.** Si les taux d'inscription dans les écoles sont importants, l'investissement dans la qualité et la pertinence de l'enseignement le sont tout autant. Mesurer la qualité et déterminer si oui ou non les réponses apportées par le gouvernement correspondent aux besoins et aspirations de ses citoyens demeurent des questions cruciales pour le cadre destiné à l'après-2015. De nouveaux indicateurs et systèmes de redevabilité qui s'appuient sur la participation permettent aux personnes qui vivent dans la pauvreté d'identifier des solutions appropriées aux problèmes locaux et de faire face collectivement aux défis actuels et futurs.

« De nouvelles formes de redevabilité et de contrôle doivent être mises en œuvre pour veiller à ce que les programmes de développement et les services publics parviennent jusqu'aux personnes très pauvres et que personne ne soit laissé pour compte »

Session de recherche aux Philippines



Implications en vue d'un cadre pour l'après-2015

Principes et stratégies

1 Conclusion : De nombreuses personnes vivent dans la pauvreté non pas parce qu'elles sont exclues des processus sociaux et économiques, mais **parce que leurs moyens de subsistance se sont gravement détériorés ces quinze dernières années** en raison de phénomènes dont l'origine est humaine.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait remettre en question les processus et relations de développement socioéconomiques (par exemple accaparement des terres, fluctuations rapides du cours des matières premières, injustice des contrats de location de terrains), en reconnaissant que ce sont eux qui génèrent et perpétuent la pauvreté chez les personnes les plus pauvres.

2 Conclusion : La conjonction de multiples facteurs (anciens et nouveaux) engendre les pires situations de pauvreté et de marginalisation.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait souligner la nécessité d'instaurer une stratégie complète et globale pour le développement, au-delà des approches sectorielles.

3 Conclusion : Les changements intervenus au niveau des normes sociales et des attitudes envers les groupes marginalisés et stigmatisés, parfois imputables à l'État, **ont eu des impacts positifs sur la vie des personnes les plus marginalisées.**

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait instaurer un environnement capable d'induire des changements mondiaux positifs au niveau des normes sociales discriminatoires afin de toucher et d'autonomiser les personnes au niveau local.

4 Conclusion : Bien que le rôle de l'aide au développement s'amenuise, celle-ci **reste très importante pour les personnes les plus pauvres**, et plus particulièrement celles qui vivent dans des pays qui dépendent de l'aide.

Implication : Tout en encourageant le recours à tous les moyens et mécanismes de financement disponibles pour promouvoir un développement durable, le cadre destiné à l'après-2015 devrait souligner l'importance d'un recours à l'aide pour cibler les personnes les plus exclues des pays à revenus faibles et moyens.

5 Conclusion : Le droit international qui régit les droits des peuples indigènes et d'autres cadres de référence mondiaux peuvent aider les citoyens dans leurs luttes visant à protéger leurs moyens de subsistance et leurs droits, surtout lorsqu'ils sont confrontés à des acteurs plus puissants. Cependant, ces principes doivent être intégrés dans la législation nationale et appliqués correctement. Les personnes qui vivent dans la pauvreté ont aussi besoin d'un appui pour utiliser efficacement les lois internationales et nationales.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait insister sur le fait qu'il est impératif que la législation internationale et nationale fonctionne de manière efficace dans l'intérêt des personnes pauvres.

Contenu

1 Conclusion : Les inégalités de genre restent une source majeure d'exclusion au niveau des ménages, des communautés et des pays. Il est important d'identifier la dimension genre qui intensifie d'autres formes d'exclusion et d'y trouver une solution.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait adopter une optique de genre pour aborder les inégalités de genre et promouvoir l'autonomisation des femmes à tous les niveaux des objectifs de développement.

2 Conclusion : Les catastrophes naturelles et les conflits réduisent à néant les progrès accomplis sur de nombreuses années par les communautés et les ménages. Même les catastrophes naturelles et les conflits d'ampleur relativement faible ont des effets de longue durée. Certains peuvent être prévenus ou réduits en développant les capacités à y résister et y faire face.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 qui inclut et accorde la priorité à la prévention des conflits, à la réduction des catastrophes et des risques de conflit ainsi qu'aux capacités de résilience favorisera l'investissement mondial dans ces secteurs peu attrayants mais importants.

3 Conclusion : La principale requête des personnes qui vivent dans la pauvreté concerne soit un travail, soit l'accès à des actifs de production qui leur permettraient de rétablir des moyens de subsistance viables et durables. Leur principal objectif est d'être autonomes.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait promouvoir la création d'emplois décents et permettre aux personnes pauvres d'accéder aux principaux actifs de production, comme la terre, et de les contrôler.

4 Conclusion : Les personnes qui vivent dans les situations de pauvreté les plus graves sont plus exposées aux conséquences négatives de l'incertitude et de la précarité de l'emploi. Les travailleurs du secteur informel urbain ou les ouvriers agricoles n'ont aucune forme de protection sociale. Les participants jugent très importants les programmes de protection sociale existants, bien que déficients dans leur mise en œuvre, par exemple les transferts sociaux sous conditions.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait souligner l'importance de l'instauration d'une base sociale minimale pour tous à travers la protection sociale universelle. L'assurance santé universelle devrait également être promue comme un moyen de garantir l'accès des plus exclus aux services de santé.

Mise en œuvre et mesure

1 Conclusion : Les stratégies dont disposent les personnes pauvres et très pauvres pour faire face à l'incertitude et aux changements rapides sont différentes, et les personnes très pauvres peuvent ne pas avoir d'autre choix que d'adopter un comportement dangereux qui aggrave encore leur vulnérabilité ou peut nuire à leur capacité à se sortir de la pauvreté.

Implication : Un nouveau cadre pour l'après-2015 devrait insister sur la nécessité d'adopter des stratégies et des interventions différenciées à l'attention des personnes très pauvres et les plus exclues, et inciter à la prise de mesures efficaces qui les incluent.

2 Conclusion : Même les interventions qui ne semblent pas problématiques et paraissent bénéficier à l'ensemble de la communauté peuvent avoir des effets négatifs, surtout pour les groupes marginalisés et exclus.

Implication : Il est important de toujours consulter et impliquer les communautés locales dans la conception et la planification. Un cadre pour l'après-2015 devrait veiller à ce qu'une participation utile des citoyens fasse systématiquement partie de toutes les interventions de développement.

3 Conclusion : Donner la possibilité aux personnes pauvres de participer est un exercice coûteux en temps et en argent qui exige du reste une volonté politique. L'utilisation des langues locales est cruciale pour un processus réellement inclusif, mais elle pose de nombreux défis ; par exemple, pour rassembler un assez petit nombre de perspectives dans les quatre pays, les chercheurs de ce projet ont employé **15 langues**. Trop souvent, les agences de développement passent par les élites locales qui parlent les langues principales du pays et reproduisent ainsi les inégalités existantes.

Implication : Pour qu'un cadre dédié à l'après-2015 cherche réellement à inclure les perspectives des personnes qui vivent dans la pauvreté, suffisamment de temps et de ressources doivent être affectés à cet objectif, et un processus clair définissant la manière dont ces perspectives contribuent au processus décisionnel doit être mis en œuvre.

4 Conclusion : Les priorités mondiales et les stratégies nationales sont déterminées en fonction des indicateurs choisis pour constater les progrès, comme dans le cas de l'enseignement où les mesures qui s'appuient sur les taux d'inscriptions n'ont que peu incité à investir dans la qualité. Les personnes pauvres qui envoient leurs enfants à l'école ont souvent le sentiment que leurs efforts et le temps de leurs enfants sont gaspillés en raison de la piètre qualité de l'enseignement dispensé.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait prévoir différents indicateurs qui mesurent la qualité des services fournis au moyen d'un suivi et d'une évaluation participatifs des interventions.

5 Conclusion : Apporter le développement dans des zones reculées et à des groupes marginalisés et vérifier qu'il leur parvienne effectivement est onéreux. **Les gouvernements qui cherchent absolument à atteindre des objectifs et à démontrer l'« efficacité » avec laquelle ils utilisent les ressources ciblent les personnes qu'ils peuvent atteindre plus facilement et à moindre coût, d'où l'exclusion des personnes très pauvres et marginalisées.** S'il est impératif de mesurer et d'évaluer l'impact du développement, **les outils quantitatifs et simplistes qui font référence à un bon rapport qualité-prix ne devraient pas se traduire par l'acheminement de ressources exclusivement aux populations les plus accessibles** et pousser les gouvernements à économiser sur les processus de suivi par les citoyens.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait identifier de nouvelles formes de redevabilité. Il lui faudra modifier les indicateurs utilisés pour les OMD en les complétant par des évaluations réalisées par les citoyens, des examens par les pairs et des évaluations exhaustives des progrès et des défis dans leur globalité, au-delà des indicateurs spécifiques.

6 Conclusion : **Les projets de services et de développement destinés aux personnes les plus pauvres ne les atteignent souvent pas** car les services et les interventions de développement sont fréquemment déboursés à la suite d'une **politique de favoritisme ou parce que des groupes d'élite s'en emparent.** Ces phénomènes sont plus marqués dans les régions isolées. Les personnes qui vivent dans la pauvreté ont peur de représailles si elles dénoncent des pratiques corrompues, et leur accès à la justice est extrêmement restreint.

Implication : Un cadre pour l'après-2015 devrait exiger de tous les acteurs qui traitent avec des personnes qui vivent dans la pauvreté et issues de groupes marginalisés et exclus qu'ils agissent avec redevabilité et transparence. Il ne s'agit pas là uniquement d'acteurs du gouvernement (locaux et nationaux), mais aussi d'entreprises, et notamment de multinationales, et d'ONG. Un nouveau cadre devrait également veiller à ce que les personnes les plus pauvres aient accès à la justice et puissent se faire entendre afin d'exiger des autres acteurs qu'ils rendent compte de leurs actes.

Annexe I – Partenaires de COMPASS 2015

- **UNITAS (Bolivie)** Le « Syndicat national des institutions de travail pour une action sociale » est un réseau bolivien regroupant 26 ONG qui œuvrent dans différentes régions du pays pour promouvoir la participation des organisations de base à l'analyse et au développement des politiques publiques, et à la création de nouveaux paradigmes de développement.
www.redunitas.org
- **Ecoweb (Philippines)** Les travaux d'Ecoweb portent sur quatre défis connexes : la pauvreté, les tensions dans les relations sociales, la dégradation de l'environnement et la mauvaise gouvernance. Ecoweb étudie les relations entre les problématiques locales, nationales, internationales et mondiales, notamment le changement climatique.
www.ecoweb.ph
- **Poverty Reduction Forum Trust (Zimbabwe)** Cette organisation mène des travaux de recherche sur des questions touchant à la pauvreté et encourage la formulation de politiques reposant sur des preuves et le lancement d'un dialogue entre la société civile, les partenaires de développement et les décideurs politiques concernant des questions touchant à la réduction de la pauvreté et au développement humain durable.
www.prftzim.org
- **Justice and Peace Commission, Archidiocèse de Soroti (Ouganda)** La « Commission Justice et Paix » a été établie en 1981 avec pour mission de construire une société juste et pacifique. Parmi les programmes actuels figure un exercice de consolidation de la paix intercommunautaire parmi des communautés pastorales et paysannes, dans une région marquée par de longues années de vols de bétail et de guerre et la présence de groupes rebelles.

Annexe II – Méthodologie

Conception des travaux de recherche

Le processus de recherche a commencé par l'identification de quatre partenaires de CAFOD qui affichaient une expérience des études auprès des personnes qui vivent dans la pauvreté et s'intéressaient aux méthodologies participatives. Les bureaux régionaux de CAFOD ont discuté du projet avec plusieurs partenaires potentiels et, finalement, quatre d'entre eux ont été sélectionnés, qui représentaient un mélange hétérogène de types organisationnels. Par ailleurs, l'étude a associé divers continents, des pays à revenus faibles et moyens, des cadres ruraux et urbains, et un large éventail de communautés.

Les partenaires ont reçu des directives générales pour favoriser une compréhension commune de l'étude participative. Ces directives reposaient en grande partie sur les critères d'inclusion instaurés par l'initiative *Participate* (voir encadré ci-après). Elles ont été discutées, de même qu'une liste de thématiques clés et qu'une série indicative de questions basées sur les principales préoccupations des décideurs politiques et d'autres acteurs impliqués dans le débat sur l'après-2015. Chaque partenaire a été chargé d'élaborer une proposition d'étude et une méthodologie détaillée en dialogue avec CAFOD et les autres partenaires. L'un des critères clés était que l'étude devait s'inscrire dans une relation de longue durée avec les participants. Cela signifie que la portée et l'axe thématique de chaque projet variaient en fonction du contexte et des travaux que les partenaires avaient précédemment effectués dans le pays. Cependant, les partenaires ont été priés de documenter intégralement le processus et les méthodes de recherche.

La série de questions n'était pas prescriptive, mais elle a été communiquée afin d'aider à mieux cadrer l'étude dans le but de produire des résultats utiles pour le processus post-2015. La conception de l'étude s'est caractérisée par une tension intrinsèque entre la nature de la recherche participative et les impératifs du processus politique. Le défi consistait à parvenir à un juste équilibre entre, d'une part, la nécessité de générer des connaissances pertinentes pour les politiques et, d'autre part, un processus véritablement participatif permettant aux personnes qui vivent dans la pauvreté de cibler les bonnes questions pour aborder leurs préoccupations. Parmi les nombreux intrants, les questions directives décidées par le Groupe de travail de haut niveau sur l'après-2015 ont servi d'indicateurs des besoins des décideurs politiques, mais elles ont été négociées, adaptées et discutées avec les chercheurs et participants locaux afin de générer des informations qui reflètent leurs préoccupations et points de vue. Ainsi, COMPASS 2015 a produit une recherche participative pertinente pour le processus global. L'autre série de questions prise en compte par COMPASS 2015 a été celle formulée par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) dans son document intitulé « La agenda de desarrollo post 2015: guía para fomentar el dialogo en los países: Qué futuro quieren? »¹¹ afin de procurer un cadre propice à l'analyse de la pauvreté et au lancement d'un débat sur l'agenda post-2015. Ces questions ont été traduites, adaptées et utilisées en Bolivie et en Ouganda et, dans une moindre mesure, elles ont influencé le projet aux Philippines. À titre d'exemple, l'un des encadrés ci-après donne une idée des questions d'orientation utilisées pour le projet en Ouganda.



L'équipe de recherche aux Philippines

Directives sur la recherche participative (critères Participate)

- L'étude porte sur les personnes qui vivent dans la pauvreté ou qui sont issues de groupes marginaux, vulnérables ou exclus.
- L'étude n'est pas une démarche isolée. Elle s'inscrit dans le cadre d'une relation de longue durée.
- Les participants y joueront un rôle central en identifiant les questions clés et en donnant du sens aux « données » ; ils ne participeront pas uniquement à la collecte de données.
- Les participants seront aidés afin que leur implication soit utile et non pas purement symbolique.
- Les questions à poser lors de la recherche devront être définies pour cibler les préoccupations des participants à l'étude tout en apportant des informations précieuses qui permettront de cerner le nouveau cadre international appelé à succéder aux OMD.
- L'analyse des données se fera avec les participants à l'étude et leur retour sera souhaité tout au long de l'exercice de rédaction du rapport final.
- Les participants seront invités à valider toutes les conclusions et pourront retirer n'importe laquelle de leurs contributions.
- Les participants seront informés de ce qui adviendra de leurs contributions et, si possible, des conclusions qui ressortent de l'exercice.

Thèmes clés

- 1 Expériences du changement
- 2 Priorité de développement des personnes qui vivent dans la pauvreté
- 3 Visions et aspirations pour l'avenir
- 4 Les OMD, et l'architecture et les fondements du nouveau cadre de référence
- 5 Éléments prouvant qu'il est important d'établir un lien entre la pauvreté et la durabilité
- 6 Quels sont et quels devraient être les outils puissants à même d'engendrer un « véritable » changement
- 7 Comment les personnes qui vivent dans la pauvreté devraient être impliquées dans les nouveaux cadres mondiaux

Questions d'orientation

- 1 Quels ont été les principaux changements positifs et négatifs au sein de votre communauté/village/ville au cours des dix/quinze dernières années ?
- 2 Qui est responsable de ces changements ?
- 3 Comment se produit le changement dans cette communauté/village/ville ?
- 4 Qui initie les processus positifs de changement dans votre communauté/village/ville ?
- 5 Pouvez-vous décrire un changement positif significatif qui a eu lieu dans votre vie/au sein de votre communauté ces quinze dernières années ? Quels sont les principaux facteurs qui ont permis à ce changement de se produire ?
- 6 Qu'est-ce qui pourrait permettre à votre famille/communauté de mieux résister aux chocs et changements rapides ?
- 7 Votre communauté compte-t-elle des ménages qui ont réussi à se sortir de la pauvreté ? Comment y sont-ils parvenus ? Quels éléments ont contribué à leur changement de circonstances ?
- 8 Quels sont les principaux obstacles qui vous ont empêché(e) de parvenir à ce à quoi vous aspiriez ?
- 9 La situation des personnes les plus marginalisées de votre communauté a-t-elle évolué de quelque manière que ce soit ces dix/quinze dernières années ?
- 10 Quelle est votre vision pour votre communauté/le monde dans quinze/vingt ans ?
- 11 Quelles sont les questions liées au développement qui sont les plus importantes pour votre famille et votre communauté ?
- 12 Avez-vous déjà entendu parler des OMD ? À votre avis, quel était leur but ? Quel impact ont-ils eu sur votre vie ? Les OMD ont-ils apporté une contribution significative à une quelconque question affectant votre communauté/ville ?
- 13 Avez-vous connaissance des pourparlers qui ont lieu actuellement pour décider d'une nouvelle série d'objectifs propres à stimuler les politiques de développement de tous les pays après 2015 ?
- 14 Quelles problématiques étaient absentes des OMD (ou des interventions de développement dont vous avez été témoin) et devraient désormais être incluses ?
- 15 De quelles manières les objectifs mondiaux peuvent-ils contribuer à améliorer votre existence et vos aspirations ?

Questions d'orientation continu

- 16 Quel devrait être le but d'un tel cadre ?
- 17 Quels principes et critères devraient orienter la sélection de ces buts ?
- 18 L'éradication de la pauvreté pourrait-elle être l'objectif central du nouveau cadre, ou existe-t-il d'autres objectifs tout aussi importants ?
- 19 Avez-vous été affecté(e) par des problèmes environnementaux au cours des dix/quinze dernières années ?
- 20 Quels sont les problèmes environnementaux qui ont affecté votre vie et votre communauté ces dix/quinze dernières années, et de quelle manière ?
- 21 De quelle manière les personnes qui vivent dans la pauvreté pourraient-elles contribuer au suivi et à l'évaluation des progrès d'un nouveau cadre ?

Encadré Questions d'orientation – Ouganda

Manifestations de la pauvreté

- 1 Que signifie pour vous (en tant que catégorie)* et votre famille « bien vivre » ?
- 2 Quels aspects sont les plus importants pour vous (en tant que catégorie) et votre famille pour « bien vivre » au sein de votre communauté (nommer le lieu) ?
- 3 Qui (en tant que catégorie) vit bien dans votre quartier/communauté (nommer le lieu) ? Pourquoi ?
- 4 Qui (en tant que catégorie) ne vit pas bien dans votre quartier/communauté ? Pourquoi ?
- 5 Ces dix dernières années (depuis 2002), quels changements ont amélioré la vie de votre famille (en tant que catégorie) et de votre quartier/communauté ?
- 6 Ces dix dernières années (depuis 2002), quel aspect a été le plus néfaste pour votre famille (en tant que catégorie) et quartier/communauté ?
- 7 Qu'avez-vous fait (depuis 2002) dans ces situations (positives et négatives) pour améliorer les conditions de vie dans votre quartier/communauté ?

8 Qu'ont fait les autres (acteurs et institutions) dans ces situations (positives et négatives) pour améliorer les conditions de vie dans votre quartier/communauté ?

9 Quel changement souhaitez-vous pour que vous et votre famille/quartier/communauté puissiez bien vivre ?

10 Quels éléments positifs devraient être maintenus pour assurer le bien-être de votre famille (en tant que catégorie) et quartier/communauté ?

11 Quelles sont les causes/raisons qui permettent à vous (en tant que catégorie) et à votre famille de bien vivre ?

Causes de la pauvreté

12 Quelles sont les facteurs/raisons qui vous empêchent vous (en tant que catégorie) et votre famille de bien vivre ?

13 Y a-t-il plus de personnes qui améliorent leur situation ou plus de personnes dont la situation ne s'améliore pas ? Pourquoi une amélioration ? Pourquoi pas d'amélioration ?

Solutions envisageables

14 Que pouvez-vous (en tant que catégorie) faire, vous et votre famille, pour améliorer votre situation dans votre quartier/communauté ?

15 Qui d'autre (acteurs et institutions) est chargé de faire évoluer la situation dans votre quartier/communauté ?

16 Que devraient faire les autres (acteurs et institutions) pour améliorer votre situation ?

Attentes en matière de changement social

17 Quand/comment sauriez-vous (en tant que catégorie) que vous êtes parvenu(e) à ce que vous vouliez pour votre famille, votre communauté et votre municipalité ?

18 Que feriez-vous pour vous assurer que ce que vous voulez sera concrétisé pour vous, votre famille, la communauté et la génération future ?

*En tant que catégorie fait référence au fait que les questions s'adressaient à différents groupes de participants tels que des personnes affectées par la guerre, des pêcheurs, des personnes âgées, etc.

Lieux où se sont déroulés les travaux de recherche

Bolivie

Communautés de municipalités rurales

Yamparaez

Molle Punku
Talahuanca
Sotomayor

Puerto Gonzalo Moreno

Las Piedras
Gonzalo Moreno
La Victoria

Urubicha

Urubicha
Yaguaru

Charagua

Kaipepe
Taputá
Piriti
Capiguazuti

Batallas

Cullucahi
Batallas

Quartiers et/ou districts de municipalités urbaines

Districts urbains de la municipalité d'El Alto
Districts urbains de la municipalité de Ribalta

Philippines**Ville d'Iligan**

Kiwalan
Santiago
Digkilaan
Rogongon

Lanao del Norte

Paiton, Kauswagan
Lumbac, Kolambugan
San Roque, Kolambugan
Kormatan, Poona Piagapo

Lanal del Sur

Olama, Binidayan

Misamis Oriental

Upper Malubog, Manticao
Mapulog, Naawan

Zamboanga del Sur

Conacon, Bayog

Zamboanga del Norte

Lintangan, Sibuco

Lieux où se sont déroulés les travaux de recherche (continu)

Ouganda – Diocèse catholique de Soroti

Ngora

Alengo, Kobwin (Paroisse de Opot)

Agule, Kobwin (Paroisse de Opot)

Bukedea

Kachede, Malera (Paroisse de Kachede)

Kalou, Malera (Paroisse de Kachede)

Kumi

Olungia, Ville de Kumi (Paroisse de Kumi)

Kanyuma B., Ville de Kumi (Paroisse de Kumi)

Soroti

Swaria, Division Orientale (Paroisses: Kengere, Akisim et départements centraux)

Agip, Division Orientale (Paroisses: Kengere, Akisim et départements centraux)

Kengere, Division Orientale (Paroisses: Kengere, Akisim et départements centraux)

Cell B, Division Orientale (Paroisses: Kengere, Akisim et départements centraux)

Tesco Inn, Division Orientale (Paroisses: Kengere, Akisim et départements centraux)

Cell F, Division Orientale (Paroisses: Kengere, Akisim et départements centraux)

Akisim, Division Orientale (Paroisses: Kengere, Akisim et départements centraux)

Katakwi

Okuda, Ongongoja (Paroisse de Okuda)

Apuuton, Ongongoja (Paroisse de Okuda)

Serere

Alengo et Agule, Bugondo (Paroisse de Opot)

Kaberamaïdo

Madoc, Kobwin (Paroisse de Agule)

Owii, Kobwin (Paroisse de Agule)

Amuria

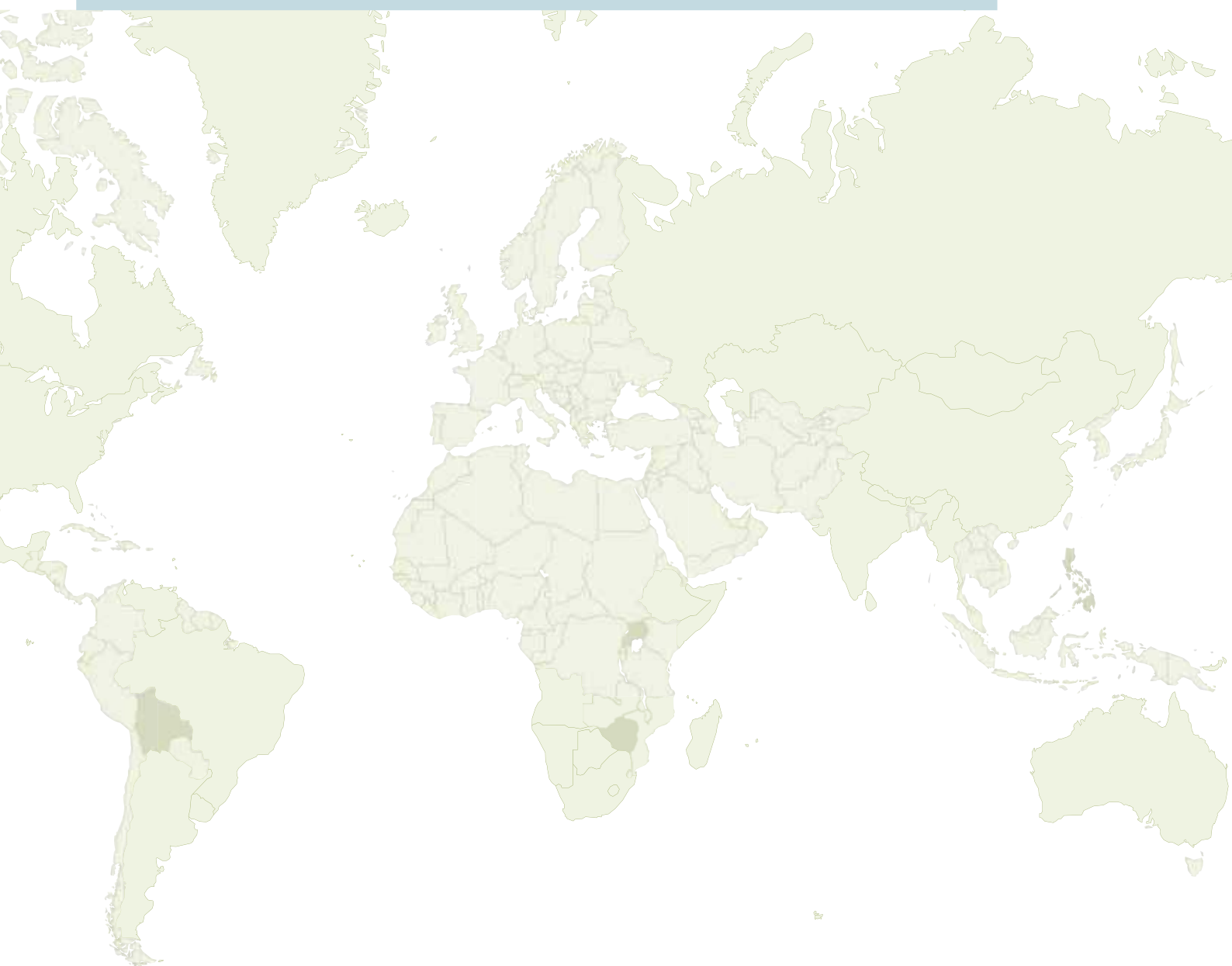
Amotoom Original, Obalanga (Paroisse de Amotoom)

Zimbabwe**Mutare**

Sakubva
Chikanga
Dangamvura

Bulawayo

Pelandaba
Lobengula
Pumula
Emganwini



Méthodes

Le processus de recherche a reposé sur différentes méthodes. Des **ateliers participatifs** ont permis d'instaurer des espaces consacrés à une réflexion collective pour débattre des préoccupations des participants. Ils se sont eux-mêmes appuyés sur diverses méthodes. Ainsi, en Bolivie, les ateliers comprenaient un exercice de cartographie participative de la municipalité ou du village des participants, ce afin d'analyser et de réfléchir de manière collective aux aspects positifs et négatifs liés aux conditions de vie et de travail. Une autre méthode a reposé sur la création d'une chronologie des principaux événements et changements positifs/négatifs au sein de la communauté et dans les vies des participants, qui ont par la suite fait l'objet d'une discussion collective. Les participants ont été invités à créer des « arbres de problèmes » pour effectuer leur propre analyse des causes de la pauvreté et de ses mécanismes. Par ailleurs, des activités d'élaboration d'une vision pour l'avenir ont été utilisées pour imaginer le futur auquel les participants aspirent et identifier les actions et les acteurs impliqués dans les améliorations de longue durée dont bénéficient les vies de ces personnes. Les ateliers se sont généralement terminés par l'élaboration d'une galerie/exposition pour partager et valider les éléments qui avaient été abordés lors de la session. À l'exclusion de l'Ouganda, les projets ont largement employé les outils visuels afin de faciliter le dialogue et la discussion. Ces outils ont permis aux participants de voir des représentations graphiques/écrites des éléments dont il était débattu et de suggérer des modifications.

En outre, des **groupes de discussion** (généralement composés de 5 personnes minimum et 12 personnes maximum) se sont appuyés sur tout un éventail d'activités pour que la discussion soit plus directement menée par les participants ainsi que pour faciliter le dialogue avec d'autres groupes. Les animateurs ont encouragé l'utilisation de tableaux à feuilles mobiles pour répertorier les différents types de thématiques (problèmes, solutions, acteurs, etc.). Les participants se sont aussi servis des tableaux à feuilles mobiles pour discuter de leurs différentes priorités et les classer. Cependant, l'élément le plus important était la discussion générée parmi le groupe lors de la rédaction sur papier des différentes thématiques, plutôt que ce qui était marqué sur les feuilles mobiles. Ces outils visuels ont également joué un rôle important lorsque différents groupes se sont rencontrés et ont comparé leurs priorités et leurs problèmes. Il est important de souligner que les groupes de discussion ne se déroulaient pas de manière isolée mais s'inscrivaient dans une démarche impliquant de nombreux membres d'une

communauté et, souvent, différentes discussions de groupes avaient lieu simultanément et étaient précédées et suivies d'activités impliquant tous les participants. Ces discussions entre divers groupes de la communauté ont fait ressortir des inégalités intracommunautaires et les différentes perspectives ainsi représentées. Cette discussion collective a permis d'obtenir une analyse complète des préoccupations des participants, articulées et exprimées par eux-mêmes.

En outre, des **entretiens approfondis** ont servi de méthode ouverte et souple pour rassembler des informations auprès des principales parties prenantes. Parmi celles-ci figuraient des personnes marginalisées qui ne participeraient pas aux sessions de recherche communautaires (ou n'y prendraient pas la parole) ; des personnes qui, d'après d'autres participants, avaient des histoires importantes à raconter ; ou des participants identifiés par les chercheurs comme ayant une perspective intéressante qui méritait une conversation plus approfondie. Il est arrivé que des entretiens soient organisés avec des membres spécifiques de communautés qui voulaient parler de sujets particulièrement sensibles qu'ils n'auraient pu aborder devant les autres participants.

Les **ateliers de validation** participatifs ont été un élément crucial du processus de recherche. Il s'agissait là de présenter aux participants les informations systématisées recueillies précédemment, à la fois par des moyens visuels et oraux, et de leur donner la possibilité d'intégrer, de modifier et de supprimer n'importe laquelle de ces informations.

Cette étude reconnaît que les communautés se composent d'une très grande diversité de personnes en termes de genre, d'âge, d'ethnicité et d'aspects relatifs à leurs moyens de subsistance ; cette diversité doit être envisagée avec soin, en s'abstenant de présenter une vision homogène des expériences et priorités d'une communauté spécifique. L'une des méthodes employées pour identifier les différentes voix a été de répartir les participants en groupes. Cependant, ce processus de catégorisation pose de nombreux problèmes et, bien souvent, les participants font partie de plus d'une catégorie. Qui plus est, étiqueter des personnes selon une catégorie spécifique en fonction d'un seul aspect de leur identité complexe (par exemple, orphelins, personnes déplacées internes, pêcheurs, veuves, etc.)¹² peut avoir des effets paralysants. L'étude a donc abordé ce processus de « regroupement » avec un esprit critique en ayant conscience de ses limites ; les animateurs ont demandé aux communautés de nommer les groupes aux intérêts et points de vue partagés qui étaient présents, et les groupes ont

été sélectionnés après consultation et discussion. Dans bien des cas, ces groupes s'alignaient sur d'autres types de groupes d'entraide ou d'autres groupes communautaires existants, par exemple des groupes de personnes handicapées, de personnes âgées ou d'orphelins, et ainsi de suite.

Analyse

L'analyse a démarré au niveau des communautés avec les participants à l'étude. Les chercheurs locaux ont validé les résultats auprès des participants puis envoyé leur analyse synthétisée au coordinateur de la recherche. Ces quatre rapports ont été soumis accompagnés de l'intégralité des données recueillies, y compris de la transcription des sessions de recherche.

Tous ces matériaux ont été intégrés dans une base de données unique et examinés par un logiciel d'analyse de données qualitatives. Des codes ont été élaborés tout au long de l'analyse suite aux problématiques qui ressortaient des données et à celles que les chercheurs locaux avaient identifiées. Faute de temps, le coordinateur de la recherche n'a pas codifié l'intégralité des transcriptions d'origine, préférant se concentrer sur les données sélectionnées par les chercheurs locaux dans leurs rapports. Cependant, chaque fois qu'une information spécifique était particulièrement intéressante, la transcription était analysée dans son intégralité afin d'en savoir plus sur une question ou un récit spécifique. L'un des outils importants du logiciel d'analyse de données qualitatives a été l'« arbre de mots » qui, en partant d'une recherche par mot, a apporté une analyse efficace et complète. Cet outil a ainsi permis au chercheur de faire s'afficher sur un écran unique toutes les instances où certains mots étaient apparus dans les données et de voir le contexte dans lequel ils étaient utilisés. Il était également possible de cliquer sur une phrase spécifique pour voir les données situées autour. Les arbres de mots ont été très efficaces car ils ont permis de s'assurer que la plupart des données relatives à un sujet spécifique appuyaient une conclusion particulière et d'identifier rapidement les données qui contredisaient les principaux nouveaux messages. Cependant, certains problèmes ont été rencontrés en raison de la taxonomie différente employée par les chercheurs et les assistants de recherche lorsqu'ils tapent les transcriptions. En outre, un quart des données était en espagnol, obligeant ainsi le chercheur à créer des arbres de mots distincts pour la série de données bolivienne.

Pendant l'analyse, lorsque les données avaient fait ressortir une problématique spécifique, les questions suivantes étaient posées pour mieux développer les conclusions :

- 1 Qui a soulevé cette question ? Dans quel contexte ?
- 2 S'il s'agit d'une communauté rurale, avons-nous des considérations similaires (des résultats concordants) dans des zones urbaines, et inversement ?
- 3 Est-ce une question soulevée de la même manière par les femmes et les hommes, les garçons et les filles ? De quels groupes spécifiques sont-ils issus (personnes handicapées ou séropositives ; personnes âgées) ?
- 4 Y a-t-il des différences entre les réponses des enfants et celles des adultes ?
- 5 Les exemples et les réponses tirés d'autres sessions de recherche ou d'autres projets de recherche COMPASS 2015 confirment-ils les conclusions ou ajoutent-ils une complexité et des facettes nouvelles ?
- 6 Certaines grandes lignes ressortent-elles des données relatives à cette question spécifique ?
- 7 Existe-t-il d'autres perspectives qui viennent contredire les principaux nouveaux messages ?
- 8 Quelles sont les implications de ces résultats pour la politique de développement ?

L'analyse fournie par les quatre équipes de recherche locales a été synthétisée dans le cadre d'une analyse préliminaire des résultats. Ce document a ensuite été discuté par les chercheurs locaux, qui ont envoyé un retour écrit et oral détaillé. L'analyse préliminaire a aussi été partagée avec 18 autres projets de recherche participative lors d'un atelier d'une semaine qui s'est tenu en 2013 dans le cadre de l'initiative *Participate*, où elle a fait l'objet d'un examen par les pairs et d'une discussion. Un retour supplémentaire a été fourni par un autre atelier organisé à CAFOD. Une version préliminaire complète a été préparée et discutée par les équipes de recherche locales de chaque pays. Leur retour détaillé a ensuite été intégré à ce rapport final.

Le coordinateur de la recherche s'est par ailleurs rendu dans tous les pays impliqués dans l'étude COMPASS 2015 et il a participé à plusieurs sessions de recherche. Les principaux chercheurs de chaque partenaire sont venus au Royaume-Uni pour discuter plus avant de l'étude (à l'exception du chercheur ougandais à qui l'on a refusé d'accorder un visa). Ces échanges ont permis au coordinateur de la recherche de mieux comprendre la réalité sociale des participants et de faciliter la contribution des chercheurs locaux à l'analyse et la rédaction du rapport final.

Pour de plus amples détails sur la méthodologie employée, y compris sur chaque projet de recherche, veuillez consulter :

<http://www.cafod.org.uk/Policy-and-Research/Post-MDGs>

References

- ¹ Le concept du changement dans le contexte de ces travaux de recherche met l'accent sur les expériences individuelles de la transformation et fait référence à la fois à des processus positifs et négatifs.
- ² « 100 Voices: Southern perspectives on what should come after the MDGs », CAFOD, 2012.
- ³ Pape Paul VI. *Populorum Progressio*, 1967, # 65.
- ⁴ <http://www.myworld2015.org/>
- ⁵ Les perspectives et les définitions locales du bien-être ont été rassemblées au moyen de questions et de discussions autour de ce que signifie « bien vivre », qui vit /ne vit pas bien et pourquoi.
- ⁶ Wood, G. « Staying Secure, Staying Poor: The 'Faustian Bargain' ». *World Development*, 31(3), 2003, p. 456.
- ⁷ Dans le cas du conflit en Ouganda, cette étude a recueilli les points de vue du peuple Teso, l'une des parties au conflit parmi d'autres. Il est important de préciser que les travaux ne cherchent pas à établir les causes de ce conflit particulier ou de responsabilité spécifique, mais plutôt de présenter les récits de personnes affectées et les conséquences d'un conflit de longue durée sur les communautés rurales pauvres. Comme nous l'avons précisé dans le J1 deuxième chapitre, les participants Teso comprennent combien l'extrême pauvreté de leurs voisins joue un rôle important dans le conflit.
- ⁸ Le carabao est un buffle domestique employé dans l'agriculture.
- ⁹ Le copra est la chair séchée, ou le cœur, de la noix de coco.
- ¹⁰ Mitlin, D. « Understanding Urban Poverty; What the Poverty Reduction Strategy Papers Tell Us ». *Human Settlements Working Paper Series No. 13 Poverty Reduction in Urban Areas*, IIED, Londres, 2004.
- ¹¹ Disponible ici : <http://www.beyond2015.org/sites/default/files/Post%202015%20Guidelines%20SP.pdf>
- ¹² Anderson, M. « Understanding Difference and Building Solidarity: a Challenge to Development Initiatives », dans Deborah Eade (éd.), *Development and Social Diversity*, Oxfam (Royaume-Uni et Irlande), 1996, p. 7-15.

cafod.org.uk

Romero House, 55 Westminster Bridge Road, London, SE1 7JB, United Kingdom.

CAFOD est l'agence officielle de développement et de secours à l'étranger

de l'Église catholique d'Angleterre et du pays de Galles.

Œuvre caritative enregistrée sous le numéro 285776.

 **recycle** Recyclez. Imprimé sur du papier 100% recyclé.

CAFOD
Just one world

SCIAF
Scottish Catholic International Aid Fund


Participate
Knowledge from the margins for post-2015